



# Direction générale des impôts

*Au service du développement économique et social*



MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

BURKINA FASO

SECRETARIAT GENERAL

*La Patrie ou la Mort, Nous Vaincrons*

DIRECTION GENERALE DES IMPOTS



---

---

## **RAPPORT D'ACTIVITES AU 31 DECEMBRE 2024 DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS**

---

---

Janvier 2025

## SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX	3
LISTE DES FIGURES	3
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	4
INTRODUCTION	6
I- PRESENTATION DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	7
I.1 Missions et attributions	7
I.2 Organisation	7
I.3 Ressources humaines	7
II- NIVEAU DE REALISATION DES ACTIVITES AU 31 DECEMBRE 2024	8
II.1 Au titre de l'accélération de la transformation numérique	9
II.1.1 Du renforcement des infrastructures de production et d'exploitation	9
II.1.2 Du renforcement de la gouvernance et de la sécurité du système d'information	9
II.1.3 De l'optimisation de l'exécution numérique des fonctions fiscales	10
II.1.4 Du renforcement du système décisionnel	10
II.1.5 De la modernisation de la gestion foncière, domaniale et cadastrale	10
II.1.6 De la modernisation de l'exécution des fonctions de support de la DGI	11
II.1.7 Du renforcement de la digitalisation des services offerts aux usagers	11
II.2 Au titre de la construction d'une administration de services qui promeut le civisme fiscal et la sécurité foncière	11
II.2.1 Du renforcement du cadre juridique incitatif au civisme fiscal	11
II.2.2 De l'amélioration des relations avec les usagers/clients	11
II.2.3 Du renforcement de la communication externe	12
II.2.4 De la contribution au renforcement de la légitimité de l'impôt	12
II.2.5 De l'amélioration du processus de sélection des contribuables à contrôler	13
II.2.6 Du renforcement du suivi et de l'encadrement des services de contrôle	13
II.2.7 De la valorisation de la mission d'éducation fiscale dévolue au contrôle	14
II.2.8 Du renforcement de l'offre de services en matière domaniale, foncière et cadastrale	14
II.2.9 De l'amélioration de la qualité du service rendu aux usagers/clients	15
II.2.10 Du développement des offres de services innovants qui facilitent l'accomplissement des obligations fiscales	15
II.3 Au titre de l'amélioration des performances de la DGI par le management moderne des capacités institutionnelles, organisationnelles et opérationnelles	15
II.3.1 Du renforcement du cadre institutionnel, des outils, des moyens, cadres de pilotage et des stratégies opérationnelles	15
II.3.2 De l'amélioration du système de planification et de suivi-évaluation	19
II.3.3 De l'amélioration du système de contrôle interne	20
II.3.4 De l'amélioration du cadre juridique fiscal, foncier, domaniale et cadastral	21
II.3.5 Du renforcement des ressources financières, infrastructures, équipements et outils de gestion	21
II.3.6 De l'amélioration de la gestion des ressources humaines	22
II.3.7 Du renforcement des compétences des acteurs	23
II.3.8 De l'amélioration du partage de l'information au sein de la DGI	23
II.3.9 Du développement d'une convergence de vue et d'objectifs des agents de la DGI	23
II.3.10 De la poursuite de la dynamisation de la politique sociale	24
II.3.11 De l'amélioration du partenariat avec les collectivités territoriales	24
II.3.12 De la dynamisation du partenariat avec les organisations professionnelles	24
II.3.13 Du Renforcement de la collaboration avec les organisations internationales	24
II.4 Synthèse	25
II.4.1 De l'exécution physique	25
II.4.2 De l'exécution financière	26
III DIFFICULTES RENCONTREES	27
IV RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS	27
V PERSPECTIVES	28
CONCLUSION	29
ANNEXES	30

## **LISTE DES TABLEAUX**

Tableau 1 : Situation du personnel par catégorie et par sexe .....	8
Tableau 2 : Situation du personnel par région .....	8
Tableau 3 : Parts contributives des entreprises minières .....	16
Tableau 4 : Exécution du programme d'activités 2024 de la DGI au 31 décembre par axe et par objectif stratégique .....	25
Tableau 5 : Performances des UR au 31 décembre 2024.....	31
Tableau 6 : Matrice de l'état d'exécution du programme d'activités 2024 au 31 décembre 2024	34
Tableau 7 : Cadre de mesure des résultats.....	74

## **LISTE DES FIGURES**

Figure 1 : Parts contributives par nature d'unité de recouvrement .....	18
---	----

## LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

<b>Sigles</b>	<b>Significations</b>
AAP	Attestation d'attribution de parcelle
ALT	Assemblée législative de transition
ANF	Assises nationales sur la fiscalité
ATAF	African tax administration forum
ATD	Avis à tiers détente
BCMS	Bureau comptable matière secondaires
BV	Brigade de vérification
CAT	Cellule d'appui technique
CBC	Conseil burkinabè des chargeurs
CNSS	Caisse nationale de sécurité sociale
CREDAF	Centre de rencontres et d'études des dirigeants des administrations fiscales
CSA	Chef de service d'assiette
CSP	Contrôle sur pièces
DADF	Direction des affaires domaniales et foncières
DC	Direction du cadastre
DCF	Direction du contrôle fiscal
DCI	Direction de centre des impôts
DERF	Direction des enquêtes et des recherches fiscales
DGA	Directeur général adjoint
DGCMEF	Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers
DGE	Direction des grandes entreprises
DGI	Direction générale des impôts
DGTCP	Direction générale du trésor et de la comptabilité publique
DGTTM	Direction générale du transport terrestre et maritime
DGUF	Direction du guichet unique du foncier
DI	Direction de l'informatique
DIN	Dossier individuel numérisé
DLC	Direction de la législation et du contentieux
DME	Direction des moyennes entreprises
DOS	Direction des opérations spéciales
DPSR	Direction de la prospective et du suivi des reformes
DRI	Direction régionale des impôts
DSF	Direction des services fiscaux
DT	Dossier technique
ENAREF	Ecole nationale des régies financières
FAFOA	Forum des administrations fiscales ouest africaines
FCFA	Franc de la communauté financière africaine
FFI	Flux financiers illicites
FM	Forum mondial
IGF	Inspection générale des finances
INSD	Institut national de la statistique et de la démographie
IRF	Impôt sur les revenus fonciers
ITI	Inspection technique des impôts
LF	Loi de finance

<b>Sigles</b>	<b>Significations</b>
<b>Mbps</b>	Mégabytes par seconde
<b>N@FOLO</b>	Système intégré de gestion des finances publiques
<b>NIP</b>	Numéro d'identification personnel
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques
<b>PA – SD</b>	Plan d'action pour la stabilisation et le développement
<b>PAI</b>	Plan d'action intégré
<b>PAIRFP</b>	Plan d'action intégré de reformes des finances publiques
<b>PAO</b>	Plan d'action opérationnel
<b>PARGFM</b>	Projet d'appui au renforcement de la gestion du foncier et des mines
<b>PNDES</b>	Programme national de développement économique et social
<b>PPP</b>	Partenariat public- privé
<b>PTA</b>	Programme de travail annuel
<b>PTBA</b>	Programme de travail et budget annuel
<b>PUH</b>	Permis urbain d'habiter
<b>PV</b>	Procès-verbal
<b>RAR</b>	Reste à recouvrer
<b>RCCM</b>	Registre du commerce et du crédit mobilier
<b>RDPF</b>	Recette des domaines et de la publicité foncière
<b>RESINA</b>	Réseau informatique national de l'administration
<b>RI</b>	Recette des impôts
<b>RTB</b>	Radiotélévision du Burkina
<b>SAD</b>	Service des archives et de la documentation
<b>SCIMR</b>	Service de contrôle interne et de management des risques
<b>SCRP</b>	Service de la communication et des relations publiques
<b>SCTF</b>	Service du cadastre et des travaux fonciers
<b>SDC</b>	Service de distribution du courrier
<b>SF</b>	Service financier
<b>SIF</b>	Système d'informations foncières
<b>SISFO</b>	Service des impôts synthétiques et fonciers
<b>SRH</b>	Service des ressources humaines
<b>SYC@D</b>	Système intégré de gestion du cadastre et des domaines
<b>SYLVIE</b>	Système de liaison virtuelle pour les opérations d'importation et d'exportation
<b>TADAT</b>	<i>Tax Administration Diagnostic Assessment Tool</i>
<b>TDR</b>	Termes de références
<b>To</b>	Téraoctets
<b>UR</b>	Unité de recouvrement
<b>WATAF</b>	West African tax administration forum

## INTRODUCTION

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action pour la stabilisation et le développement (PA-SD), des différents plans d'action intégré (PAIRFP, PAI) et de la lettre de mission du DGI qui en découle, la Direction générale des impôts (DGI) est fortement attendue dans les domaines ci-après :

- le recouvrement des recettes propres de l'Etat et des collectivités territoriales ;
- l'appui technique aux collectivités territoriales en matière de gestion foncière et de fiscalité locale ;
- la poursuite de l'informatisation du cadastre foncier national ;
- la digitalisation intégrale des procédures fiscales et foncières ;
- la relecture du code général des impôts ;
- la refonte du système d'informations et la mise en place de la facturation électronique certifiée ;
- la promotion du civisme fiscale ;
- le pilotage efficace des services.

Le programme d'activités de l'année 2024 de la DGI comportait deux cent trente-six (236) activités pour un budget prévisionnel de onze milliards six cent trente-cinq millions sept cent soixante-huit mille (11 635 768 000) francs CFA. Il reposait sur les trois axes du plan stratégique 2023-2027 de la DGI et devrait contribuer à l'atteinte de l'effet PNDES 1.2.1 « la planification, la gestion et le financement du développement sont efficaces » et de l'effet sectoriel 2.1.1 « la mobilisation des ressources intérieures est optimisée ». Par ailleurs, un plan d'action à gain rapide pour le recouvrement a été élaboré et dont la mise en œuvre a débuté dans le courant du premier semestre 2024.

Le présent rapport fait le point de la mise en œuvre au 31 décembre 2024 des activités programmées. Il a été élaboré suivant une démarche participative et inclusive et s'articule autour des points suivants : (i) présentation de la DGI ; (ii) niveau de réalisation des activités ; (iii) difficultés majeures rencontrées et (iv) perspectives pour l'année 2025.

## **I- PRESENTATION DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS**

La présentation de la DGI concerne ses missions et attributions, son organisation, ses ressources humaines, sa vision et ses valeurs.

### **I.1 Missions et attributions**

La Direction générale des impôts a pour mission l'élaboration et l'application de la législation fiscale intérieure, domaniale, foncière et cadastrale en vue d'assurer la mobilisation des ressources intérieures au profit du budget de l'État et des collectivités territoriales.

En matière fiscale, la DGI a comme attributions :

- la participation à la définition de la politique fiscale ;
- l'élaboration des projets de textes législatifs et réglementaires à caractère fiscal ;
- la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources fiscales notamment l'établissement de l'assiette de l'impôt, la lutte contre la fraude par les enquêtes et le contrôle fiscal ;
- la représentation du Burkina Faso dans les négociations internationales en matière fiscale.

En matière domaniale, foncière et cadastrale, la DGI élabore et met en œuvre la réglementation. A ce titre, elle travaille à la mise en œuvre et à la modernisation d'un cadastre fiscal au Burkina Faso à travers la tenue du plan cadastral et du registre des propriétés immobilières, l'évaluation des biens du domaine foncier et l'informatisation avec le système d'informations foncières (SIF). En outre, elle est garante de la sécurité des transactions immobilières.

### **I.2 Organisation**

Conformément à l'arrêté N°2023-00171/MEFP/SG/DGI du 30 mars 2023 portant attributions, organisation et fonctionnement de la DGI, celle-ci est constituée d'un cabinet du Directeur général, de sept (07) services d'appui, de neuf (09) directions techniques, de neuf (09) directions extérieures et de treize (13) directions régionales.

### **I.3 Ressources humaines**

La DGI compte 2 397 agents au 31 décembre 2024. Les effectifs sont constitués de 81,81% d'hommes et de 18,19% de femmes. Par ailleurs, on note 37,46% de cadres A, 33,79% de cadres B, 23,57% de cadres C et 5,18% pour les autres.

En termes de répartition géographique, la région du Centre emploie 58,49% des effectifs de la DGI.

Les tableaux suivants illustrent bien la situation.

**Tableau 1 : Situation du personnel par catégorie et par sexe**

Categories	Femmes	Poids relatif	Hommes	Poids relatif	Effectif total	Poids relatif
A	101	11,25%	797	88,75%	898	37,46%
B	167	20,62%	643	79,38%	810	33,79%
C	136	24,07%	429	75,93%	565	23,57%
D	31	46,27%	36	53,73%	67	2,80%
E	1	1,75%	56	98,25%	57	2,38%
<b>TOTAL</b>	<b>436</b>	<b>18,19%</b>	<b>1961</b>	<b>81,81%</b>	<b>2397</b>	<b>100%</b>

Source : SRH/DGI

**Tableau 2 : Situation du personnel par région**

Régions	Effectif femme	Effectif homme	Total	Poids
BOUCLE DU MOUHOUN	4	52	56	2,34%
CASCADES	2	36	38	1,59%
CENTRE <sup>1</sup>	344	1 058	1 402	58,49%
CENTRE NORD	3	51	54	2,25%
CENTRE OUEST	2	28	30	1,25%
CENTRE SUD	10	70	80	3,34%
CENTRE EST	-	43	43	1,79%
EST	2	42	44	1,84%
HAUTS BASSINS <sup>2</sup>	30	184	214	8,93%
NORD	5	41	46	1,92%
PLATEAU CENTRAL	11	49	60	2,50%
SAHEL	-	26	26	1,08%
SUD OUEST	1	26	27	1,13%
SORTIES TEMPORAIRES	22	255	277	11,56%
<b>TOTAL</b>	<b>436</b>	<b>1 961</b>	<b>2 397</b>	<b>100%</b>

Source : SRH/DGI

## II- NIVEAU DE REALISATION DES ACTIVITES AU 31 DECEMBRE 2024

Les résultats atteints au 31 décembre 2024 ont été évalués suivant trente (30) actions bâties sur les trois (3) axes du plan stratégique 2023-2027 que sont : (i) l'accélération de la transformation numérique ; (ii) la construction d'une administration de services qui promeut le civisme fiscal et la sécurité foncière et (iii) l'amélioration des performances de la DGI par le management moderne des capacités institutionnelles, organisationnelles et opérationnelles.

Par axe stratégique et par action, la situation se présente comme suit.

<sup>1</sup> Les effectifs de la région du centre sont constitués des agents de la Direction régionale des impôts du Centre ainsi que de ceux des Directions extérieures (DGE, les DME Centre, DGUF-O) ; des Directions techniques (DADF, DC, DCF, DERF, DI, DLC, DOS, DPSR, DSF) ; des Services d'appui (BCMS, SAD, SDC, SCIMR, SCRIP, SF, SRH) et du Cabinet DGI (Cab DG/DGA, CAT, ITI).

<sup>2</sup> Les effectifs de la région des Hauts-Bassins sont constitués des agents de la Direction régionale des impôts des Hauts-Bassins, de la DME HBS et de la DGUF-Bobo.

## **II.1 Au titre de l'accélération de la transformation numérique**

Le résultat stratégique attendu de cet axe est « La DGI a atteint une maturité de transformation numérique appréciable ».

L'état de mise en œuvre des différentes activités se présente comme suit.

### ***II.1.1 Du renforcement des infrastructures de production et d'exploitation***

Au titre du renforcement des infrastructures de production et d'exploitation, plusieurs activités ont été menées.

S'agissant du renforcement des capacités du Datacenter, on note que pour des cibles respectives de 940 To et 50 Mbps, les capacités de stockage du Datacenter et de la bande passante internet sont passées respectivement de 320 To à 535 To et de 10 Mbps à 30 Mbps. En plus, cinq (05) serveurs de production et de sauvegarde ont été acquis comme prévu.

Pour ce qui concerne le renforcement du réseau informatique, quatorze (14) sites sur dix-sept (17) programmés ont été interconnectés au RESINA, douze (12) nouveaux sites de la DGI sur douze (12) attendus ont été dotés d'énergie alternative et 20% des réseaux locaux de la DGI ont été cartographiés pour une cible prévue de 5%.

Quant à l'organisation de la production des statistiques, le guide de traitement, d'analyse et de présentation des indicateurs de la revue des performances est disponible. De même, l'annuaire statistique et le tableau de bord statistique, éditions 2023, ont également été élaborés.

### ***II.1.2 Du renforcement de la gouvernance et de la sécurité du système d'information***

Au titre de cet objectif stratégique, de nombreuses activités ont été menées.

Dans le cadre du renforcement de la sécurité du Datacenter (boubouan) et des applications métiers, la politique de gestion des habilitations et le système de monitoring ont été élaborés et sont disponibles. Aussi, deux (02) zones d'accès sécurisé des données sur quatre (04) ont été mises en place et onze (11) équipements de sécurité sur douze (12) ont été acquis mais ne sont pas encore installés et configurés.

En ce qui concerne la maintenance des applications métiers et du système décisionnel, tous les bugs et les insuffisances de eSINTAX ont été corrigés, trois (03) contrats de maintenance (SINTAX, Système décisionnel et SYC@D) sur douze (12) ont été signés, deux (02) rapports de maintenance de SINTAX sont disponibles et un (01) flux de données SINTAX-eSINTAX sur trois (03) a été corrigé.

On retient aussi que l'interface de données entre la DGI et l'INSD a été réalisée, testée et mise en production avec la collaboration de l'INSD. De même, les écrans de consultation des statistiques fiscales ont été développés avec la collaboration de l'INSD.

### ***II.1.3 De l'optimisation de l'exécution numérique des fonctions fiscales***

Au titre des actions prévues au niveau de cet objectif stratégique, deux (02) activités ont été réalisées.

S'agissant de la refonte des applications métiers de la DGI, le logiciel IFU a été repris en Java et le consultant pour l'assistance à la conception et au développement des fonctionnalités du système intégré a été recruté.

Pour ce qui est de la mise en place d'un système de facturation électronique certifiée, on retient que (i) le cabinet de mise en œuvre a été recruté ; (ii) 250 Systèmes électroniques certifiés de facturation (SECeF) ont été acquis et configurés ; (iii) 200 cartes SIM ont été acquises et configurées ; (iv) le système de gestion des machines électroniques de facturation (SYGMEF) a été installé ; (v) 150 contribuables ont été identifiés pour la phase pilote et (vi) des agents du métier et des informaticiens ont été formés sur les fondamentaux de la réforme, à l'utilisation des machines et sur l'architecture de la solution.

### ***II.1.4 Du renforcement du système décisionnel***

Au titre de l'intégration de données de sources internes et externes dans le système décisionnel, les interfaces avec CBC et SYLVIE n'ont pas été réalisées. Cependant, deux (02) interfaces ont été réalisées pour intégrer les données de la plateforme N@FOLO et de la DGTMM au Système décisionnel.

Quant à la réalisation de la collecte, la diffusion et le suivi de l'exploitation des données du système décisionnel, les données du système décisionnel ont été collectées et diffusées. Le mécanisme de suivi des retours d'informations a été mis en place et 161 informations transmises sur la plateforme pour des tests sont en attente de retour.

### ***II.1.5 De la modernisation de la gestion foncière, domaniale et cadastrale***

Au titre de cet objectif stratégique, les activités suivantes ont été menées.

Concernant la numérisation et l'archivage électronique de la documentation des services fonciers de la DGI, 218 679 références cadastrales ont été numérisées, 33 048 dossiers cadastraux et fonciers ont aussi été numérisés et archivés électroniquement, 1 623 897 titulaires de droits réels ont été identifiés et 206 354 parcelles sur une cible de 150 000 ont été évaluées sur eCadastre, soit un taux d'exécution physique de 137,57%.

S'agissant de la mise en place du système d'information foncière (SIF) et dans le cadre de l'amélioration des fonctionnalités de l'application SYC@D pour intégrer les procédures du foncier et des domaines jusqu'au livre foncier, (i) le cabinet de mise en œuvre a été recruté ; (ii) quatre procédures de eTitres ont été intégrées à SYC@D ; (iii) les procédures d'archivage des PV et de saisie des attributaires ont été intégrés à SYC@D ; (iv) des interfaces ont été réalisées entre SYC@D et IFU, SINTAX et la base de l'ONI ; (v) l'application SYC@D a été mise en exploitation dans les structures opérationnelles du foncier de Ouagadougou ; (vi) des cellules d'assistance SYC@D ont été mises en place

dans les structures opérationnelles du foncier de Ouagadougou et (vii) la formation des formateurs a été réalisée.

Quant à la densification des points de polygonation, l'activité est en cours avec le dépôt du premier rapport diagnostique des points existants.

#### ***II.1.6 De la modernisation de l'exécution des fonctions de support de la DGI***

Au titre de cet objectif stratégique et en ce qui concerne le traitement des archives du Service du cadastre et des travaux fonciers (SCTF) de la Boucle du Mouhoun, de la RDPF du Tuy et de la DRI Centre-Ouest programmé, aucune action n'a été menée. Toutefois, on note que le personnel du Service des archives et de la documentation (SAD) a accompagné la DC dans l'exécution des travaux relatifs à la suite du projet BKF/027 (prise en main, PEC, pérennisation des acquis, ...) et les travaux sur les dossiers du foncier (DT au SCTF du Centre, numérisation dans les RDPF de la DRI Centre).

#### ***II.1.7 Du renforcement de la digitalisation des services offerts aux usagers***

S'agissant de la poursuite de l'implémentation des téléprocédures, le module eEnregistrement de eSyntax est effectif.

Relativement à l'informatisation de l'ensemble des services rendus aux usagers, l'identification des personnes dans les logiciels métiers par le Numéro d'identification personnel (NIP) est effective dans SYC@D et IFU tandis que les impôts fonciers à prendre en charge en RAR ont été identifiés et configurés mais non encore mis en production.

### **II.2 Au titre de la construction d'une administration de services qui promeut le civisme fiscal et la sécurité foncière**

Le résultat stratégique attendu de cet axe est « le citoyen consent volontairement à l'impôt ».

L'état de mise en œuvre des différentes activités planifiées dans cet axe se présente comme suit.

#### ***II.2.1 Du renforcement du cadre juridique incitatif au civisme fiscal***

Cet objectif stratégique porte sur une seule action à dérouler en une seule activité. Il s'agit de l'élaboration de la note d'orientation portant sur le contrôle fiscal. Au 31 décembre 2024, cette note est disponible.

#### ***II.2.2 De l'amélioration des relations avec les usagers/clients***

Cet objectif stratégique porte sur trois (03) actions. Les activités réalisées au titre de ces actions sont les suivantes.

Concernant la mise en place d'une signalétique facilitant l'accès et l'orientation des usagers/clients dans les services de la DGI, des projets de modèles de signalétiques ont été élaborés par un prestataire et ont été soumis à l'appréciation d'un architecte.

Par ailleurs, trente-neuf (39) rencontres d'échanges et des visites à caractère pédagogique ont été tenues avec les responsables des entreprises sur des thématiques d'intérêt commun.

S'agissant de l'organisation de la 9<sup>ème</sup> rentrée fiscale de la DGI, elle a été tenue le vendredi 12 janvier 2024 à Ouagadougou à travers l'animation d'une conférence de presse. Face aux journalistes, le Directeur général des impôts a fait le bilan de l'année fiscale 2023 et déroulé les perspectives pour la nouvelle année fiscale placée sous le thème : « Pour des ressources souveraines et une sécurité foncière, engageons-nous pour la digitalisation ».

### ***II.2.3 Du renforcement de la communication externe***

Au titre du renforcement de la communication externe, plusieurs activités ont été menées.

S'agissant de la participation de la DGI à la cérémonie de récompense des journalistes (Prix GALIAN), elle a été effective lors de la 27<sup>ème</sup> édition du prix GALIAN, tenue le 14 juin 2024. Pour cette édition, un prix spécial de la DGI a été décerné.

Dans le cadre du 35<sup>ème</sup> Tour du Faso qui s'est tenu du 25 octobre au 03 novembre 2024, des animations grand public ont été assurées par la DGI pour sensibiliser le public sur les différents impôts et taxes.

Concernant la production d'une chanson institutionnelle pour la DGI, les termes de référence ont été rédigés et signés, les propositions de textes ont été reçues et le jury de sélection du texte de la chanson a été mis en place. Il ne reste que la sélection du texte et la production de la chanson.

Relativement à l'organisation d'une campagne de sensibilisation sur l'immatriculation à l'IFU dans le cadre de la mise en œuvre du projet PATF-DGI, phase 3, six (06) campagnes ont été réalisées en octobre 2024 à Fada, Tenkodogo, Manga, Ziniaré, Kaya et Ouahigouya.

### ***II.2.4 De la contribution au renforcement de la légitimité de l'impôt***

Au titre de la contribution au renforcement de la légitimité de l'impôt, plusieurs activités ont été réalisées.

En ce qui concerne l'organisation du mois de l'exemplarité fiscale, on note que l'arrêté ministériel instituant les Journées de l'exemplarité fiscale a été signé et deux (02) journées ont été organisées à l'Assemblée législative de transition (ALT) et au Ministère en charge de l'éducation.

Pour ce qui est de l'organisation d'une campagne de sensibilisation sur l'utilité de l'impôt, les TDRs ont été élaborés.

Enfin, s'agissant de l'organisation en collaboration avec une collectivité locale d'une journée de redevabilité sur les impôts locaux, les TDRs ont également été élaborés.

### ***II.2.5 De l'amélioration du processus de sélection des contribuables à contrôler***

Au titre de cet objectif stratégique, les résultats atteints se présentent comme suit.

Dans le cadre de l'élaboration des programmes de vérification intégrant la cartographie des risques dans la base de données, sur 2 123 dossiers programmés en vérification en 2024, 1 247 ont été sélectionnés suivant l'outil d'analyse-risque informatisée, soit un de taux de programmation sur la base de cet outil de 58,73%. Rapporté à la cible de 60%, le taux d'exécution physique s'établit à 97,90%. Par ailleurs, le dispositif de sélection informatisée est suivi et évalué à mi-parcours. Ainsi, au 31 décembre 2024, les données relatives aux services de contrôle ont fait l'objet d'extraction, de traitement et ont été présentées mensuellement à la revue des performances de la DGI, soit un total de 11 rapports mensuels à fin décembre 2024.

S'agissant de l'élaboration des programmes spéciaux en fonction de toute information utile pertinente non encore intégrée à la base de données, 577 dossiers ont été programmés dans le cadre de l'élaboration de 38 programmes spéciaux de contrôle. Sur ces dossiers, 283 ont été clos soit un taux de 49,04 % de dossiers contrôlés suite à l'exploitation des informations utiles. Rapporté à la cible de 90%, le taux d'exécution revient à 54,50%. Par ailleurs, le rapport annuel de performance des brigades et des services chargés du CSP au titre de l'année 2023 a été élaboré.

### ***II.2.6 Du renforcement du suivi et de l'encadrement des services de contrôle***

De nombreuses activités ont été réalisées au titre de cet objectif stratégique.

S'agissant de l'élaboration des notes et guides techniques en matière de contrôle fiscal (sur des chefs de redressements complexes, sur des secteurs spécifiques), deux (02) notes sur deux (02) ont été élaborées.

Ces notes produites portent sur les chefs de redressement spécifiques aux établissements financiers et bancaires et sur les chefs de redressement relatifs au secteur minier et à d'autres secteurs d'activité.

Concernant l'exécution de missions de contrôle fiscal des secteurs spécifiques (banques, mines, assurances, PPP, etc.) avec l'appui du réseau d'experts de la DGI pour une assurance qualité, dix (10) missions de contrôles sur quatre (04) ont été réalisées soit un taux d'exécution physique de 250%.

Il s'agit de deux (02) entreprises de téléphonies, deux (02) établissements financiers et bancaires, cinq (05) entreprises du secteur minier et une (01) entreprise du secteur des marchés boursiers.

Pour ce qui est de l'organisation des sessions de formation continue en matière de contrôle fiscal (manuel de procédures, droits et garanties du contribuable, coaching, approche pédagogique), six (06) sessions ont été effectuées à Bobo Dioulasso du 20 au 31 mai, à Banfora du 03 au 07 juin, à Ouahigouya du 17 au 21 juin, à Koudougou du 24 au 28 juin, à Kaya du 08 au 12 juillet et à Tenkodogo du 15 au 19 juillet 2024.

Relativement à l'organisation des rencontres techniques au profit des services de contrôle, deux (02) visio-conférences dont l'une portant sur la maîtrise des procédures de contrôle externe et l'autre sur l'appropriation des résultats de l'outil d'analyse-risque ont été organisées au profit des services de contrôle. Aussi, cinq (05) rencontres techniques ont été tenues avec les services de contrôle de trois (03) DME et de la DRI du Centre autour des résultats d'exécution et de l'approche qualité des contrôles.

Quant au traitement des dossiers de recours dans les délais, on retient que sur 333 dossiers de recours reçus au cours de l'année 2024, 107 ont été traités dans les délais soit un taux d'exécution physique de 32,13%. Rapporté à la cible de 75% le taux d'exécution est de 42,84%.

### ***II.2.7 De la valorisation de la mission d'éducation fiscale dévolue au contrôle***

Pour cet objectif stratégique et au titre de l'organisation des opérations de contrôle "sensibilisation" sur l'usage de la facture normalisée, six (06) opérations de contrôle ont été effectuées à Bobo, Banfora, Ouahigouya, Koudougou, Kaya et Tenkodogo.

S'agissant de la mise en place d'un dispositif de contrôle des mesures spécifiques, les travaux d'analyse de données ont été menés. Cependant, la finalisation de la plateforme n'est pas effective.

Concernant la contribution spéciale, un dispositif de contrôle a été mis en place et les rapports sont disponibles.

### ***II.2.8 Du renforcement de l'offre de services en matière domaniale, foncière et cadastrale***

Au titre de l'organisation d'opérations spéciales de délivrance massive des titres d'occupation aux usagers/clients, une opération d'apurement du passif des promoteurs immobiliers qui découle de la volonté du gouvernement d'apporter des réponses aux préoccupations des populations a été initiée de fin juillet au 31 décembre 2024. Elle a permis de charger sur la plateforme eTitre2, 17 026 parcelles dont 9 751 ont été corrigées. On note par ailleurs que 68 fichiers de plans ont été vérifiés, 472 constats de mise en valeur ont été réalisés, 129 demandes de Permis urbain d'habiter (PUH) ont été traitées dont 81 validées, 3 209 demandes d'Attestation d'attribution de parcelle (AAP) ont été traitées dont 2 295 validées, 2 470 AAP et 205 PUH ont été imprimés et numérotés, 2 080 AAP et 189 PUH ont été signés et 2 240 dossiers individuels ont été créés.

Quant à l'organisation des opérations spéciales d'apurement des dossiers fonciers en instance, la situation des dossiers en instance (7 000 dossiers de titres fonciers en attente de bornage et/ou d'évaluation) a été établie par la DADF et le processus de mise en œuvre des activités d'apurement est en cours de finalisation en concertation avec le PARGFM qui a contracté avec l'Ordre des géomètres experts du Burkina (OGEB). Ainsi, 4 813 dossiers des RDPF de Ouaga ont été transmis à l'OGEB qui va procéder à des bornages immatriculation et évaluations. D'un autre côté, 1 048 dossiers de bornage ont été transmis par l'OGEB au SCTF Centre.

Par ailleurs, suite à l'organisation de six opérations spéciales d'apurement (03 pour les dossiers de bornages et 03 pour les dossiers d'évaluation), environ 400 dossiers de bornage ont été finalisés par le SCTF du Centre. Aussi, en ce qui concerne les travaux d'apurement des arrêtés de cessions provisoires, de cessions définitives et d'affectation sur le logiciel eTitre, 2 800 actes ont été validés. Par ailleurs, on peut noter que des opérations d'expropriation (Prise de DUP-Négociation-conciliation-indemnisation) ont été réalisées à la demande de structures externes à la DGI telles que la SONABEL, la SOPAFERB, la DGIT, l'AMGT (PADO et PAQBO), le PReCA, le CHU-Bassinko, l'Université Thomas SANKARA, la Cité relais de Dédougou, les dossiers DGDI et les dossiers des décisions du Conseil de Ministre (Dossier Bonheur ville, dossier COPROLAIT, dossier cité de la Renaissance, etc.).

### ***II.2.9 De l'amélioration de la qualité du service rendu aux usagers/clients***

Une seule activité est prévue au titre de cet objectif. Il s'agit de la mise à jour du référentiel des délais de traitement des dossiers. A ce titre, deux (02) notes de service de la DGI portant délai de traitement des dossiers de demandes d'attestation d'attribution de terrains (AAT) et d'enregistrement des actes ont été prises.

### ***II.2.10 Du développement des offres de services innovants qui facilitent l'accomplissement des obligations fiscales***

Pour ce qui est de la formation et l'assistance des usagers à l'utilisation des services en ligne, 42 usagers ont été formés.

S'agissant de l'opérationnalisation du numéro vert de la DGI, le matériel a été réceptionné et la formation des opérateurs a été effectuée.

Quant à la certification de la page Facebook de la DGI, le contact a été repris avec la brigade de lutte contre la cybercriminalité mais l'activité n'est pas encore réalisée.

## **II.3 Au titre de l'amélioration des performances de la DGI par le management moderne des capacités institutionnelles, organisationnelles et opérationnelles**

Le résultat stratégique attendu de cet axe est « Le système managérial favorise une mise en œuvre efficace des activités ».

L'état de mise en œuvre des différentes activités définies se présente comme suit.

### ***II.3.1 Du renforcement du cadre institutionnel, des outils, des moyens, cadres de pilotage et des stratégies opérationnelles***

Dans le cadre de l'assistance des unités de recouvrement (UR) pour l'analyse et l'apurement des RAR, l'analyse des RAR des grandes UR ainsi que celle des DRI du Centre, des Hauts Bassins, du Sud-Ouest et du Nord a été réalisée et les rapports d'analyse sont disponibles. Le taux d'apurement des RAR cantonnés des gros redevables des UR a atteint 24,07% sur un objectif initial annuel de 20% tandis que le taux de recouvrement desdits RAR est de 8,03% sur un objectif annuel de 8% soit un taux d'exécution de plus de 100%.

Concernant la mise en œuvre d'opérations spécifiques de recouvrement forcé, 42 inscriptions hypothécaires légales ont été effectuées, une (01) saisie immobilière a été aussi effectuée et 27 créances de l'Etat ont été inscrites au RCCM.

Au titre de la réalisation des différentes évaluations de la DGI selon les normes internationales, un mail confirmant la transmission de la version définitive du projet de rapport d'évaluation du Burkina Faso par le Forum mondial a été reçu le 11 Décembre 2024.

S'agissant de l'élaboration d'un plan de continuité des services, le projet de TDR et le projet de note portant création du groupe de travail sont disponibles.

Relativement au recouvrement des recettes propres de l'Etat, on retient en premier lieu que les recouvrements définitifs 2023 de la DGI ont été stabilisés et validés. En second lieu, les performances ci-après ont été réalisées par les UR au profit de l'Etat, des collectivités territoriales et du Fonds de Soutien Patriotique.

### II.3.1.1 Performances au titre du budget de l'Etat

Au titre du recouvrement des recettes propres de l'Etat, on note qu'au titre du budget de l'Etat, 1 293,32 milliards de francs CFA ont été recouverts sur une prévision 1 465,23 milliards de francs CFA conformément à la loi de finance rectificative, soit un taux de recouvrement de 88,27%. Par rapport à l'année 2023, il ressort une progression en valeur absolue de 31,17 milliards de francs CFA et 2,47% en valeur relative.

On retient particulièrement en ce qui concerne le secteur minier que les recouvrements au titre du budget de l'Etat se sont établis à 214,91 milliards et représentent 16,62% des recettes de la DGI. Comparés aux recettes de l'exercice 2023, il ressort une baisse en recettes minières de 36,69 milliards de francs CFA (-14,58%).

**Tableau 3 : Parts contributives des entreprises minières (en milliards de FCFA)**

Libellés	Années			
	2021	2022	2023	2024
Total recouvrements	1 052,74	1 215,12	1 262,06	1 293,32
Contribution des entreprises minières	228,35	258,15	251,60	214,91
Parts contributives des entreprises minières	21,69%	21,24%	19,94%	16,62%

Source : DSF/DGI

L'analyse du tableau montre que la part contributive des entreprises minières est passée successivement de 21,69%, à 21,24%, à 19,94% et 16,62% respectivement en 2021, 2022, 2023 et 2024, soit une baisse relative de 5,07 points entre 2021 et 2024. Cette baisse s'explique par le contexte sécuritaire ayant entraîné d'une part la baisse des quantités d'or produites liée à la diminution des capacités de production, à l'arrêt (Samtenga, Younga et Taparko) ou à la suspension (SEMAFO BOUNGOU SA) des activités de certaines mines et d'autre part par l'augmentation des charges d'exploitation. En effet, les sociétés minières telles que SEMAFO BURKINA FASO, IAMGOLD ESSAKANE SA,

SEMAFO BOUNGOU SA et RIVERSTONE KARMA SA totalisent en 2024 une baisse de recettes globales (tous budgets) de 45,91 milliards de francs CFA.

### **II.3.1.2 Performances par unité de recouvrement**

Pour mieux appréhender les performances des UR, il est nécessaire de mener les analyses au regard de leurs natures.

Au titre de la **Direction des grandes entreprises (DGE)**, les réalisations au 31 décembre 2024 se chiffrent à 1 004,55 milliards de FCFA contre 1 147,74 milliards de FCFA de prévisions soit un taux de réalisation de 87,52%. Ces réalisations représentent 77,67% des réalisations de la DGI.

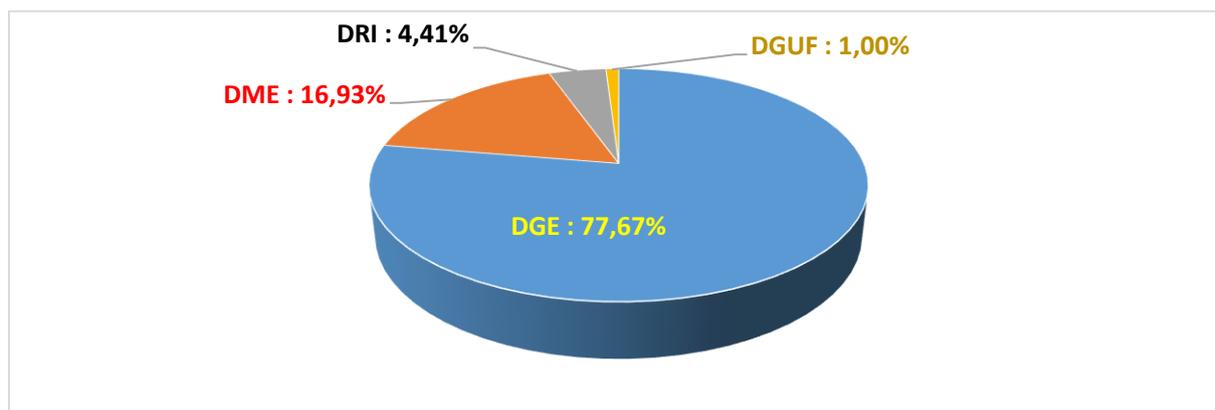
Concernant les **Directions des moyennes entreprises (DME)**, leurs réalisations au 31 décembre 2024 se chiffrent à 218,91 milliards de FCFA pour une prévision de 243,26 milliards de FCFA soit un taux global de réalisation 89,99%. Ces réalisations représentent 16,93% des réalisations de la DGI. La performance la plus importante a été réalisée par la DME-C III avec des réalisations de 16,37 milliards de FCFA pour des prévisions de 16,33 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 100,25%. Elle est suivie de près par la DME C I qui enregistre un taux de réalisation de 97,93% sur des prévisions de 26,53 milliards FCFA. La DME CIV occupe la 3<sup>ème</sup> place avec un taux de réalisation de 96,31% pour des prévisions de 116,48 milliards FCFA. Cette performance de la DMC I s'explique notamment par des efforts soutenus de la recette sur le recouvrement des RAR, avec un suivi rigoureux des dossiers d'avis de crédit et l'émission systématique d'ATD, qui ont engendré des encaissements substantiels. De même, des actions concertées avec les services d'assiettes et de brigades qui ont permis des paiements spontanés de droits notifiés suite aux redressements.

Au titre des **directions régionales des impôts (DRI)**, la DRI Centre et la DRI Centre - Nord ont réalisé les performances les plus élevées avec respectivement des taux de réalisation de 121,86% et 95,01%. Pour l'ensemble des treize (13) DRI, les recouvrements se sont établis à 56,95 milliards pour des prévisions de 55,25 milliards de F CFA correspondant à un taux de réalisation de 103,08%. Les réalisations des DRI représentent 4,41% des réalisations de la DGI. De façon globale, les performances des directions régionales sont soutenues par la mise en œuvre du plan d'actions à gains rapides.

Singulièrement en ce qui concerne la DRI centre, ses performances s'expliquent par l'opérationnalisation des SYSFO ayant permis une amélioration du recouvrement des droits d'enregistrement des baux et l'opération spéciale de délivrance des PUH et des AAP au profit des acquéreurs de parcelles de promoteurs immobiliers ayant boosté sensiblement le recouvrement des droits de mutation.

Pour les **guichets uniques du foncier (GUF)**, les réalisations se chiffrent à 12,91 milliards de FCFA pour des prévisions de 18,98 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 68,01%. Ces réalisations représentent 1% des réalisations de la DGI.

**Figure 1 : Parts contributives par nature d'unité de recouvrement**



### **II.3.1.3 Performances au titre du budget des collectivités territoriales**

Au titre des budgets des collectivités territoriales, la DGI a recouvré 48,18 milliards de francs CFA pour des prévisions consolidées de 41,52 milliards de francs CFA soit un taux de réalisation de 116,05%. Par rapport à l'année 2023, il ressort une progression en valeur absolue de 4,70 milliards de francs CFA et 10,82% en valeur relative.

La part contributive des sociétés minières dans les recouvrements au profit des collectivités territoriales se chiffrent à 8,05 milliards de francs CFA soit 16,70% des recettes mobilisées. Comparés à la même période de 2023, cette contribution enregistre une hausse de 0,96 milliards de francs CFA (13,59%).

Ces belles performances au niveau du budget des collectivités s'expliquent d'une part par l'institution du quitus fiscal et d'autre part par les effets conjugués du mois de l'exemplarité fiscale, l'extension du paiement de la taxe sur les véhicules aux véhicules à deux roues, trois roues et quadricycles ainsi que l'imposition et le recouvrement de la contribution des patentes et de la taxe foncières des sociétés par la DGE pour tous les contribuables de son portefeuille ayant des installations situées hors de leurs sièges.

### **II.3.1.4 Performances au titre du fonds de soutien patriotique**

Au titre du fonds de soutien patriotique, le recouvrement se chiffre à 112,58 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 75 milliards, soit un taux de recouvrement de 150,11% des prévisions annuelles. Par rapport à l'année 2023, il ressort une progression spectaculaire de 220% en valeur relative.

Toujours au titre du renforcement du cadre institutionnel, des outils, des moyens, cadres de pilotage et des stratégies opérationnelles et pour ce qui est de l'organisation des cadres de concertation avec les UR, trois (03) rencontres ont été tenues avec les CSA, les receveurs et les SISFO (Service des impôts synthétiques et fonciers) du centre. Douze (12) revues de performances ont également été tenues. Aussi, quatre (04) rapports trimestriels d'exécution du budget et quatre (04) rapports trimestriels de performance ont été produits.

Quant à l'organisation des cadres de concertation des acteurs de la chaîne foncière, une réunion entre DC, DGUF-O et DADF a eu lieu le 26 juin 2024 à la DADF sur la formalisation du cadre de concertation. Cependant, aucune note relative à la formalisation dudit cadre n'a été prise.

Relativement à la réalisation de l'étude portant tarification du bail emphytéotique des terres de l'Etat et de celles des collectivités territoriales, activité inscrite dans le cadre du PARGFM, un cabinet d'étude a été recruté et une rencontre de cadrage s'est tenue en mai 2024. Les travaux du cabinet ont été amendés par les structures centrales de la DGI à savoir la DC, la DLC, la DADF, la CAT ainsi que le SCTF Centre les 12 et 13 décembre 2024. Une assemblée générale a été tenue les 23 et 24 décembre 2024 au PARGFM avec les autres acteurs de la chaîne foncière pour un amendement plus large.

Le rapport définitif assorti d'un barème de tarification des baux emphytéotiques devrait être disponible au premier semestre 2025.

Par rapport à la mise en œuvre du plan d'action prioritaire de recouvrement au niveau de l'ensemble des unités de recouvrement, (i) 2 139 sorties ont été organisées pour contrôler les contrats de bail et l'Impôt sur les revenus fonciers (IRF) ; (ii) 628 sessions des comités de traitement des contrôles des contrats de bail et des IRF ont été tenues ; (iii) 376 sessions des comités d'apurement des RAR ont aussi été tenues ; (iv) 31 contrôles de conformité des entités publiques ayant subies le contrôle pédagogique ont été effectués et (v) 452 contrôles ponctuels ont été réalisés.

Enfin, concernant la mise en œuvre d'un plan d'action à gains rapides pour l'amélioration du recouvrement par les UR, (i) le taux de transmission des Avis à tiers détenteur (ATD) a été de 90,46% pour une cible de 90% ; (ii) 16 conventions de compensation ont été signées ; (iii) 07 cimenteries ont été contrôlées et (iv) plus de 229 675 actions de poursuites ont été engagées.

### ***II.3.2 De l'amélioration du système de planification et de suivi-évaluation***

Au titre de la réalisation des différentes évaluations de la DGI selon les normes internationales, l'évaluation par les pairs du forum mondial a été réalisée tandis que l'auto-évaluation des indicateurs TADAT n'est pas encore réalisée. En effet, les échanges avec les CSA, les chefs de brigade et les RI des DME, de DGE et de la DCI Ouaga IX ont eu lieu et les fiches d'évaluation ont été transmises aux dites structures.

Pour ce qui est de la deuxième évaluation TADAT, une requête de financement de l'activité a été transmise à la Coopération Suisse. Au regard de certaines contraintes liées à la forte demande exprimée au secrétariat TADAT, l'évaluation a été reportée pour 2025.

S'agissant de la mise en œuvre des différents documents stratégiques (le PS, le PAI, le plan d'action des recommandations des Assises nationales sur la fiscalité (ANF) et la stratégie de promotion du civisme fiscal) de la DGI, le suivi-évaluation a été assuré à travers la prise en compte d'activités programmées dans ces différents documents stratégiques dans le Programme de travail annuel (PTA) de la DGI.

De plus, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des activités de la DGI inscrites dans (i) le Programme de travail annuel (PTA) du MEF ; (ii) le Plan d'actions intégré des réformes des finances publiques (PAIRFP) ; (iii) le programme d'urgence de la transition (PRUT) du secrétariat exécutif national de la politique nationale de développement ; (iv) le projet d'assistance technique et financière au profit de la DGI, phase III (PATF-DGI 3) ; (v) le cadre sectoriel de dialogue - Gouvernance économique (CSD-GE) ; (vi) le Plan d'action de déconcentration administrative (PADA) ; (vii) la Stratégie nationale de la coopération au développement (SNCD) et le document de convergence macroéconomique du secrétariat permanent du Comité national de politique économique (SP-CNPE) ont été assurés. En outre, le suivi de l'état de mise en œuvre (i) des résultats majeurs par programme budgétaire en ce qui concerne la DGI ; (ii) des activités de la DGI inscrites dans le contrat d'objectifs du MEF ; (iii) des projets et actions phares de la DGI et (iv) des mesures et indicateurs d'appui budgétaire (engagements financiers) en collaboration avec la Direction générale de la coopération (DGCOOP) a également été effectué.

Concernant la vulgarisation du plan stratégique (PS) 2023-2027 de la DGI, les TDR de formation et communication ont été élaborés, le projet de module de formation a été produit, le secrétariat technique du suivi-évaluation du PS a été créé par note de service n°2024-0577/MEF/SG/DGI/DPSR du 20/09/2024 et le groupe des points focaux pour le suivi-évaluation du PS a été créé par note de service n°2024-0570/MEF/SG/DGI/DPSR du 13/09/2024.

Relativement à l'élaboration des lettres de mission des structures (directions centrales, services rattachés et UR) de la DGI, on note que lesdites lettres de mission ont été élaborées et ventilées.

En ce qui concerne l'élaboration du programme d'activités 2025 de la DGI, un projet de programme d'activités 2025 représentant la tranche annuelle du Plan d'action opérationnel (PAO) a été élaboré et soumis aux structures pour amendement.

Par ailleurs, pour ce qui est de l'élaboration des rapports d'activités 2022 et 2023 de la DGI, seul le rapport de 2023 est élaboré et disponible.

Pour terminer, sur la question de l'élaboration de l'avant-projet de budget titre II, gestion 2025, ledit avant-projet a été élaboré et transmis à la DRH du ministère le 12 avril 2024.

### ***II.3.3 De l'amélioration du système de contrôle interne***

Au titre de la mise à jour de la cartographie des risques de la DGI, un document unique des différentes cartographies des risques a été réalisé et diffusé.

S'agissant de l'élaboration et/ou la mise à jour des outils de suivi-évaluation du contrôle interne, le répertoire des recommandations issues des missions des corps de contrôle interne et externe et celui des principaux outils de contrôle interne sont disponibles tandis que dix (10) outils de reporting ont été élaborés ou mis à jour.

Concernant l'évaluation du système de contrôle interne de la DGI, on note que le SCIMR a été associé à l'évaluation du dispositif du timbre fiscal numérique par l'Inspection générale des finances (IGF).

Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des missions des corps de contrôle interne et externe, onze (11) rapports de suivi prévus ont été produits.

#### ***II.3.4 De l'amélioration du cadre juridique fiscal, foncier, domanial et cadastral***

Relativement à la relecture du code général des impôts, les mesures fiscales nouvelles de la LF 2025 ont été élaborées.

Aussi, les projets de textes sur la relecture de l'arrêté interministériel sur la commission communale de délimitation des propriétés et la rédaction de l'arrêté interministériel sur le sectionnement cadastral de la commune ont été amendés par les différents ministères concernés.

En ce qui concerne l'élaboration et la transmission des textes déterminant la valeur vénale des terrains dans le cadre des opérations d'expropriation ou de retrait de terrains pour cause d'utilité publique, cette activité est couplée à l'élaboration du manuel de procédures en matière d'expropriation inscrite dans le PTBA 2024 du PARGFM. Les termes de références ont été transmis au projet. Le PARGFM a recruté un cabinet qui a enclenché le processus. Le barème sera disponible au premier semestre 2025.

Pour ce qui est de la relecture des textes portant perception des droits et taxes fonciers et domaniaux notamment l'arrêté interministériel sur les tarifs administratifs de bornage et l'arrêté portant sur les tarifs des prestations cadastrales, les projets de textes ont été amendés par les différents ministères concernés.

Par ailleurs, un recueil des rescrits a été élaboré ainsi que la note d'orientation de la LF 2024 et deux cent (200) agents ont été formés sur les mesures fiscales nouvelles.

Aussi, concernant le contrôle qualité des travaux des géomètres experts et des SCTF, dix (10) géomètres experts et cinq (05) SCTF ont été contrôlés.

Enfin, parlant de l'assurance du contrôle qualité des procès-verbaux d'évaluation émanant des experts immobiliers, 53 procès-verbaux ont été contrôlés.

#### ***II.3.5 Du renforcement des ressources financières, infrastructures, équipements et outils de gestion***

S'agissant de la réhabilitation, de la rénovation, de la réfection et de la mise aux normes des bâtiments vétustes, délabrés et inadaptés, la finalisation des travaux d'aménagement du bâtiment de la tour des DME a permis de loger la DME-CV.

Au titre de la relecture du manuel de procédures opérationnelles, les sept (7) fiches de procédures relatives à la délivrance des titres fonciers et des opérations de bornage ont été relues et validées par le Conseil de direction de la DGI du 23 avril 2024 en vue de la réduction des délais de traitement.

Aussi, trois (3) ateliers d'engineering (description, séquençage, délais de réalisations, rôles et habilitations des acteurs) des procédures domaniales, foncières et cadastrales ont été organisés. Les processus validés qui font office de référentiel sont en cours d'implémentation dans les différentes plateformes de digitalisation.

Concernant l'élaboration du manuel de procédures et des documents types en matière d'expropriation, les termes de références ont été transmis au PARGFM qui chapeaute cette activité. Le PARGFM a contracté avec un cabinet le jeudi 28 novembre 2024 qui a enclenché le processus. Le manuel sera disponible au premier semestre 2025.

Relativement à l'élaboration des outils de capitalisation des rapports de missions, le canevas de capitalisation a été élaboré et est utilisé pour la capitalisation des missions.

Enfin, pour ce qui concerne le suivi de la tenue de la comptabilité des matières et la production du compte de gestion, on note que la comptabilité matière est tenue.

### ***II.3.6 De l'amélioration de la gestion des ressources humaines***

Au titre de l'élaboration et de la mise en œuvre du plan intégré de formation continue, on note que ledit plan a été élaboré avec éventuellement des travaux complémentaires courant janvier 2025. Quant à sa mise en œuvre (i) les agents de la DSF en charge de la production des statistiques ont été formés sur les outils de business intelligence de Excel ; (ii) les agents en charge de la production des statistiques ont été formés sur le logiciel R ; (iii) 48 agents ont été formés sur les conventions fiscales ; (iv) 42 agents de liaison ont d'une part été formés sur leur rôle et d'autre part sur les mesures disciplinaires et le code de déontologie et d'éthique de l'agent des impôts ; (v) 29 cadres des impôts ont été formés au TADAT ; (vi) 28 inspecteurs techniques des impôts ont été formés et (vii) 73 agents des impôts ont été formés en techniques d'accueil et de communication avec les usagers.

S'agissant du renforcement des effectifs et des profils des emplois de la DGI, 24 informaticiens, six (06) secrétaires, deux (02) chauffeurs, trois (03) policiers, trois (03) statisticiens et trois (03) ingénieurs géomètres ont été affectés à la DGI tandis que l'expression des besoins de recrutement en personnel de la DGI sur la période 2025-2027 prévoit le recrutement des inspecteurs et des contrôleurs du cadastre.

Concernant le suivi de la notification des contrats d'objectifs (Lettres de mission et fiches d'indication des attentes), le SRH a réceptionné et classé dans les Dossiers individuels numérisés (DIN) toutes les fiches d'indications des attentes au titre de 2024 et les lettres de mission du personnel de la DGI transmis par les différentes structures.

En ce qui concerne la vulgarisation et la mise en œuvre du plan de carrière, une tournée de vulgarisation était prévue mais non encore réalisée. Aussi, les fiches d'évaluation de l'enquête de satisfaction sur la mise en œuvre du plan de carrière ont été conçues mais l'enquête de satisfaction n'est pas encore réalisée.

Relativement au traitement des avancements au titre de l'année 2023, les dossiers de 868 agents devant avancer au titre de 2023 ont été traités et l'incidence financière constatée.

Pour ce qui est de l'organisation de la session du comité de désignation des candidats aux décorations dans les ordres burkinabè au titre de l'année 2024, elle a été tenue le 13 mai 2024 et 45 agents ont été désignés pour être décorés dans les divers ordres.

Dans le cadre de l'organisation des sessions de la commission nationale d'affectation au titre de l'année 2024, une session a eu lieu le 12 juillet 2024.

Pour finir et au titre de l'organisation des sorties pour la prise en charge psychosociale ponctuelle des agents affectés, cinq (05) régions ont été concernées par les tournées de 2024.

### ***II.3.7 Du renforcement des compétences des acteurs***

Au titre de la formation des agents sur les moyens d'authentification et de validité des stickers et la méthodologie de contrôle de la facture normalisée, 45 agents ont été formés.

S'agissant de la formation des agents sur la norme de transparence et d'échange de renseignements à des fins fiscales ainsi que la lutte contre les Flux financiers illicites (FFI), 267 agents ont été formés.

Concernant le renforcement des compétences des acteurs du foncier, les projets de TDR ont été élaborés et validés.

Pour ce qui est de l'organisation des sessions de formation continue en matière de contrôle fiscal, une formation sur la documentation relative à la vérification de comptabilité a été réalisée.

Par rapport au renforcement des compétences techniques des informaticiens, (i) 08 informaticiens ont été formés sur les infrastructures réseaux et systèmes ; (ii) 02 informaticiens ont été formés sur la sécurité des systèmes d'information ; (iii) le taux de maîtrise des codes sources de SINTAX par les informaticiens de la DGI est passé à 25% pour une cible de 50% ; (iv) le taux de maîtrise des codes sources de eSINTAX par les informaticiens de la DGI est passé à 75% pour une cible de 50% ; (v) le taux de maîtrise des codes sources de IFU par les informaticiens de la DGI est passé à 100% pour une cible de 50% et (vi) le taux de maîtrise des codes sources de STARE par les informaticiens de la DGI est passé à 100% pour une cible de 50%.

### ***II.3.8 De l'amélioration du partage de l'information au sein de la DGI***

Aucune activité n'a été programmée au titre de cette action en 2024.

### ***II.3.9 Du développement d'une convergence de vue et d'objectifs des agents de la DGI***

S'agissant de l'organisation de la 13<sup>ème</sup> conférence annuelle de la DGI, elle a eu lieu les 21 et 22 novembre 2024 et le projet de rapport bilan est disponible.

Quant à l'organisation du Prix de l'excellence de la Direction générale des impôts (PRIEX/DGI), la cérémonie de remise des prix a eu lieu le 20 décembre 2024 à l'hôtel Sopatel Silmandé.

Au titre de la promotion des principes et des valeurs professionnelles, l'activité de sensibilisation des agents de la DGI sur le contenu du code d'éthique et de déontologie n'a pas pu être réalisée.

Toutefois, il faut noter que l'Inspection technique des impôts participe, dans le cadre des activités du Conseil de discipline du ministère, à des séances de sensibilisation des agents de certaines structures déconcentrées du MEF dont ceux des Directions régionales des impôts et à l'occasion les règles du code d'éthique et de déontologie sont présentées. Dans le cadre des activités de contrôle et d'audit, l'ITI a, au 31 décembre 2024, procédé à l'audit de six (06) structures des impôts (RI DGE, DCI Ouaga 3, 4 et 8, SCTF Centre-nord et Centre-est) et au contrôle de trente-six (36) autres dont neuf (09) brigades de vérification (DCI Bobo 1, 2 et 3; DCI Ouaga 1, 5 et 7; DRI Centre-Sud, Centre-Ouest et Plateau central), sept (07) recettes des impôts (Ouaga 2 et 9, Bobo 1 et 4, DME-C1, DME-C2 et DGE), quatre (04) Recettes des domaines et de la publicité foncière (Ouaga 6 et 9, Bobo 2 et DPI Balé), six (06) Centres départementaux des impôts (CDI Pabré, Saaba, Mogtédou, Nanoro, Korsimoro et Garango), trois (03) Directions de centre des impôts (DCI Ouaga 1,4 et 8) et sept (07) Directions provinciales des impôts (DPI Sissili, Ziro, Comoé, Oubritenga, Bazèga, Boulkiemdé et Tuy).

### ***II.3.10 De la poursuite de la dynamisation de la politique sociale***

Au titre de la mise en œuvre de la stratégie d'accompagnement des agents de la DGI, les agents nouvellement sortis de l'ENAREF et affectés à la DGI ont été formés en coaching.

### ***II.3.11 De l'amélioration du partenariat avec les collectivités territoriales***

Au titre de cet objectif stratégique, un module de formation a été élaboré et deux (02) sessions de formation ont été effectuées au profit des acteurs locaux des régions du centre et des Hauts-Bassins sur la fiscalité locale et sur leurs rôles et responsabilités dans la mobilisation des recettes et la promotion du civisme fiscal.

### ***II.3.12 De la dynamisation du partenariat avec les organisations professionnelles***

Pour la dynamisation du partenariat avec les organisations professionnelles, deux (02) rencontres ont été organisées avec les structures administratives et les organisations professionnelles de lutte contre les FFI dans le cadre de l'évaluation du Burkina Faso par les pairs du Forum mondial.

### ***II.3.13 Du Renforcement de la collaboration avec les organisations internationales***

Concernant la mise en place du réseau des points focaux de l'échange de renseignements et de lutte contre les FFI et de la coordination de leurs opérations, ledit réseau a été mis en place.

Quant au renforcement de la participation de l'Administration fiscale aux forums, rencontres et formations internationales, la DGI a consolidé son positionnement dans les organisations fiscales internationales dont l'ATAF et le FAFOA où elle siège dans les instances dirigeantes avec à la clé la présidence du conseil du FAFOA.

## II.4 Synthèse

La synthèse concerne l'exécution physique et financière.

### II.4.1 De l'exécution physique

Le taux d'exécution globale du programme d'activités de la DGI au 31 décembre 2024 s'est établi à 58,26%. Sur 237 activités programmées, 96 ont été entièrement réalisées, 23 ont un taux d'exécution compris entre 50% et 100%, 44 ont un taux d'exécution compris entre 0% et 50% et 74 ont un taux d'exécution de 0%.

**Tableau 4 : Exécution du programme d'activités 2024 de la DGI au 31 décembre par axe et par objectif stratégique**

Code activité	Objectifs/axes	Taux d'exécution physique
TGE	Taux global d'exécution	58,26%
1	Axe 1 : Accélérer la transformation numérique	52,68%
OS 1.1	Objectif stratégique 1 : Renforcer la disponibilité des services numériques de la DGI	48,03%
Action 1.1.1	Renforcer les infrastructures de production et d'exploitation	57,09%
Action 1.1.2	Renforcer la gouvernance et la sécurité du système d'information	38,96%
OS 1.2	Objectif stratégique 2 : Assurer la numérisation des processus de gestion fiscale, domaniale, foncière et cadastrale	57,33%
Action 1.2.1	Optimiser l'exécution numérique des fonctions fiscales	76,67%
Action 1.2.2	Renforcer le système décisionnel	62,50%
Action 1.2.3	Moderniser la gestion foncière, domaniale et cadastrale	54,15%
Action 1.2.4	Moderniser l'exécution des fonctions de support de la DGI	0,00%
Action 1.2.5	Renforcer la digitalisation des services offerts aux usagers	93,33%
2	Axe 2 : Construire une administration de services qui promeut le civisme fiscal et la sécurité foncière	62,80%
OS 2.1	Objectif stratégique 1 : Renforcer le sentiment d'empathie à l'égard des usagers/clients	62,60%
Action 2.1.1	Renforcer le cadre juridique incitatif au civisme fiscal	100,00%
Action 2.1.2	Améliorer les relations avec les usagers/clients	41,67%
Action 2.1.3	Renforcer la communication externe	68,75%
Action 2.1.4	Contribuer au renforcement de la légitimité de l'impôt	40,00%
OS 2.2	Objectif stratégique 2 : Valoriser l'action du contrôle fiscal au service du civisme	65,34%
Action 2.2.1	Améliorer le processus de sélection des contribuables à contrôler	84,13%
Action 2.2.2	Renforcer le suivi et l'encadrement des services de contrôle	68,57%
Action 2.2.3	Valoriser la mission d'éducation fiscale dévolue au contrôle	43,33%
OS 2.3	Objectif stratégique 3 : Renforcer la sécurité foncière et les services rendus aux usagers/clients	60,44%
Action 2.2.4	Renforcer l'offre de services en matière domaniale, foncière et cadastrale	48,00%
Action 2.2.5	Améliorer la qualité du service rendu aux usagers/clients	100,00%

Code activité	Objectifs/axes	Taux d'exécution physique
Action 2.2.6	Développer les offres de services innovants qui facilitent l'accomplissement des obligations fiscales	33,33%
<b>3</b>	<b>Axe 3 : Amélioration des performances de la DGI par le management moderne des capacités institutionnelles, organisationnelles et opérationnelles</b>	<b>59,31%</b>
<b>OS 3.1</b>	<b>Objectif stratégique 1 : Améliorer le cadre institutionnel et les capacités de pilotage</b>	<b>65,57%</b>
Action 3.1.1	Renforcer le cadre institutionnel, les outils, les moyens, cadres de pilotage et les stratégies opérationnelles	47,24%
Action 3.1.2	Améliorer le système de planification et de suivi-évaluation	62,33%
Action 3.1.3	Améliorer le système de contrôle interne	87,14%
<b>OS 3.2</b>	<b>Objectif stratégique 2 : Renforcer les capacités opérationnelles</b>	<b>48,97%</b>
Action 3.2.1	Améliorer le cadre juridique fiscal, foncier, domanial et cadastral	61,15%
Action 3.2.2	Renforcer les ressources financières, infrastructures, équipements et outils de gestion	40,00%
Action 3.2.3	Améliorer la gestion des ressources humaines	51,05%
Action 3.2.4	Renforcer les compétences des acteurs	43,68%
Action 3.2.5	Améliorer le partage de l'information au sein de la DGI	PM
<b>OS 3.3</b>	<b>Objectif stratégique 3 : Mettre en place une stratégie de conduite du changement</b>	<b>64,38%</b>
Action 3.3.1	Développer une convergence de vue et d'objectifs des agents de la DGI	73,75%
Action 3.3.2	Poursuivre la dynamisation de la politique sociale	55,00%
<b>OS 3.4</b>	<b>Objectif stratégique 4 : Repenser la dynamique de collaboration avec les partenaires de la DGI</b>	<b>58,33%</b>
Action 3.4.1	Améliorer le partenariat avec les collectivités territoriales	25,00%
Action 3.4.2	Dynamiser le partenariat avec les organisations professionnelles	100,00%
Action 3.4.3	Renforcer la collaboration avec les organisations internationales	50,00%

Source : DGI/DPSR

#### II.4.2 De l'exécution financière

Pour la mise en œuvre de l'ensemble des activités planifiées au titre de l'année 2024, les sommes dépensées se chiffrent à 9 000 701 082 F CFA dont 2 856 538 507 F CFA sur le budget de l'Etat, 4 279 866 391 F CFA sur le fonds d'équipement de la DGI et 1 864 296 184 FCFA sur les appuis financiers des partenaires. Rapportées à la prévision initiale de 11 635 768 000 FCFA, il se dégage un taux d'exécution financière de 77,35%.

Après avoir détaillé les performances de la DGI tant en matière de recouvrement qu'en matière de mise en œuvre des autres volets de son programme d'activités durant l'année 2024, nous allons évoquer dans les lignes qui suivent, quelques difficultés rencontrées.

### **III DIFFICULTES RENCONTREES**

Les difficultés rencontrées sont de plusieurs ordres. Dans le cadre du présent rapport, nous retenons les plus importantes ci-dessous :

- le manque de financement conduisant à la non réalisation ou à la réalisation partielle de certaines activités ;
- l'abrogation du décret 2012-720/PRES/PM/MEF du 11 septembre 2012 portant réglementation des rétributions des prestations spécifiques par le conseil des ministres en sa séance du 12 juin 2024 qui a impacté négativement la réalisation de beaucoup d'activités ;
- l'insuffisance des ressources humaines notamment en personnel du cadre et d'appui d'une manière générale et plus concrètement en personnel spécifique surtout dans les domaines du contrôle interne, de la planification, du foncier, du cadastre et de l'informatique ;
- l'insuffisance des moyens matériels pour l'exécution des activités ;
- les incidents informatiques survenus sur les applications métiers couplés aux perturbations du réseau internet ;
- la situation sécuritaire qui limite les actions de recouvrement ;
- Le problème de la dette intérieure qui impacte beaucoup le recouvrement ;
- la persistance de l'incivisme et de la fraude fiscale ;
- la contraction de l'activité économique.

Pour surmonter ces difficultés et améliorer la performance de la DGI, des recommandations stratégiques et opérationnelles s'imposent.

### **IV RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS**

Les recommandations et suggestions suivantes sont formulées :

- revoir la définition des indicateurs de performances et procéder à une meilleure ventilation des activités ;
- élaborer et mettre en œuvre le plan de continuité des activités afin de surmonter les obstacles liés au défi sécuritaire ;
- renforcer les capacités de la DGI en personnel d'appui ;
- renforcer les actions de promotion du civisme fiscal ;
- assurer la vulgarisation effective du plan stratégique 2023 - 2027 de la DGI ;
- renforcer la mitigation des incidents informatiques et des infrastructures de communication.

La mise en œuvre de ces recommandations constituera un levier essentiel pour renforcer l'efficacité de la DGI. Dans cette dynamique, des actions ambitieuses sont prévues afin d'accélérer la transformation et d'optimiser les performances à venir.

## V PERSPECTIVES

Au titre des perspectives, il faut souligner :

- la poursuite des travaux de renforcement du Datacenter pour stabiliser le fonctionnement des applications métiers ;
- la poursuite de la digitalisation des procédures à travers la mise en place de la facturation électronique certifiée et la mise en production des différentes applications métiers en cours de développement ;
- l'opération de compensation des créances/dettes ;
- le traitement en priorité des recours et transactions sur les montants supérieurs à un milliard ;
- l'organisation d'opérations spéciales de recouvrement forcé ;
- le renforcement de la communication et de la sensibilisation ;
- l'amélioration des services fiscaux ;
- l'amélioration continue des relations avec les usagers.

Avec ces initiatives, la DGI se positionne sur une trajectoire de transformation et de performance accrue. Il reste désormais à mesurer les impacts et à consolider les acquis pour relever les défis à venir

## CONCLUSION

La mise en œuvre du programme d'activités 2024 de la DGI au 31 décembre 2024 s'est déroulée dans un contexte difficile marqué par la persistance de la crise sécuritaire et la contraction de l'activité économique.

Malgré ce contexte peu reluisant, les efforts ont été consentis par l'ensemble des structures pour mobiliser les ressources nécessaires à la couverture des charges publiques. Ainsi, 1 293,25 milliards de FCFA et 48,18 milliards de FCFA ont été mobilisés respectivement au profit du budget de l'Etat et des collectivités territoriales correspondant à des taux d'exécution de 88,26% et de 116,05%. Concernant le Fonds de soutien patriotique, 112,58 milliards de FCFA ont été recouverts, soit un taux de d'exécution de 150,11%.

Le niveau d'exécution physique des activités programmées s'est établi globalement à 58,26%. L'espoir reste permis pour améliorer considérablement cet indicateur en 2025 avec la mise en œuvre des recommandations de la 13<sup>ème</sup> conférence annuelle de la DGI particulièrement la mise en place d'une stratégie de conduite du changement et la poursuite du processus de transformation numérique de la DGI.

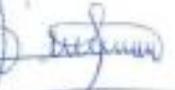
## **ANNEXES**



**FICHE DE VALIDATION DE PROJET**

Cette fiche devra obligatoirement être insérée dans le rapport final en première page des annexes

<b>Instance de validation</b>	Conseil de direction élargi (CODIR/E)
<b>Date et lieu de la validation</b>	Jeudi 13 février 2025, salle Lumière de la Direction générale des impôts (DGI)
<b>Intitulé du projet</b>	Rapport d'activités 2024 de la DGI
<b>Références du projet</b>	Note de service N°2024-0577/MEF/SG/DGI/DPSR du 20 septembre 2024 portant création du Secrétariat technique de suivi-évaluation (STS/E) du plan stratégique (PS) 2023 - 2024 de la DGI
<b>Commanditaire</b>	Direction générale des impôts
<b>Structure porteuse</b>	Direction de la prospective et du suivi des réformes (DPSR)
<b>Contexte et justification</b>	La Direction générale des impôts (DGI) s'est dotée d'un plan stratégique 2023- 2027 qui ambitionne de la transformer à l'horizon 2027 en une administration fiscale de services, moderne, performante et résiliente. L'atteinte de cette vision repose sur la disponibilité d'outils de pilotage et de suivi-évaluation conformément à l'objectif stratégique 3.1 « Améliorer le cadre institutionnel et les capacités de pilotage ». Parmi lesdits outils figure le rapport d'activités qui permet de faire le bilan des performances réalisées au cours des douze derniers mois, de tirer les leçons des insuffisances constatées et de dégager les perspectives en vue de faire face aux défis actuels et futurs. C'est dans ce sens que le présent rapport d'activités 2024 a été élaboré.
<b>Résumé synthétique du projet</b>	<p>Le programme d'activités de l'année 2024 de la DGI comportait deux cent trente-six (237) activités pour un budget prévisionnel de onze milliards six cent trente-cinq millions sept cent soixante-huit mille (11 635 768 000) francs CFA.</p> <p>Au 31 décembre 2024, le taux d'exécution globale du programme d'activités de la DGI s'est établi à 58,26%. Sur les 237 activités programmées, 96 ont été entièrement réalisées, 23 ont un taux d'exécution compris entre 50% et 100%, 44 ont un taux d'exécution compris entre 0% et 50% et 74 ont un taux d'exécution de 0%.</p> <p>Pour la mise en œuvre de l'ensemble de ces activités, les sommes dépensées se chiffrent à 9 000 701 082 F CFA dont 2 856 538 507 F CFA sur le budget de l'Etat y compris l'appui de l'Assemblée législative de la transition, 4 279 866 391 F CFA sur le fonds d'équipement de la DGI et 1 864 296 184 FCFA sur les appuis financiers des partenaires. Rapportées à la prévision initiale de 11 635 768 000 FCFA, il se dégage un taux d'exécution financière de 77,35%.</p> <p>Malgré un contexte difficile marqué par la persistance de la crise sécuritaire et la contraction de l'activité économique, des efforts ont été consentis par l'ensemble des structures pour mobiliser les ressources nécessaires à la couverture des charges publiques.</p>

	Ainsi, 1 293,25 milliards FCFA , 48,18 milliards FCFA et 112,58 milliards FCFA ont été mobilisés respectivement au profit du budget de l'Etat, des collectivités territoriales et du Fonds de soutien patriotique correspondant à des taux d'exécution de 88,26%, de 116,05% et de 150,11%.	
<b>Résultats attendus</b> Elaborer et faire valider le rapport d'activités 2024 de la DGI	<b>Résultats atteints</b> Le rapport d'activités 2024 a été élaboré et validé.	
<b>Points d'intérêts ou Points d'attention</b>	Le nombre d'activités n'ayant pas connu de début d'exécution est très élevé. Au regard de leur importance dans la réalisation de la vision de la DGI d'être une administration fiscale moderne, performante et résiliente à l'horizon 2027, il est important de les reprogrammer au titre de l'année 2025 et de mobiliser les moyens et stratégies nécessaires pour leur bonne exécution.	
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer les capacités en ressources humaines de la DGI ;</li> <li>- Vulgariser le plan stratégique 2023 – 2027 de la DGI ;</li> <li>- Renforcer les capacités des points focaux en charge du suivi-évaluation du plan stratégique.</li> </ul>	
<b>Observations et/ou conclusions de l'instance de validation</b>	<p><b>Au titre des observations :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Intégrer les activités relatives aux visites pédagogiques dans le rapport ;</li> <li>- Faire ressortir les réalisations financières par activités dans la matrice de suivi ;</li> <li>- Prendre en compte le manque de personnel dans les insuffisances ;</li> <li>- Actualiser le tableau des ressources humaines.</li> </ul> <p><b>Au titre des conclusions</b></p> <p>Les membres du Codir élargi ont apprécié la qualité du travail rendu par le Secrétariat technique de suivi du PS. Ils ont validé par acclamation le rapport d'activités 2024 de la DGI sous réserve de la prise en compte des observations</p>	
<b>Signature / Porteur du dossier</b> <b>Paul YAMEOGO</b>	<b>Signature / Secrétaire de séance</b> <b>Romuald K. MANA</b>	<b>Signature / Présidente de Séance</b> <b>Eliane T. DJIGUEMDE</b>
  <b>Directeur de la prospective et du suivi des réformes PI</b>		  <b>Directrice générale des impôts</b>

**Tableau 5 : Performances des UR au 31 décembre 2024**

Unités de Recouvrement	À fin décembre 2024		
	Prévisions LFR	Réalisation	Taux de réal. (%)
DGE	1 147 740 778 000	1 004 548 002 693	87,52
DME-C I	27 088 213 000	26 526 663 353	97,93
DME-C II	30 058 854 000	25 404 049 792	84,51
DME-C III	16 325 728 000	16 367 076 850	100,25
DME-C IV	120 946 385 000	116 482 177 053	96,31
DME-C V	40 980 017 000	27 084 305 591	66,09
DME-HBS	7 860 823 000	7 045 582 618	89,63
DGUF-O	15 040 978 000	10 353 110 216	68,83
DGUF-B	3 935 850 000	2 555 783 378	64,94
DRI-C	25 808 364 000	31 451 157 504	121,86
DRI-PCL	3 281 960 000	2 518 927 917	76,75
DRI-CS	1 533 552 000	1 363 251 740	88,90
DRI-HBS	4 465 000 000	3 545 482 332	79,41
DRI-CSC	1 676 998 000	1 445 783 146	86,21
DRI-SO	1 223 426 000	985 763 237	80,57
DRI-CO	4 225 582 000	3 981 376 214	94,22
DRI-BMH	2 183 596 000	1 928 125 530	88,30
DRI-CN	2 041 649 000	1 939 799 417	95,01
DRI-SHL	1 474 649 000	1 346 071 338	91,28
DRI-N	2 778 897 000	2 246 218 853	80,83
DRI-E	2 031 004 000	1 844 466 955	90,82
DRI-CE	2 523 298 000	2 354 891 956	93,33
<b>TOTAUX</b>	<b>1 465 225 601 000</b>	<b>1 293 318 067 684</b>	<b>88,27</b>

Source : DGI/DSF

Tableau 6 : Matrice de l'état d'exécution du programme d'activités 2024 au 31 décembre 2024

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables
<b>Taux global d'exécution</b>								<b>58,26%</b>		<b>7,14%</b>		
	<b>TOTAL PROGRAMMATION BUDGETAIRE</b>					11 635 768						
<b>Axe 1</b>	<b>Accélération de la transformation numérique</b>	<b>La DGI a atteint une maturité de transformation numérique appréciable</b>	<b>Taux global de télédéclaration des impôts et taxes par les contribuables immatriculés à l'IFU</b>			8 509 883		52,68%		5,48%		
OS 1.1	Renforcer la disponibilité des services numériques de la DGI	La continuité de service est assurée	Taux de disponibilité informatique			3 010 338		48,03%		0,00%		
		La capacité du Datacenter est accrue	Taux d'accroissement de la capacité du Datacenter									
Action 1.1.1	Renforcement des infrastructures de production et d'exploitation	La performance du système d'information est assurée	Taux de couverture des besoins de stockage			2 546 600		57,09%		0,00%		
			Taux de couverture de la puissance de calcul									
			Taux de disponibilité du réseau informatique									
			Disponibilité d'un Datacenter de secours									
			Taux d'équipement informatique									
A1.1.1.1	Renforcer les capacités du Datacenter (Boubouan)	La capacité de stockage du Datacenter est passée de 320 To à 1250 To	Capacité de stockage	320To	940 To	548 200	535To de capacités de stockages acquis et installées	56,91%	0	0		DI
		Vingt (20) serveurs de production et de sauvegarde sont acquis	Nombre de serveurs acquis		5		5 serveurs ont été acquis	100,00%				DI

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables
		La capacité de la bande passante internet est passée de 10 Mbps à 50 Mbps	Capacité de bande passante	10Mbps	50 Mbps		La capacité de la bande passante a été augmentée à 30 Mbps	60,00%				DI
A1.1.1.2	Mettre en place un Datacenter de secours (distant d'au moins 100 km)	La DGI dispose du bâtiment du Datacenter de secours à une distance d'au moins 100 Km	Disponibilité du bâtiment du Datacenter	NA	Oui	1 120 000	Non réalisé	0,00%	0	0		DI
A1.1.1.3	Renforcer le réseau informatique	Dix-sept (17) sites de la DGI sont interconnectés au RESINA	Nombre de sites de la DGI interconnectés au RESINA	7	17	855 000	14 sites de la DGI ont été interconnectés à RESINA	82,35%	0	0		DI
		Des liaisons redondantes sont créées	Nombre de liaisons redondantes mises en place	-	-		Non réalisé	0,00%			DI	
		10 sites de la DGI sont dotés d'énergie alternative	Nombre de sites de la DGI dotés d'énergie alternative	11	12		12 nouveaux sites de la DGI sont dotés d'énergie alternative	100,00%			DI	
		5 sites névralgiques du RESINA sont dotés d'énergie alternative	Nombre de sites du RESINA dotés d'énergie alternative	-	5		Non réalisé	0,00%			DI	
		Les réseaux de la DGI sont cartographiés	Taux des réseaux locaux identifiés en début d'année cartographiés		5%		20% des réseaux locaux ont été cartographiés	100,00%			DI	
A1.1.1.15.NA	Organiser la production des statistiques	Le guide de traitement, d'analyse et de présentation des indicateurs de la revue des performances est élaboré	Disponibilité du guide de traitement et d'analyse des indicateurs	Non	Oui	23 400	Guide disponible	100,00%	2 280 000	0		DSF
		L'annuaire statistique et le tableau de bord statistique 2023 sont élaborés, édités et diffusés	Disponibilité du tableau de bord statistique édition 2023	Oui	Oui		ASI et TBSI 2023 disponibles	100,00%			DSF	
		Les indicateurs de la revue des performances de la DGI sont actualisés conformément aux	Disponibilité d'un catalogue des indicateurs de 2024	Non	Oui		Non exécutée	0,00%			Nécessité d'adaptation aux indicateurs TADAT	DSF

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables
		nouveaux défis de l'année 2024										
		Le tableau de bord statistique 2023 est édité et livré	Disponibilité du tableau de bord statistique édition 2023	Oui	Oui		TBSI 2023 disponible	100,00%			L'édition n'est plus autorisée	DSF
		Les requêtes sont mises à jour et Les extractions automatisées	Disponibilité du rapport d'atelier				Non exécutée	0,00%			Activité prévue être prise en compte avec la maintenance du système décisionnel en cours	DSF
<b>Action 1.1.2</b>	<b>Renforcement de la gouvernance et de la sécurité du système d'information</b>	<b>L'intégrité, la disponibilité et la confidentialité des données sont assurées</b>	<b>Niveau de conformité du système d'information</b>			463 738		38,96%		0,00%		
			<b>Taux de vulnérabilité</b>									
			<b>Taux d'applications couvertes par une politique de gestion d'accès</b>									
			<b>Taux des acteurs sensibilisés à la sécurité informatique</b>									
			<b>Nombre d'accès non autorisés sur les applications sensibles</b>									
			<b>Taux de résolution d'incidents</b>									
			<b>Taux de conformité des applications avec les normes nationales et internationales</b>									
A1.1.2.2	Renforcer la sécurité du Datacenter (boubouan) et des applications métiers	Douze (12) équipements de sécurité sont acquis, installés et configurés	Nombre d'équipements de sécurité acquis, installés et configurés	ND	12	105 000	11 équipements de sécurités sont acquis mais pas encore été installés et configurés	30,56%	0	0		DI
		La sécurité de l'accès physique au Datacenter est renforcée	Disponibilité du dispositif de sécurité d'accès physique du Datacenter	NA	Oui		Non réalisé	0,00%				DI

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables
		Quatre (04) zones d'accès sécurisé des données sont mises en place	Nombre de zones d'accès sécurisé des données mises en place	NA	4		2 zones d'accès sécurisé des données ont été mises en place	50,00%				DI
		Une politique de gestion des habilitations est élaborée	Disponibilité de la politique de gestion des habilitations	NA	Oui		La politique de gestion des habilitations a été élaborée et disponible	100,00%				DI
		Le système de monitoring est implémenté	Disponibilité du système de monitoring	NA	Oui		Le système de monitoring a été mis en place et disponible	100,00%				DI
		Le système de contrôle d'accès est implémenté	Disponibilité du système de contrôle d'accès	NA	Oui		L'activité n'a pas pu être réalisée parce qu'elle dépend de l'acquisition de matériels techniques qui n'ont pas pu être acquis au cours de l'année	0,00%			Difficultés rentrées dans les procédures de passation qui n'ont pas permis d'acquérir les équipements nécessaires	DI
A1.1.2.6	Renforcer le cadre juridique du système d'information	Des protocoles d'échange de données sont élaborés	Nombre de protocoles d'échange de données élaborés	17	4	23 000	Non réalisé	0,00%	0	0		DI
		Le rapport de conformité des applications est élaboré	Disponibilité du rapport de conformité des applications est	NA	2		Non réalisé	0,00%	0			DI
A1.1.2.7	Assurer la maintenance des applications métiers et du système décisionnel	Les contrats de maintenance de SINTAX et du système décisionnel sont signés	Nombre de contrats de maintenance signés	2	12	137 000	3 contrats de maintenances signés : - SINTAX - Système décisionnel - SYC@D	100,00%	0	0		DI
		Les rapports de maintenance sont produits	Nombre de rapports de maintenance	8	8		2 rapports trimestriels de maintenance de SINTAX parce que le contrat a été signé en cours d'année Les maintenances du Système décisionnel et de SYC@D sont des contrats dont le rapport doit être produit en fin d'exécution et ne prévoit pas de rapports intermédiaires	25,00%	0			DI
		L'outil SINTAXNET est mis à niveau	Disponibilité de l'outil SINTAXNET mis à niveau	NA	Oui		Non réalisé	0,00%	0			DI
		L'application gestion des tâches est migrée en Java	Disponibilité de la nouvelle version de l'application gestion des tâches	NA	Oui		Non réalisé	0,00%	0			DI

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables
		Les flux de données SINTAX-eSINTAX sont corrigés	Taux de correction des flux de données	NA	95%		1 flux de données sur 3 flux a été corrigé	34,74%	0			DI
		Les bugs et les insuffisances de eSINTAX sont corrigés	Taux de correction des bugs	NA	95%		100% des bugs détectés ont été corrigés	100,00%	0			DI
A1.1.2.9	Vulgariser la politique de sécurité et la charte informatique	200 agents sont sensibilisés sur la politique de sécurité et la charte informatique	Nombre d'agents sensibilisés sur la politique de sécurité et la charte informatique	NA	500	22 655	Non réalisé	0,00%	0	0		DI
A1.1.2.10	Elaborer un plan d'équipement informatique	Le plan d'équipement informatique est validé	Disponibilité du plan d'équipement informatique	NA	Oui	50 000	Non réalisé	0,00%	0	0		DI
A1.1.2.11	Elaborer un nouveau schéma directeur du système d'information (SDSI) couvrant la période 2025-2027	Le SDSI mis à jour est validé	Disponibilité du nouveau SDSI	1	Oui	100 000	Non réalisé	0,00%	0	0		DI
A1.1.2.12.NA	Réaliser l'atelier de tests de l'interface de données entre la DGI et l'INSD	L'interface de données entre la DGI et l'INSD est testée et mise en production	Effectivité de l'exploitation de l'interface de données entre la DGI et l'INSD	NA	Oui	8 506	Réalisé	100,00%	0	0		DI
A1.1.2.13.NA	Développer les écrans de consultation des statistiques fiscales	Les écrans de consultation des statistiques fiscales sont développés	Nombre d'écrans développés	NA	12	17 577	Réalisé	100,00%	DI	0		DI
OS1.2	Assurer la numérisation des processus de gestion fiscale, domaniale, foncière et cadastrale	Les coûts et les délais de gestion de l'impôt et de délivrance des actes sont réduits	Nombre d'utilisateurs qui utilisent les services en ligne			5 499 545		57,33%		10,95%		
			Taux de contribuables actifs de la DGE et des DME qui utilisent les téléprocédures									
			Taux de contribuables actifs des autres segments qui utilisent les téléprocédures									

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables	
			Taux d'actes traités dans les délais										
Action 1.2.1	Optimisation de l'exécution numérique des fonctions fiscales	L'exécution numérique des fonctions fiscales est améliorée	Taux de fonctions fiscales numériques améliorées			3 910 581		76,67%		11,43%			
			Nombre de fonctions fiscales numériques implémentées										
			Nombre de sources de données intégrées au système décisionnel										
			Nombre d'indicateurs intégrés au système décisionnel										
			Disponibilité d'un système intégré des procédures fiscales										
			Disponibilité d'un système de facturation électronique										
A1.2.1.1	Refondre les applications métiers de la DGI	Le consultant pour l'assistance à la conception et au développement des fonctionnalités du système intégré est recruté et les informaticiens sont formés	Taux de prise en compte des fonctions fiscales par les applications métiers	NA	-	1 321 000	Le consultant pour l'assistance a été recruté Les offres techniques et financières sont en cours d'examen	50,00%	0	0	0	DI	
			Les fonctionnalités du logiciel IFU sont améliorées	NA	Oui		Le logiciel IFU a été repris en Java	100,00%	0	0	DI		
A1.2.1.2	Mettre en place un système de facturation normalisée électronique	L'installation et la configuration du dispositif sont effectuées	Existence du dispositif configuré	NA	Oui	2 589 581	- le cabinet de mise en œuvre a été recruté; - 250 Systèmes électroniques certifiées de facturation (SECeF) ont été acquis et configurés;	80,00%	365714118	0,228571324	0	DI	

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables
							- 200 cartes SIM ont été acquises et configurés; - le système de gestion des machines électroniques de facturation (SYGMEF) a été installé; - 150 contribuables ont été identifiés pour phase pilote; - Des agents du métier et des informaticiens ont été formés sur les fondamentaux de la réforme, à l'utilisation des machines et sur l'architecture du système.					
<b>Action 1.2.2</b>	<b>Renforcement du système décisionnel</b>	<b>Le recoupement d'information et la prise de décision opérationnelle et stratégique sont améliorés</b>	<b>Nombre de décisions prises sur la base des données du système décisionnel</b>			<b>227 100</b>		<b>62,50%</b>		<b>33,33%</b>		
A1.2.2.1	Intégrer de nouveaux indicateurs au système décisionnel	De nouveaux indicateurs sont intégrés au système décisionnel	Nombre de nouveaux indicateurs intégrés au système décisionnel	260	-	147 600	0	0,00%	0	0	0	DI
A1.2.2.2	Intégrer des données de sources internes et externes dans le système décisionnel	Les données de CBC, SYLVIE et de deux (02) structures de coordination des activités minières sont intégrées dans le système décisionnel	Nombre de sources de données intégrées	7	4	65 000	2 interfaces ont été réalisées pour intégrer les données de N@folo et de la DGTMM	50,00%	0	0	0	DI
A1.2.2.3	Assurer la collecte, la diffusion et le suivi de l'exploitation des données du système décisionnel	Les données du système décisionnel sont collectées et diffusées	Nombre de contribuables détectés suite à l'analyse risque	201	-	14 500	Le système de transmission et de retour d'information est opérationnel et est en phase test, aucun moyen matériel n'a été mise à la disposition de l'activité (clé USB, disque dure, frais de connexion.).	100,00%	2559400	1	161 informations transmises sur la plateforme pour des tests en attente de retour	DERF
		Un mécanisme de suivi des retours d'informations est mis en place	Nombre de retours d'informations de l'exploitation des données				161 informations transmises sur la plateforme pour des tests en attente de retour	100,00%	0		DERF	
<b>Action 1.2.3</b>	<b>Modernisation de la gestion foncière,</b>	<b>L'exécution des procédures foncières,</b>	<b>Taux de numérisation des documents</b>			<b>1 223 202</b>		<b>54,15%</b>		<b>10,00%</b>		

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables
	domaniale et cadastrale	domaniales et cadastrale est dématérialisée aux fins de sécurisation foncière et d'évaluation massive des propriétés foncières	fonciers et cadastraux									
			Taux de procédures foncières et cadastrales digitalisées									
			Taux de communes disposant d'un plan cadastral									
			Disponibilité d'un fichier à jour des titulaires de droits réels immobiliers									
			Disponibilité du SIF									
			Taux de déploiement du SIF au niveau national									
			Taux d'accroissement des recouvrements des impôts fonciers									
A1.2.3.1	Assurer la numérisation et l'archivage électronique de la documentation des services fonciers de la DGI	100% des plans cadastraux sont numérisés	Taux de plans cadastraux numérisés		100%	160 650	218 679	100,00%	8 109 800	0%	Tous les plans des 03 régions sont numérisés	DC
		200 000 dossiers cadastraux et fonciers sont numérisés	Nombre de dossiers cadastraux et fonciers numérisés	112 713	200 000		33 048	16,52%	0	0%	Absence de moyens financiers	DC
		100% des dossiers numérisés sont archivés électroniquement	Taux d'archivage électronique des dossiers numérisés	105 511	100%		33 048	100,00%	0	0%	Tous les dossiers numérisés ont été archivés	DC
		25% des titulaires des droits réels sont identifiés	Pourcentage des titulaires des droits réels identifiés	20%	25%		1 623 897	100,00%	0	0%		DC
		150 000 parcelles sont évaluées sur eCadastré	Nombre de parcelles évaluées sur eCadastré	17 327	150 000	16 000	206 354	100,00%	16 000 000	100%	7 213 avis d'imposition ont été téléchargés et transmis pour recouvrement	DC
A1.2.3.3	Mettre en place le système d'information foncière (SIF)	Les fonctionnalités de l'application SYC@D sont améliorées pour	Disponibilité de SYC@D améliorée	NA	Oui	946 552	- le cabinet de mise en œuvre a été recruté - quatre procédures de eTitres ont été intégrées à	50,00%	0	0	0	DI

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables
		intégrer les procédures du foncier et des domaines jusqu'au livre foncier					<p>SYC@D</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les procédures d'archivage des PV et de saisie des attributaires ont été intégrés à SYC@D</li> <li>- des interfaces ont été réalisées entre SYC@D et IFU, SINTAX et la base de l'ONI</li> <li>- l'application SYC@D a été mise en exploitation dans les structures opérationnelles du foncier de Ouagadougou</li> <li>- des cellules d'assistance SYC@D sont mises en place dans les structures opérationnelles du foncier de Ouagadougou</li> <li>- les formateurs des formateurs ont été formés</li> </ul>					
		L'interface entre SYC@D et eCADASTRE est réalisée	Disponibilité de l'interface entre SYC@D et eCADASTRE	NA	Oui		Non réalisé	0,00%	0	0	0	DI
		L'interface entre eCADASTRE et SINTAX est réalisée	Disponibilité de l'interface entre SYC@D et SINTAX	NA	Oui		Non réalisé	0,00%	0	0	0	DI
		L'application eCADASTRE est maintenue pour corriger les insuffisances	Disponibilité de eCADASTRE améliorée	NA	Oui		Non réalisé	0,00%	0	0	0	DI
A1.2.3.4	Densifier les points de polygonation	Des points de polygonation sont densifiés dans 25 communes	Nombre de points de polygonation densifiés	0	25	100 000	Activité en cours, dépôt du premier rapport diagnostic des points existants	75,00%	Financement PARGFM	0%	Acquisition des bornes de polygonation en cours	DC
<b>Action 1.2.4</b>	<b>Modernisation de l'exécution des fonctions de support de la DGI</b>	<b>L'exécution de la fonction support de la DGI est informatisée</b>	<b>Taux de fonctions support numérisées</b>			<b>106 662</b>		<b>0,00%</b>		<b>0,00%</b>		
A1.2.4.1	Informatiser la gestion des ressources humaines	Le logiciel de gestion des ressources humaines est conçu et exploité	Disponibilité du logiciel de gestion des ressources		Oui	60 000	Non réalisé	0,00%	0	0	0	DI
A1.2.4.2	Informatiser la gestion des archives et de la documentation administrative	Le logiciel de gestion des archives et de la	Disponibilité du logiciel de gestion des archives et de la		Oui	25 000	Non réalisé	0,00%	0	0	0	DI

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables		
		documentation administratives	documentation administratives											
A1.2.4.3	Informatiser la gestion financière	Le logiciel de gestion financière est conçu et exploité	Disponibilité du logiciel de gestion financière		Oui	10 000	Non réalisé	0,00%	0	0	0	DI		
A1.2.4.4.NA	Assurer le traitement des archives	Le traitement des archives du SCTF de la Boucle du Mouhoun, de la RDPF du Tuy et de la DRI Centre-Ouest est assuré	Disponibilité du rapport de mission	Non	OUI	5 586	0	0,00%	0	0	Occupé par les travaux relatifs à la suite (prise en main, PEC, pérennisation des acquis,) du projet BKF/027 et aux travaux sur les dossiers du foncier (DT au SCTF du Centre, numérisation dans les RDPF de la DRI Centre.	SAD		
A1.2.4.5.NA	Concevoir une application de gestion du courrier	Une application de gestion du courrier est conçue	Disponibilité de l'application de gestion du courrier	Non	Oui	6 076	0	0,00%	0	0		SDC		
Action 1.2.5	Renforcement de la digitalisation des services offerts aux usagers	Les services rendus aux usagers sont améliorés	Nombre d'adhérents aux téléprocédures			32 000		93,33%		0,00%				
			Taux de télédéclaration											
			Taux de télépaiement											
			Taux de services fonciers offerts en ligne											
			Taux de services fiscaux offerts en ligne											
A1.2.5.1	Poursuivre l'implémentation des téléprocédures	Le module eEnregistrement de eSintax est effectif	Effectivité du module eEnregistrement	Non	Oui	7 000	Réalisé	100,00%	0	0	0	DI		
A1.2.5.2	Informatiser l'ensemble des services rendus aux usagers	L'identification des personnes dans les logiciels métiers par le NIP est effective	Taux des logiciels métiers qui utilisent le NIP pour l'identification des personnes	NA	100%	25 000	L'identification par le NIP est effective dans SYC@D et IFU	100,00%	0	0	0	DI		
		La prise en charge des impôts fonciers en RAR est effective	Taux des impôts fonciers pris en charge en RAR	NA	100%		Les impôts ont été identifiés et configurés non mis en production	80,00%	0	0	0	DI		
Axe 2	Construction d'une administration de services qui promeut le civisme fiscal et la sécurité foncière	Le citoyen adhère à l'impôt et à la recherche de la sécurité foncière	1. Taux des déclarations spontanées 2. Taux de paiement des déclarations spontanées			333 439		62,80%		4,17%				

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables
OS2.1	Renforcer le sentiment d'empathie à l'égard des usagers/clients	Les usagers/clients sont satisfaits de l'engagement de la DGI à leur service	Taux de satisfaction des usagers clients			102 300		62,60%		3,04%		
Action 2.1.1	Renforcement du cadre juridique incitatif au civisme fiscal	Les usagers/clients sont satisfaits des mesures incitatives définies	1. Taux de satisfaction des usagers /clients 2. Taux des contribuables ayant le statut civique			1 000		100,00%		0,00%		
A2.1.1.6	Elaborer la note d'orientation portant sur le contrôle fiscal	Une note d'orientation définissant les critères et les modalités pratiques (système de profilage des contribuables, secteurs d'activités) est élaborée	Disponibilité de la note d'orientation		Oui	1 000	La note d'orientation portant sur le contrôle fiscal au titre de 2024 a été élaborée	100,00%	0	0		DCF
Action 2.1.2	Amélioration des relations avec les usagers/clients	Les usagers ont une bonne perception de l'administration fiscale	1. Taux des usagers clients ayant une bonne perception de la DGI 2. Nombre de plaintes, conflits 3. Nombre des usagers/clients qui interagissent avec l'administration			76 300		41,67%		0,00%		
A2.1.2.1	Mettre en place une signalétique facilitant l'accès et l'orientation des usagers/clients dans les services de la DGI	Une signalétique facilitant l'accès et l'orientation des usagers/clients dans les services de la DGI est mise en place	Nombre de services disposant d'une signalétique	10	20	51 500	Les projets de modèles de signalétiques ont été élaborés par un prestataire et soumis à l'appréciation de l'architecte.	25,00%	0	0	Insuffisance dans la coordination entre BCMS, SCRIP et le prestataire, mauvais choix de la source de financement qui n'est pas reportable	BCMS
A2.1.2.2	Organiser des rencontres d'échanges et des visites à caractère pédagogique avec les responsables des entreprises (communication sur des thématiques d'intérêt commun	Quatre-vingt-quatre (84) rencontres d'échanges et les visites à caractère pédagogique sont organisées	Nombre de rencontres d'échanges et de visites organisées		84	17 000	Attente des rapports y relatifs des UR pour consolidation	0,00%		0	Nécessité de reversement de l'activité aux PA des UR	DSF/UR

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables
	entre les agents et les usagers)											
A2.1.2.5	Organiser la rentrée fiscale	La 9ème rentrée fiscale est organisée	Disponibilité du rapport de tenu de la rentrée fiscale	Oui	Oui	7 800	Activité réalisée	100,00%	1 055 000	13,53%		SCRP
<b>Action 2.1.3</b>	<b>Renforcement de la communication externe</b>	<b>Les usagers/clients sont satisfaits de la communication de la DGI</b>	<b>1. Le taux de satisfaction 2. Le nombre de supports utilisés pour diffuser les messages 3. Nombre de personnes touchées</b>			<b>38 500</b>		<b>68,75%</b>		<b>12,14%</b>		
A2.1.3.3	Participer à la cérémonie de récompense des journalistes (Concours Prix Galina)	Un (01) prix spécial est décerné	Disponibilité du rapport de tenue des Prix Galina		Oui	3 500	Activité réalisée	100,00%	1 700 000	48,57%		SCRP
A2.1.3.7	Actualiser la stratégie de promotion du civisme fiscal	La stratégie de promotion du civisme fiscal est actualisée	Disponibilité du document de stratégie actualisée	Non	Oui	8 000	Non réalisée	0,00%	0	0	Manque de financement	DPSR
A2.1.3.8.NA	Produire une chanson institutionnelle pour la DGI	Une chanson institutionnelle est produite pour la DGI	Disponibilité de la chanson	Non	Oui	6 000	Termes de référence rédigés et signés, les propositions de textes reçus, jury de sélection du texte de la chanson mis en place. Il ne reste que la sélection du texte et la production de la chanson	75,00%		0,00%		SCRP
A2.1.3.9.NA	Assurer la participation de la DGI au tour du Faso	La participation de la DGI au tour du Faso 2024 est assurée	Disponibilité du rapport de participation au tour du Faso	Oui	Oui	21 000	Activité réalisée	100,00%		0,00%		SCRP
<b>Action 2.1.4</b>	<b>Contribution au renforcement de la légitimité de l'impôt (transparence, redevabilité, gouvernance fiscale).</b>	<b>RI 2.1.4 : Les citoyens ont compris le rôle et la nécessité de l'impôt</b>	<b>1. Taux de satisfaction des usagers/clients quant à l'utilisation du produit de l'impôt 2. Nombre de contrôles externes de l'administration fiscale disséminés 3. Nombre</b>			<b>25 000</b>		<b>40,00%</b>		<b>0,00%</b>		

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables
			<b>d'actions de redevabilité</b>									
A2.1.4.1	Organiser le mois de l'exemplarité fiscale	Le mois de l'exemplarité fiscale est organisé	Nombre de structures publiques ayant participé au mois de l'exemplarité fiscale		15	10 000	Arrêté ministériel instituant les Journées de l'exemplarité fiscale a été signé et quelques journées organisées à l'ALT et au Ministère en charge de l'éducation	100,00%		0,00%		SCRP
A2.1.4.2	Organiser une campagne de sensibilisation sur l'utilité de l'impôt	Une campagne de sensibilisation sur l'utilité de l'impôt est organisée avec les artistes humoristes	Disponibilité du rapport de tenue de la campagne de sensibilisation		Oui	10 000	En cours de réalisation : TDR en signature	10,00%		0,00%		SCRP
A2.1.4.3	Organiser en collaboration avec une collectivité locale une journée de redevabilité sur les impôts locaux	Une (01) journée de redevabilité est organisée en collaboration avec une collectivité locale	Disponibilité du rapport de tenue de la journée de redevabilité		Oui	5 000	TDR élaborés	10,00%		0,00%		SCRP
OS2.2	Valoriser l'action du contrôle fiscal au service du civisme	Les contribuables ayant bénéficié des actions de contrôle ont un meilleur comportement fiscal	1. Taux de déclarations spontanées des contribuables ayant bénéficié du contrôle pédagogique 2. Taux de conformité aux règles fiscales			135 567	Matériel livré et réceptionné. Formation des opérateurs effectuée	65,34%		9,48%		
Action 2.2.1	Action 2.2.1 : Amélioration du processus de sélection des contribuables à contrôler	Les contribuables présentant les plus grands risques sont prioritairement programmés	1. Taux de dossiers programmés suivant l'analyse risques informatisée			2 000	Contact repris avec la Brigade de lutte contre le cyber criminalité, activité en cours	84,13%		0,00%		
A2.2.1.2	Elaborer les programmes de vérifications principalement sur la base de l'analyse risque informatisée (intégrer la cartographie des risques dans la base de données	60% des programmes de vérifications sont élaborés sur la base de l'analyse risque informatisée	Pourcentage des programmes de vérifications élaborés sur la base de l'analyse risque informatisée		60%	1 000	A fin décembre 2024, le total des dossiers au programme s'établit à 2767 contribuables dont 1553 programmes en VG et 1214 en VP. 2123 dossiers relevés de la programmation de 2024. Sur ces 2123 dossiers, 1247 ont été sélectionnés suivant l'outil d'analyse-risque, soit 59% de taux de programmation base sur l'application d'analyse risque.	97,90%	0	0		DCF

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables
							Rapporté à la cible de 60%, le taux d'exécution physique s'établit 97,90%					
		Le dispositif de sélection informatisée est évalué à mi-parcours	Disponibilité du rapport d'évaluation	Non	Oui	1 000	L'exécution des programmes de contrôle fiscal est suivie. Au 31 décembre 2024, les données relatives aux services de contrôle ont fait l'objet d'extraction, de traitement et ont été présentées mensuellement à la revue des performances de la DGI. Soit un total de 11 rapports à fin décembre 2024, Le rapport annuel de performance des brigades et des services chargés du CSP au titre de l'année 2023 a été élaboré et est disponible.	100,00%	0	0	Fiabilité des données	DCF
A2.2.1.3	Elaborer des programmes spéciaux en fonction de toute information utile pertinente non encore intégrée à la base de données	Des programmes spéciaux de vérification sont élaborés	Pourcentage des dossiers contrôlés suite à l'exploitation des informations utiles et pertinentes reçues		90%	-	577 dossiers ont été programmes dans le cadre de l'élaboration de 38 programmes spéciaux : 283, dossiers sont clos ; Soit un taux 49 %de dossiers contrôlés suite à l'exploitation des informations utiles	54,50%	0	0	Accélérer la mise en œuvre des activités au 3ème trimestre notamment la finalisation de la note du contrôle fiscal pédagogique et l'élaboration des programmes de contrôle à titre pédagogique	DCF
<b>Action 2.2.2</b>	<b>Renforcement du suivi et de l'encadrement des services de contrôle</b>	<b>Les droits et garanties des contribuables sont préservés</b>	<b>Evolution du nombre des recours (réclamations et recours hiérarchiques)</b>			<b>58 397</b>	<b>0</b>	<b>68,57%</b>		<b>20,00%</b>		
A2.2.2.1	Elaborer des notes et guides techniques en matière de contrôle fiscal (sur des chefs de redressements complexes, sur des secteurs spécifiques)	Des notes et guides techniques en matière de contrôle fiscal sont élaborés et diffusés	Disponibilité des notes et des guides techniques élaborés	0	2	10 416	2	100,00%		0	La DOS a reçu différents programmes. Il s'agit, d'une part, du programme ordinaire lié à la mission de la DOS (portant sur les secteurs spécifiques) et, d'autre part, des programmes spéciaux (portant sur le secteur minier et d'autres secteurs d'activités). Les deux (02) notes produites portent : - sur des chefs de redressement spécifiques aux établissements financiers bancaires ; - sur des chefs de redressement relatifs au secteur minier et à d'autres secteurs d'activité.	DOS
A2.2.2.2	Mener des missions de contrôle fiscal des secteurs spécifiques (banques, mines, assurances, PPP, etc.)	Des missions de contrôle des secteurs spécifiques sont menées de	Nombre de missions de contrôle spécifiques menées	0	4	35 840	10	100,00%		0	Au 31 décembre 2024, les contrôles de dix (10) entreprises relevant des secteurs spécifiques sont clos. Il s'agit de deux (02) entreprises de téléphonies, deux (02) établissements financiers bancaires, cinq (05) entreprises du secteur minier et une (01) entreprise du secteur des marchés boursiers.  Au titre des difficultés rencontrées on peut citer, entre autres :	DOS

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables
	avec l'appui du réseau d'experts de la DGI pour une assurance qualité	concert avec le réseau des experts									1) L'affectation à la DOS de programmes autres que ceux relatifs aux secteurs dits spécifiques. 2) L'insuffisance du personnel commis au contrôle des secteurs spécifiques.	
A2.2.2.3	Organiser des sessions de formation continue en matière de contrôle fiscal (manuel de procédures, droits et garanties du contribuable, coaching, approche pédagogique)	Des sessions de formation ont été administrées	Nombre de sessions de formations	0	3	3 708	0	0,00%		0		DOS
A2.2.2.4	Organiser des rencontres techniques au profit des services de contrôles	Quatre (04) rencontres techniques sont tenues avec les services de contrôles	Nombre de rencontres techniques tenues		4	6 433	2 visio-conférences dont l'une portant sur la maîtrise des procédures de contrôle externe et l'autre sur l'appropriation des résultats de l'outil d'analyse-risque ont été organisées au profit des services de contrôles. Aussi, 5 rencontres techniques ont été tenues avec les services de contrôles de 3 DME et des DRI du CENTRE autour des résultats d', exécution et de l', approche qualité des contrôles	100,00%	0	0	L'instabilité du réseau de connexion internet	DCF
A2.2.2.5	Traiter les dossiers de recours dans les délais	75% des dossiers de recours sont traités dans les délais	Taux de traitement des dossiers de recours dans les délais		75%	2 000	Sur 333 dossiers de recours reçu au cours de 2024, 107 recours ont été traités dans les délais, soit un taux d'exécution de 32,13%. Rapporté à la cible de 75%, il dégage un taux d'exécution de 42,84%	42,84%	2000	1	1,00	DCF
Action 2.2.3	Valorisation de la mission d'éducation fiscale dévolue au contrôle	Les contribuables ayant fait l'objet du contrôle pédagogique ont une meilleure compréhension des règles fiscales	1. Evolution du taux de conformité des déclarations des contribuables contrôlés (Evolution des résultats des contrôles des contribuables concernés) 2. Evolution des			75 170	0	43,33%		8,44%		

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables
			<b>déclarations fiscales des contribuables concernés</b>									
A2.2.3.1	Organiser des opérations de contrôle "sensibilisation" sur l'usage de la facture normalisée	Des opérations de contrôle "sensibilisation" sur l'usage de la facture normalisée sont organisées	Nombre d'opérations	7	5	13 370	6	100,00%	6 771	1	Les opérations de contrôle ont été effectuées à Bobo Dioulasso du 20 au 31 mai, à Banfora du 03 au 07 juin, à Ouahigouya du 17 au 21 juin, à Koudougou du 24 au 28 juin 2024, à Kaya du 08 au 12 juillet et à Tenkodogo du 15 au 19 juillet 2024  La difficulté majeure est l'insuffisance d'agents commis à la mission. au 31/12/2024, l'UA-FN est animée par un Chef de service (inspecteur des impôts) et trois (03) contrôleurs ; soit 4 personnes.	DOS
A2.2.3.2	Mettre en œuvre le programme de contrôles à but pédagogique (contrôle sans pénalités)	Le programme de contrôles à but pédagogique est mis en œuvre	Taux d'exécution du programme de contrôles à but pédagogique		90%	1 000	Non réalisé	0,00%	0	0		DCF
A2.2.3.3	Effectuer le suivi statistique du comportement fiscal des contribuables vérifiés dans le cadre du contrôle pédagogique	Les rapports de suivi statistique sont produits	Nombre de rapports produits		2	1 000	Non réalisé	0,00%	0	0		DCF
A2.2.3.4. NA	Organiser des missions d'enquêtes et de recherches	Des missions d'enquêtes et de recherches sont organisées	Nombre de missions	2	54	56 800	Aucune mission délocalisée n'a été effectué	0,00%	0	0	Aucune mission de localisé d'a eu lieu, Ce qui explique le taux d'exécution financière, Cependant 611 missions ont été réalisé en localisée	DERF
A2.2.3.5.NA	Mettre en place un dispositif de contrôle des mesures spécifiques	Le dispositif de contrôle des quantités de ciments produites est mis en place	Disponibilité du dispositif de contrôle des quantités de ciments produites	Non	Oui	3 000	Les travaux d'analyse de données été menée, le groupe de travail est en attente des orientations de la hiérarchie pour finaliser la plateforme	60,00%	0	0	Les travaux d'analyse des données ont eu lieu avec la production d'un rapport, la DERF est attentes des orientations de la hiérarchie pour finaliser le dispositif	DERF
		Le dispositif de contrôle de la contribution spéciale est mis en place	Disponibilité des rapports mensuels	Non	Oui		Les rapports sont disponibles	100,00%	0	0		DERF
OS2.3	<b>Renforcer la sécurité foncière et les services rendus aux usagers/clients</b>	<b>Les coûts d'accès aux services offerts par l'administration</b>	<b>1. Taux des interactions via les nouvelles offres de services par</b>			95 572	0	60,44%		0,00%		

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables
		fiscale sont réduits	rapport aux cibles 2. Taux de satisfaction relatif aux services innovants									
Action 2.3.1	Renforcement de l'offre de services en matière domaniale, foncière et cadastrale	Les usagers/clients sont satisfaits des prestations domaniale, foncière et cadastrale	1. Evolution du nombre de titres d'occupation délivrés dans les délais 2. Le taux de satisfaction des usagers/clients sur les prestations des services fonciers			51 000	0	48,00%		0,00%		
A2.3.1.1	Organiser des opérations spéciales de délivrance massive des titres d'occupation, aux usagers/clients	Des opérations spéciales de délivrance massive des titres d'occupation sont organisées	Nombre d'opérations spéciales de délivrance de titre organisé	4	3	21 000	* La situation des dossiers en instance (7000 dossiers de TF en attente de bornage et ou d'évaluation) est établie et le processus de mise en œuvre des activités d'apurement est en finalisation en concertation avec le PARGFM qui a contracté avec le cabinet OGEB, Les activités ont été réalisées au 2ème semestre. *Apurement du passif des demandes de titres fonciers : 4813 dossiers des RDPF de Ouaga transmis à l'OGEB qui va procéder à des bornages immatriculation et évaluations. 1048 dossiers de bornage transmis par l'OGEB à SCTF Centre à la date du 21/10/24 ; Environ 400 dossiers de bornage finalisés par le SCTF Centre au 21/10/24	40,00%	0,00%	0%	Activité Financée par le PARGFM	DADF
A2.3.1.2	Organiser des opérations spéciales d'apurement des dossiers fonciers en instance	Trois (03) opérations spéciales d'apurement des dossiers de bornage sont organisées	Nombre d'opérations spéciales d'apurement des dossiers de bornage organisées	0	3	30 000	3	100,00%	0	0%	Travaux effectués avec l'appui du PARGFM	DC
		Trois (03) opérations spéciales d'apurement des	Nombre d'opérations spéciales	0	3		3	100,00%	0	0%	Travaux effectués avec l'appui du PARGFM	DC

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables
		dossiers d'évaluation sur les titres fonciers sont organisées	d'apurement des dossiers d'évaluation sur les titres fonciers organisées									
A2.3.1.4.NA	Organiser des campagnes de sensibilisation sur la sécurisation foncière	5 rencontres d'échanges et d'information sont organisées	Nombre de rencontres d'échanges et d'information organisées	0	5		0	0,00%	0	0		DGUF-O
		3 émissions radiophoniques interactives sont organisées	Nombre d'émissions radiophoniques interactives	0	3		0	0,00%	0	0		DGUF-O
<b>Action 2.3.2</b>	<b>Amélioration de la qualité du service rendu aux usagers/clients</b>	<b>Les usagers/clients sont satisfaits de la qualité des services rendus</b>	<b>1. Taux d'utilisation des services 2. Taux de satisfaction des usagers/clients</b>			2 572	0	100,00%		0,00%		
A2.3.2.3	Mettre à jour le référentiel des délais de traitement des dossiers	Le référentiel des délais de traitement des dossiers est mis à jour	Disponibilité du référentiel des délais de traitement mis à jour		Oui	2 572	1	100,00%	0	0	Deux (02) notes de service de DGI portant délai de traitement des dossiers de demandes d'attestation d'attribution de terrains (AAT) et d'enregistrement des actes	SCIMR
<b>Action 2.3.3</b>	<b>Développement des offres de services innovants qui facilitent l'accomplissement des obligations fiscales</b>	<b>Les usagers /clients ont une plus grande facilité d'accès aux services de la DGI</b>	<b>1. Le nombre de services innovants fonctionnels 2. Le taux de satisfaction des usagers/clients</b>			42 000	0	33,33%		0,00%		
A2.3.3.3	Former et assister les usagers à l'utilisation des services en ligne	Les usagers sont formés à l'utilisation des services en ligne	Nombre d'usagers formés		1 000	30 000	0	0,00%		0	L'abrogation du décret 2012-720/PRES/PM/MEF du 11 septembre 2012 portant réglementation des rétributions des prestations spécifiques par le conseil des ministres en sa séance du 12 juin 2024 a ralenti les activités préparatoires dans l'attente des précisions sur le mode de rétribution des acteurs. TDR non transmis.	DOS
A2.3.3.5	Opérationnaliser le numéro vert	Le numéro vert est opérationnel	Disponibilité du rapport opérationnalisation du numéro vert	Non	Oui	12 000	Matériel livré et réceptionné. Formation des opérateurs effectuée	70,00%		0,00%		SCRIP

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables
A2.3.3.6.NA	Certifier la page Facebook de la DGI	La page Facebook de la DGI est certifiée	Disponibilité de la page Facebook DGI certifiée	Non	Oui	PM	Contact repris avec la Brigade de lutte contre la cyber criminalité, activité en cours	30,00%		0,00%		SCRP
<b>Axe 3</b>	<b>Amélioration des performances de la DGI par le management moderne des capacités institutionnelles, organisationnelles et opérationnelles</b>	<b>Le système managérial de la DGI favorise une mise en œuvre efficace de ses activités et permet de mobiliser 8 595 milliards sur la période 2023-2027</b>	<b>Taux d'exécution du PTA</b>			<b>2 792 446</b>		<b>59,51%</b>		<b>11,76%</b>		
			<b>Taux de recouvrement des prévisions</b>									
			<b>Taux de croissance des recettes</b>									
OS3.1	Améliorer le cadre institutionnel et les capacités de pilotage	Les capacités de pilotage améliorées contribuent à l'accroissement des performances	Taux d'exécution du programme d'activités			919 866		65,57%		1,66%		
Action 3.1.1	Renforcement du cadre institutionnel, des outils, des moyens, cadres de pilotage et des stratégies opérationnelles	Le cadre institutionnel, les outils, moyens et cadres de pilotage participent efficacement à l'amélioration des capacités de pilotage	Disponibilité des outils de pilotage			727 596		47,24%		0,50%		
A3.1.1.1	Assister les unités de recouvrement (UR) dans l'analyse et l'apurement des RAR	L'analyse des RAR des DRI Centre, Hauts Bassins, Sud-Ouest et Nord est assurée	Disponibilité du rapport d'analyse	Oui	Oui	15 200	Rapport d'analyse disponible	100,00%		0		DSF
L'analyse des RAR des grandes UR est assurée		Disponibilité du rapport semestriel	Oui	Oui	Rapport d'analyse disponible		100,00%		0		DSF	
Les RAR des gros reliquataires des UR sont apurés		Taux de recouvrement des RAR cantonnés	6,63%	8%	8,03%		100,00%		0		DSF	
		Taux d'apurement des RAR cantonnés	17,70%	20%	24,07%		100,00%		0		DSF	
A3.1.1.2	Effectuer des opérations spécifiques de recouvrement forcé	Les procédures d'inscriptions hypothécaires légales sont mises en œuvre.	Nombre d'inscriptions hypothécaires légales effectuées		25	30 000	42	100,00%	4 512	0,150383333	La procédure d'inscription d'hypothèque légale n'est pas assimilée par toutes les Recettes des Domaines et de la Publicité Foncière	DOS
		Les procédures de saisies mobilières et	Nombre de saisies effectuées		5		1	20,00%		0	Les difficultés rencontrées sont les suivantes : - des difficultés dans la localisation des entrepôts et magasins des reliquaires et ;	DOS

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables
		immobilières sont mises en œuvre.									- la saisie immobilière est conditionnée par une inscription préalable d'hypothèque légale sur le bien immeuble. Toutefois, dix (10) commandements de payer aux fins de saisie-vente mobilière ont été transmises aux différents reliquataires.	
		Les créances de l'Etat sont inscrites au RCCM.	Nombre de créances de l'Etat inscrites au RCCM		50		27	54,00%		o	- La procédure d'inscription au RCCM n'est pas assimilée par toutes les Recettes des impôts ; - L'insuffisance du personnel commis à la tâche au niveau de la DOS : l'US-RF est animée par le Receveur (inspecteur des impôts) et d'un d'agent (contrôleur des impôts), soit deux (02) personnes."	DOS
A3.1.1.3	Conduire les opérations de compensations de créances	Des opérations de compensation de créances sont organisées	Pourcentage des créanciers de l'Etat sélectionnés ayant adhéré à la compensation	0%	10%	1 120	Le lead de l'activité est confié à la DOS	0,00%		o	Voir DOS pour résultats atteints	DSF
A3.1.1.4	Mettre en place des comités de gestion des risques d'incivisme	Des comités de gestion des risques d'incivisme sont mis en place à la DGE et dans les DME	Nombre de comités installés		-	-	o	0,00%	o	o	Indisponibilité des textes définissant l'organisation, le fonctionnement et les attributions desdits comités	SCIMR
A3.1.1.5	Mettre en place et promouvoir des standards de qualité	Les membres du Codir sont formés sur les concepts qualité et exigences des normes	Disponibilité du rapport de formation	Non	Oui	40 000	o	0,00%	o	o		CAT
		L'audit diagnostic et le plan d'action sont élaborés	Disponibilité du rapport d'audit diagnostic et du plan d'action	Non	Oui		o	0,00%	o	o		CAT
		La politique qualité est élaborée	Disponibilité du document de politique qualité	Non	Oui		o	0,00%	o	o		CAT
A3.1.1.7	Opérationnaliser la mise en œuvre du droit de préemption de l'administration	Le droit de préemption est exercé	Nombre d'immeubles rachetés	o	2	2 000	o	0,00%		o		DOS
A3.1.1.8	Elaborer un plan de continuité des services	Un plan de continuité des services est élaboré	Disponibilité du plan de continuité des services	Non	Oui	10 000	Le projet de TDR et le projet de note portant création du groupe de travail sont disponibles	10,00%	o	o	Attente de validation des documents par DGI	DPSR
A3.1.1.9	Evaluer la mise en œuvre de la segmentation des contribuables	La segmentation administrative et législative est évaluée	Disponibilité du rapport d'évaluation	Non	Oui	10 000	Non réalisé	0,00%	o	o	Activité à réaliser avec DSF comme chef de fil	DPSR

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables
	(efficacité de la réforme)											
A3.1.1.10	Produire et actualiser des monographies sur des secteurs d'activités spécifiques	Une monographie sur un secteur des industries et trois sur d'autres secteurs spécifiques sont élaborées	Nombre de nouvelles monographies élaborées	0	4	50 000	Le budget n'a pas été accordé	0,00%	0	0		DERF
A3.1.1.11.NA	Recouvrer les recettes propres de l'Etat	1 565,225 milliards sont recouverts au profit du budget de l'Etat	Taux de recouvrement des recettes au profit du budget de l'Etat	97,81%	100%	530 036	1 293,25 milliards	88,26%		0	Résultats BE issus de la LFR 2024 de 1 465,225 milliards,	DSF
		45 milliards sont recouverts au profit des CT	Taux de recouvrement des recettes au profit du budget des CT	101,81%	100%		48,18 milliards	100,00%		0	Résultats BL issus des prévisions consolidées de 41,515 milliards,	DSF
		75 milliards FCFA sont recouverts au profit du FSP par la DGI	Taux de recouvrement des recettes au profit du budget de l'Etat	35,54 milliards	100%		112,58 milliards	100,00%		0		DSF
		Les recouvrements définitifs 2023 de la DGI sont stabilisés et validés	Disponibilité des recouvrements définitifs 2023 de la DGI	Oui	Oui	1 200	Recouvrements définitifs 2023 disponibles	100,00%		0	Retard dans la transmission des comptabilités, implémenter les comptabilités dans SINTAX.	DSF
A3.1.1.12.NA	Organiser les cadres de concertation avec les UR	Les rencontres semestrielles avec les receveurs, les CSA et les Chefs SISFO du Centre sont tenues	Nombre de rencontres tenues	2	6	7 240	3 rencontres sont tenues avec les Receveurs, les CSA et les SISFO du Centre	50,00%		0		DSF
		Douze revues de performances sont organisées	Nombre de revues de performances tenues	12	12		12 revues de performances sont tenues	100,00%		0		DSF
		Les rapports trimestriels de performances sont produits	Nombre de rapports trimestriels de performance	4	4		4 rapports trimestriels de performance disponibles	100,00%		0		DSF
		Les rapports trimestriels d'exécution du budget en recettes sont produits	Nombre de rapports trimestriels d'exécution du budget	4	4		4 rapports trimestriels d'exécution du budget disponibles	100,00%		0		DSF
		Une rencontre est tenue avec le DR, les DCI, DPI, CDI et SISFO des Hauts bassins	Disponibilité du compte rendu	Non	Oui		Non exécutée	0,00%		0		DSF

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables
A3.1.1.13.NA	Organiser des concertations des acteurs de la chaîne foncière	Un cadre de concertation est institué Des séances de concertations des acteurs de la chaîne foncière sont tenues	Disponibilité de la note portant institution du cadre de concertation Nombre de séances tenues	Non 0	Oui 3	6 000	Une réunion entre DC, DGUF-O et DADF a eu lieu le 26 juin 2024 à la DADF sur la formalisation du cadre de concertation. Cette rencontre a permis d'identifier les membres devant composer un groupe chargé d'élaborer les documents de formalisation du cadre de concertation.	20,00%	0	0%		DADF
A3.1.1.14.NA	Organiser des cadres de concertation avec les SGM	Le cadre de concertation avec les SGM est institué	Disponibilité de la note	Non	Oui	8 000	0	0,00%	0	0		SF
		2 rencontres sont organisées avec les SGM	Disponibilité des comptes rendus	Non	Oui		0	0,00%	0	0		SF
A3.1.1.15.NA	Réaliser une étude portant tarification du bail emphytéotique des terres de l'Etat et des collectivités territoriales	L'étude portant de la tarification du bail emphytéotique des terres de l'Etat et des collectivités territoriales est réalisée	Disponibilité du rapport d'étude	Non	Oui	15 000	Activité inscrite dans le cadre du PARGFM. Un cabinet a été recruté et une rencontre de cadrage s'est tenue en mai 2024. Les travaux du cabinet ont été amendés par les structures centrales de la DGI à savoir la DC, DLC, DADF et la CAT ainsi que SCTF les 12 et 13 décembre 2024. Une assemblée générale a été tenue les 23 et 24 décembre 2024 au PARGFM avec les autres acteurs de la chaîne foncière ainsi que la DGI pour un amendement plus large. Le rapport définitif assorti d'un barème de tarification de baux emphytéotique devrait être disponible au 1er semestre 2025	75,00%	Activité Financée par le PARGFM	0%		DADF
A3.1.1.16.NA	Evaluer l'impact des mesures fiscales nouvelles des lois de finances 2021, 2022 et 2023	L'impact des mesures fiscales nouvelles des lois de finances 2021, 2022 et 2023 est évalué	Disponibilité du rapport d'évaluation	Non	Oui	1 800	Non exécutée	0,00%		0		DSF
<b>Action 3.1.2</b>	<b>Amélioration du système de planification et de suivi-évaluation</b>	<b>Le système de planification et de suivi-évaluation est digitalisé et exploité au sein des structures</b>	<b>Disponibilité d'outils informatisés de planification et de suivi-évaluation</b>			<b>157 850</b>		<b>62,33%</b>		<b>0,72%</b>		
A3.1.2.1	Réaliser les différentes évaluations de la DGI selon les normes internationales	Une auto-évaluation des indicateurs TADAT est réalisée	Disponibilité du rapport d'auto évaluation	Non	Oui	500	Les échanges avec CSA et les RI des DME, de DGE et de la DCI Ouaga IX ont eu lieu; Les fiches d'évaluation aux dites structures ont été transmises	10,00%	0	0		DPSR

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables
		Une évaluation TADAT est réalisée	Disponibilité du rapport d'évaluation	Non	Oui	70 000	Une requête pour le démarrage du processus a été transmise à la Coopération Suisse. Au regard de certaines contraintes liées à la forte demande exprimée au secrétariat TADAT, l'évaluation a été reportée en 2025	10,00%	0	0	Activité reportée à 2025	DPSR
		Une évaluation par les pairs du forum mondial est réalisée	Disponibilité du rapport d'évaluation	Non	Oui	35 840	Oui	100,00%	3 882	0,108314732	Réception d'un mail le 11 Décembre confirmant la transmission de la version définitive du projet de rapport du Burkina Faso (étape 1) au Groupe d'évaluation et de suivi par les pairs.	DOS
A3.1.2.2	Assurer le suivi-évaluation de la mise en œuvre des différents documents stratégiques de la DGI	Le suivi-évaluation de la mise en œuvre du PS est assuré	Disponibilité des rapports de suivi-évaluation des différents documents stratégiques de la DGI	0	4	6 500	Le suivi est réalisé à travers la prise en compte d'activités programmées dans ces différents documents stratégiques dans le PTA de la DGI	100,00%	0	0	Quatre rapports de suivi-évaluation sont attendus	DPSR
		Le suivi évaluation de la mise en œuvre du PAI est assuré		0				100,00%	0	0		DPSR
		Le suivi évaluation de la mise en œuvre du plan d'action des recommandations des ANF est assuré		0				100,00%	0	0		DPSR
		Le suivi évaluation de la mise en œuvre de la stratégie de promotion du civisme fiscal est assuré		0				100,00%	0	0		DPSR
A3.1.2.4	Vulgariser le plan stratégique (PS) 2023-2027 de la DGI	13 missions de communication sur le PS sont organisées dans les Directions régionales	Nombre de sessions de formation/communication	0	13	20 000	Les TDR ont été élaborés et soumis à la hiérarchie pour signature. Un projet de module de formation a été produit Le secrétariat technique du suivi-évaluation du PS a été créé par note de service n°2024-0577/MEF/SG/DGI/DPSR du 20/09/2024 Un groupe des points focaux pour le suivi-évaluation du PS a été créé par note de service n°2024-	65,00%	0	0		DPSR

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables
							0570/MEF/SG/DGI/DPSR du 13/09/2024					
A3.1.2.6.NA	Elaborer une stratégie d'accompagnement psychosocial des agents de la DGI	La stratégie d'accompagnement psychosocial des agents est élaborée	Disponibilité de la stratégie	Non	Oui	12 500	Non atteint	0,00%	0	0	Contrainte budgétaire	SRH
A3.1.2.7.NA	Elaborer les lettres de mission des structures (directions centrales, services rattachés et UR) de la DGI	Les lettres de mission sont élaborées	Disponibilité des lettres de missions	Oui	Oui	1 300	Les lettres de mission des structures centrales (directions centrales, services rattachés et UR) de la DGI ont été élaborées et ventilées aux structures	100,00%	0	0	BE/FE	CAT
A3.1.2.8.NA	Elaborer le programme d'activités 2025 de la DGI	Le programme d'activités 2025 de la DGI est élaboré	Disponibilité du programme d'activités 2025	Oui	Oui	500	Un projet de programme d'activités 2025 représentant la tranche annuelle du PAO a été élaboré et soumis aux structures pour amendement	100,00%	0	0		DPSR
A3.1.2.9.NA	Elaborer les rapports d'activités 2022 et 2023 de la DGI	Les rapports d'activités 2022 et 2023 de la DGI sont élaborés	Disponibilité des rapports d'activités	Non	Oui	4 000	Le rapport d'activités 2023 est disponible	50,00%	0	0		DPSR
A3.1.2.10.NA	Elaborer le rapport à mi-parcours de l'exécution du budget du FE DGI 2024	Le rapport à mi-parcours de l'exécution du budget du FE-DGI 2024 est élaboré	Disponibilité du rapport d'exécution à mi-parcours du budget	Oui	Oui	4 000	0	0,00%	0	0		SF
A3.1.2.11.NA	Elaborer le projet de budget du FE DGI 2025	Le projet de budget du FE DGI 2025 est élaboré	Disponibilité du projet de budget	Oui	Oui	1 000	0	0,00%	0	0		SF
A3.1.2.12.NA	Elaborer l'avant-projet de budget titre II gestion 2025	L'avant-projet de budget titre II gestion 2025 est élaboré	Disponibilité de l'avant-projet de budget 2025	Oui	Oui	1 710	Atteints. L'avant-projet de budget a été élaboré et transmis à la DRH le 12 avril 2024,	100,00%	0	0	Budget non consommée	SRH
<b>Action 3.1.3</b>	<b>Amélioration du système de contrôle interne</b>	<b>Le niveau de maturité du contrôle interne est amélioré</b>	<b>Niveau de maturité du contrôle interne</b>			<b>34 420</b>		<b>87,14%</b>		<b>3,75%</b>		
A3.1.3.1	Mettre à jour la cartographie des risques de la DGI	La cartographie des risques est mise à jour	Disponibilité d'une cartographie des risques actualisée		Oui	15 000	1	100,00%	0	0	Réalisation et diffusion d'un document unique des différentes cartographies disponibles	SCIMR
A3.1.3.4	Elaborer et/ou mettre à jour des outils de suivi-évaluation du contrôle interne	Un répertoire des recommandations issues des missions des corps de contrôle interne et externe est élaboré	Disponibilité du répertoire des recommandations issues des missions des corps de contrôle interne et externe	Non	Oui	3 500	1	100,00%	0	0		SCIMR

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables
		Le répertoire des principaux outils de contrôle interne de la DGI est élaboré	Disponibilité du répertoire des principaux outils de contrôle interne	Non	Oui		1	100,00%	0	0		SCIMR
		Des outils de reporting sont élaborés ou mis à jour	Nombre d'outils de reporting élaborés ou mis à jour	5	10		10	100,00%	0	0		SCIMR
A3.1.3.5.NA	Evaluer le système de contrôle interne de la DGI	Le système de contrôle interne de la DGI est évalué	Disponibilité du rapport d'évaluation	Non	Oui	5 000	1	100,00%	0	0	SCIMR a été associé à l'évaluation du dispositif du timbre fiscal numérique par l'IGF	SCIMR
A3.1.3.6.NA	Assurer le suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des missions des corps de contrôle interne et externe	Les rapports de suivi sont produits	Nombre de rapports produits	7	7	8 232	11	100,00%	2160	0,2623		SCIMR
A3.1.3.7.NA	Mener des opérations de sensibilisation, de suivi et de contrôle de l'utilisation des matières en service de concert avec l'ITI et le SCIMR.	Les opérations de sensibilisation, de suivi et de contrôle sont réalisées auprès de 13 détenteurs des matières de la DGI	Rapport des missions de sensibilisation, de suivi et de contrôle	0	13	2 688	Les projets de TDRs sont élaborés mais non signés	10,00%	0	0	Indisponibilité des autres acteurs.	BCMS
<b>OS3.2</b>	<b>Renforcer les capacités opérationnelles</b>	<b>Les capacités opérationnelles sont en adéquation avec les besoins exprimés</b>	<b>Taux de couverture des besoins exprimés</b>			<b>1 753 240</b>		<b>49,75%</b>		<b>12,28%</b>		
<b>Action 3.2.1</b>	<b>Amélioration du cadre juridique fiscal, foncier, domanial et cadastral</b>	<b>Le cadre juridique fiscal, foncier, domanial et cadastral est transparent, efficace, efficient, flexible et accessible</b>	<b>Disponibilité d'un cadre juridique unifié</b>			<b>95 123</b>		<b>64,27%</b>		<b>18,75%</b>		
A3.2.1.1	Relire le code général des impôts	Les mesures fiscales nouvelles de la LF 2025 sont élaborées	Disponibilité des mesures fiscales nouvelles de la LF 2025	Non	Oui	13 560	Exécuté	100,00%	13560	1		DLC
		L'arrêté interministériel sur la commission communale de	Disponibilité des textes relus	Non	Oui	14 000	Les projets de textes ont été amendés par les différents ministères concernés, atelier de validation en cours de programmation	75,00%	0	0%	Arrêté validé	DC

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables
		délimitation des propriétés est relu										
		L'arrêté interministériel sur le sectionnement cadastral de la commune est rédigé	Disponibilité des textes relus	Non	Oui		Les projets de textes ont été amendés par les différents ministères concernés, atelier de validation en cours de programmation	75,00%	o	o%	Arrêté validé	DC
A3.2.1.3	Rédiger un rapport pour situer la nécessité d'opérationnaliser le fonds national d'indemnisation en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique	Le décret portant opérationnalisation du fonds national d'indemnisation est adopté	Disponibilité du décret		Oui	-	Non exécuté	0,00%	o	o		DLC
A3.2.1.4	Elaborer et transmettre les textes déterminant la valeur vénale des terrains dans le cadre des opérations d'expropriation ou de retrait de terrains pour cause d'utilité publique	Les textes portant détermination de la valeur vénale des terrains sont disponibles	Disponibilité des textes		Oui	15 903	* Les sept (7) fiches de procédures relatives à la délivrance des titres fonciers et des opérations de bornage ont été relues et validées par le Conseil de direction de la DGI du 23 avril 2024 en vue de la réduction des délais de traitement. * Trois (3) ateliers de reingéniering (description, séquençage, délais de réalisations, rôles et habilitations des acteurs) des procédures domaniales, foncières et cadastrales ont été organisés. Les processus validés qui font office de référentiel sont en cours d'implémentation dans les différentes plateformes de digitalisation.	100,00%	o	o%		DADF
A3.2.1.5	Relire les textes portant perception des droits et taxes fonciers et domaniaux	L'arrêté interministériel sur les tarifs administratifs de bornage est relu	Disponibilité de l'arrêté interministériel sur les tarifs administratifs de bornage	Oui	Oui	7 000	Les projets de textes ont été amendés par les différents ministères concernés, atelier de validation en cours de programmation	75,00%	o	o%	Arrêté validé	DC
		L'arrêté portant sur les tarifs des prestations cadastrales est relu	Disponibilité de l'arrêté portant sur les tarifs des	Oui	Oui		Les projets de textes ont été amendés par les différents ministères concernés, atelier	75,00%	o	o%	Arrêté validé	DC

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables
			prestations cadastrales				de validation en cours de programmation					
A3.2.1.9	Conduire le processus d'inscription des biens immatériels de la DGI à l'OAPI	Le logo de la DGI est protégé Les applications SINTAX, seina, eCADASTRE, SYC@D, eCME sont protégées	Nombre de biens immatériels protégés à l'OAPI	0	6	5 000	Non exécuté	0,00%	0	0		DLC
							Non exécuté	0,00%	0	0		DLC
A3.2.1.10.NA	Elaborer un recueil des rescrits	Le recueil des rescrits est élaboré	Disponibilité du recueil	Non	Oui	8 460	Exécuté	100,00%	8460	1		DLC
	Elaborer la note d'orientation de la LF 2024	La note d'orientation de la LF 2024 est élaborée	Disponibilité de la note d'orientation	Non	Oui	2 000	Exécuté	100,00%	2000	1		DLC
A3.2.1.11.NA	Vulgariser les mesures fiscales nouvelles de la LF 2024	Les agents sont formés sur les mesures fiscales nouvelles	Nombre d'agents formés	Non	200	7 200	Exécuté	100,00%	0	0		DLC
A3.2.1.12.NA	Assurer le contrôle qualité des travaux des géomètres experts et des SCTF	Le contrôle qualité des travaux de 5 géomètres experts est assuré Le contrôle qualité des travaux de 5 SCTF est assuré	Nombre de géomètres experts contrôlés	0	5	2 000	10	100,00%	0	0%		DC
			Nombre de SCTF contrôlés	0	5		2 SCTF contrôlés	40,00%	0	0%	Indisponibilité de moyens financiers	DC
A3.2.1.13.NA	Assurer le contrôle qualité des travaux de numérisation des DT et des TF	Les DT et TF numérisés sont contrôlés et validés	Nombre de DT et TF indexés dans la GED	0	100 000	20 000	0	0,00%	0	0%	Le développement de la GED n'a pas encore abouti	DC
A3.2.1.14.NA	Assurer le contrôle qualité des procès-verbaux d'évaluation émanant des experts immobiliers	60 procès-verbaux d'évaluation émanant des experts immobiliers sont contrôlés	Nombre de procès-verbaux contrôlés	0	60	PM	53	88,33%	0	0		DGUF-O
<b>Action 3.2.2</b>	<b>Renforcement des ressources financières, infrastructures, équipements et outils de gestion</b>	<b>Les équipements, infrastructures et outils de gestion sont financés de manière adéquate</b>	<b>Taux de progression du budget alloué à la DGI Taux d'exécution du budget du FE DGI Nombre de nouvelles infrastructures construites</b>			<b>462 204</b>		<b>40,00%</b>		<b>0,00%</b>		
A3.2.2.1	Actualiser le plan d'investissement 2017-2025 de la DGI	Le plan d'investissement	Disponibilité du plan	Non	Oui	35 000	Les projets de TDRs sont élaborés mais non signés	10,00%	0	0	La liste autorisée des activités à délocalisée non disponible	BCMS

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables
		2017-2025 de la DGI est actualisé	d'investissement actualisé									
A3.2.2.3	Réhabiliter, rénover, réfectionner et mettre aux normes les bâtiments vétustes, délabrés et inadaptés	Cinq (05) bâtiments sont réhabilités, rénovés, réfectionnés et mis en norme	Nombre de bâtiments réhabilités, rénovés, réfectionnés et mis en norme	5	5	300 000	La finalisation des travaux d'aménagement du bâtiment de la tour des DME a permis de loger la DME-CV	20,00%	0	0	Les contrats des autres bâtiments ne sont pas encore disponibles	BCMS
A3.2.2.6	Elaborer un manuel de procédures de la gestion financière	Les procédures de gestion financières sont régies par un manuel	Disponibilité du manuel de procédures	Non	Oui	10 000	0	0,00%	0	0		SF
A3.2.2.7.NA	Elaborer les outils de pilotage (kit minimum, plan d'équipements) de la gestion de la comptabilité des matières au sein de la DGI	Les outils de pilotage de la gestion de la comptabilité des matières sont élaborés	Nombre d'outils de pilotage	0	2	5 130	Non réalisée	0,00%	0	0	La liste autorisée des activités à délocalisée non disponible	BCMS
A3.2.2.8.NA	Relire le manuel de procédures opérationnelles	Les processus de délivrance des titres et actes fonciers sont relus	Disponibilité du manuel de procédures opérationnelles relu	Oui	Oui	12 500	Activité inscrite dans le cadre du PARGFM. Les termes de références ont été transmis au projet. Le PARGFM a contracté avec un cabinet le jeudi 28 novembre 2024 qui a enclenché le processus. Le manuel serait disponible au 1er semestre 2025	50,00%	0	0%	Activité Financée par le PARGFM	DADF
A3.2.2.9.NA	Elaborer un manuel de procédure et des documents types en matière d'expropriation	Le manuel de procédure et les documents types en matière d'expropriation sont élaborés et adoptés	Disponibilité du manuel de procédure et des documents types		Oui	8 260	Activité initiée par d'autres structures : SONABEL-SOPAFERB-DGIT-AMGT (PADO et PAQBO) PReCA, CHU-Bassinko, Université Thomas SANKARA, Cité relais de Dédougou, Dossiers DGD, Apurement des décisions du Conseil de Ministre (Dossier Bonheur ville, dossier coprolait, dossier cité de la Renaissance.	100,00%	0	0%	Activités Financées par les structures demanderesses	DADF
A3.2.2.10.NA	Elaborer les outils de capitalisation des rapports de missions	Un canevas de capitalisation est élaboré	Disponibilité du canevas	Non	Oui	1 000	Le canevas de capitalisation est élaboré et est utilisé pour la capitalisation des missions	100,00%	0	0	BE/FE	CAT
A3.2.2.11.NA	Suivre la tenue de la comptabilité des matières et produire le compte de gestion	Les tenues de la comptabilité des matières de 8 structures de	Nombre de structures suivies	0	8	2 350	La comptabilité matière est tenue	100,00%	0	0	RAS	BCMS

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables	
		Ouagadougou sont suivies											
A3.2.2.12.NA	Faire l'inventaire initial complémentaire du patrimoine non financier de la DGI	L'inventaire initial complémentaire du patrimoine non financier de la DGI est fait	Disponibilité du rapport d'inventaire	Oui	Oui	39 774	Les TDRs sont élaborés et sont dans le circuit pour signature	10,00%	0	0	Suppression du décret 720	BCMS	
A3.2.2.13.NA	Organiser l'enlèvement du matériel hors d'usage dans les structures centrales et régionales de la DGI	Le matériel hors d'usage est enlevé	Disponibilité du PV d'enlèvement de matériels	Non	Oui	8 190	Une réquisition dans le circuit de signature	50,00%	0	0	Indisponibilité du budget	BCMS	
A3.2.2.14.NA	Elaborer et mettre en œuvre un système de gestion de la sécurité des locaux de la DGI	Un système de gestion de la sécurité des locaux de la DGI est élaboré	Disponibilité du document validé du système de gestion de la sécurité des locaux	Non	Oui	40 000	PM	0,00%	0	0	L'architecte de la DGI n'a pas pu nous soumettre un projet du système de gestion de sécurité	BCMS	
<b>Action 3.2.3</b>	<b>Amélioration de la gestion des ressources humaines</b>	<b>Les ressources humaines portent efficacement les missions des structures</b>	<b>Nombre d'outils RH élaborés et mis en œuvre Taux de satisfaction des besoins en RH</b>			<b>212 432</b>		<b>51,05%</b>		<b>19,80%</b>			
A3.2.3.1	Elaborer et mettre en œuvre un plan intégré de formation continue	Un plan intégré de formation continue est élaboré	Disponibilité du plan intégré de formation	Non	Oui	8 000	Oui	100,00%	698	0,08725	PIFC élaboré avec éventuellement des travaux complémentaires courant Janvier 2025	DOS	
		Les agents du SCRP sont outillés sur les techniques de prise de vue et de montage vidéo	Nombre d'agents formés	0	4	3 000	Les termes de référence ont été élaborés, traités, introduits pour signature. Retour des TDR avec des observations de DGI	10,00%		0	Les termes de référence ont été élaborés, traités, introduits pour signature. Retour des TDR avec des observations de DGI	DOS	
		Les agents de la DSF en charge de la production statistique sont formés sur les outils de business intelligence de Excel	Disponibilité du rapport de formation	Non	Oui		810	Oui	100,00%	800	0,987654321		DOS
		Les agents en charge de la production statistique sont formés sur le logiciel R	Disponibilité du rapport de formation	Non	Oui		810	Oui	100,00%	800	0,987654321	0	DOS
		Les statisticiens sont formés sur les notions de fiscalité	Disponibilité du rapport de formation	Non	Oui		325	Non	0,00%		0	L'abrogation du décret 2012-720/PRES/PM/MEF du 11 septembre 2012 portant réglementation des rétributions des prestations spécifiques par le conseil des ministres en sa séance du 12 juin 2024 avait entraîné le non tenu de formations	DOS

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables	
											durant plusieurs mois. En outre, les TDR qui étaient attendus de la DSF n'ont pas été transmis, malgré qu'elle ait été relancée.		
		Les points focaux chargés du suivi des délais de traitement des dossiers sont formés	Nombre de points focaux formés	0	16	2 310	0	0,00%		0	Les TDR qui étaient attendus du SCIMR n'ont pas été transmis malgré que ce service ait été relancé.	DOS	
		100 responsables sont formés sur les questions de leadership et du développement personnel	Nombre d'agents formés	0	100	10 000	0	0,00%		0	Une rencontre d'échange avec SRH DGI s'est tenue pour le choix du public cible prioritaire.  En outre, la réponse à la note transmise à DGI relativement à cette formation (modalité, choix des bénéficiaires, suggestion de thème) est toujours attendue.	DOS	
		Les agents sont formés sur les conventions fiscales	Nombre d'agents formés		100	2 220	48	48,00%	1 914	0,862342342	0	DOS	
		24 responsables des structures centrales de la DGI sont formés sur l'application de gestion du courrier	Nombre de responsables formés	0	24	200	0	0,00%		0	L'abrogation du décret 2012-720/PRES/PM/MEF du 11 septembre 2012 portant réglementation des rétributions des prestations spécifiques par le conseil des ministres en sa séance du 12 juin 2024 avait entraîné la non tenue de formations durant plusieurs mois.  De l'avis du Chef de service de distribution du courrier, le logiciel n'est pas encore effectif.  Proposition a donc été faite pour l'organisation d'une formation sur le logiciel de traitement du courrier Kira de concert avec la DI.	DOS	
		25 secrétaires des structures centrales de la DGI sont formés sur l'application de gestion du courrier	Nombre de secrétaires formés	0	25	6 000	0	10,00%		0	L'abrogation du décret 2012-720/PRES/PM/MEF du 11 septembre 2012 portant réglementation des rétributions des prestations spécifiques par le conseil des ministres en sa séance du 12 juin 2024 avait entraîné la non tenue de formations durant plusieurs mois.  De l'avis du Chef de service de distribution du courrier, le logiciel n'est pas encore effectif.  Proposition a donc été faite pour l'organisation d'une formation sur le logiciel de traitement du courrier Kira de concert avec la DI.	DOS	
		40 agents de liaison sont formés sur leur rôle	Nombre d'agents de liaison formés	0	40	8 500	42	105,00%	9 855	0,98548	0	Les TDR ont été élaborés.	DOS

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables
		40 agents de liaison sont formés sur les mesures disciplinaires et le code de déontologie et d'éthique de l'agent des impôts	Nombre d'agents de liaison formés	0	40	1 500	42	105,00%		0	0	DOS
		300 cadres des impôts sont formés au TADAT	Nombre de cadres formés	29	300	20 000	29	9,67%		0	L'abrogation du décret 2012-720/PRES/PM/MEF du 11 septembre 2012 portant réglementation des rétributions des prestations spécifiques par le conseil des ministres en sa séance du 12 juin 2024 a impacté le calendrier de mise en œuvre des formations entrant dans ce cadre.	DOS
		Les inspecteurs techniques des impôts sont formés	Nombre d'inspecteurs techniques des impôts formés	0	28	15 000	28	100,00%	9 600	0,64	0	DOS
		30 SGM et points focaux sont formés sur la NPJ	Nombre de SGM et de points focaux formés	0	30	3 500	0	0,00%		0	L'abrogation du décret 2012-720/PRES/PM/MEF du 11 septembre 2012 portant réglementation des rétributions des prestations spécifiques par le conseil des ministres en sa séance du 12 juin 2024 a empêché la tenue de formation pendant plusieurs mois.  Le Service financier a été relancé pour la transmission des TDR sans qu'il n'y ait eu de suite. Ce service a souhaité que cette formation soit reportée en 2025.	DOS
		Cent (100) agents des impôts sont formés en techniques d'accueil et de communication avec les usagers	Nombre d'agents formés	75	100	30 000	73	73,00%	912	0,0304	Au regard des contraintes budgétaires, le nombre de bénéficiaires a été revu à 80 agents. Toutefois, seuls 73 agents ont été formés les 12 et 13 juin 2024 pour un budget effectif de 912 000 FCFA, car il y a eu des absents à cette formation.	DOS
		150 acteurs sont formés à l'exploitation des données du système décisionnel	Nombre d'acteurs formés		150	17 500	0	10,00%		0	TDR introduits en signature. Système décisionnel en maintenance	DOS
A3.2.3.2	Assurer le renforcement des effectifs et des profils des emplois de la DGI	Un plaidoyer pour le recrutement du personnel du cadre ayant un profil diversifié est mené	Disponibilité du document de plaidoyer	Non	Oui	-	Atteint, Les expressions de besoin de recrutement en personnel de la DGI sur la période 2025-2027 prévoient le recrutement des Inspecteurs et Contrôleurs du cadastre,	100,00%	0	0		SRH

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables
		10 informaticiens sont affectés à la DGI	Nombre d'informaticiens affectés à la DGI	6	10		Atteints, 24 Informaticiens ont été affectés à la DI par notes de service	100,00%	0	0		SRH
		15 agents de soutien sont affectés à la DGI	Nombre d'agents de soutien affectés à la DGI	25	15		Atteints, 06 secrétaires et 02 chauffeurs, 03 policiers, 03 statisticiens, 03 Ingénieurs géomètres ont été affectés à la DGI. Le besoin a été exprimé et transmis à la DRH.	100,00%	0	0		SRH
A3.2.3.3	Elaborer et mettre en œuvre les outils RH	Les outils RH sont élaborés et mis en œuvre	Disponibilité du tableau prévisionnel des emplois et des effectifs	Non	Oui	10 000	Non atteint,	0,00%	0	0	Contrainte budgétaire	SRH
A3.2.3.4	Mettre en œuvre les fiches de poste de travail	Les fiches de poste de travail sont vulgarisées	Nombre de missions de vulgarisation	4	8	7 440	Non atteint	10,00%	0	0	TDRs élaborés et soumis à DGI	SRH
		Les fiches de poste de travail sont mises en œuvre	Pourcentage de poste de travail occupé selon les normes	7%	80%		Non atteint	10,00%	0	0	TDRs élaborés et soumis à DGI	SRH
A3.2.3.5	Assurer le suivi de la notification des contrats d'objectifs (Lettres de mission et fiches d'indication des attentes)	Tous les responsables et les agents ont reçu leur lettre de mission ou fiche d'indication des attentes	Taux de notification de contrats d'objectifs		100	-	Atteints, le SRH a réceptionné et classé dans les DIN Toutes les fiches d'indications des attentes au titre de 2024 et les lettres de mission du personnel de DGI transmis par les structures.	100,00%	0	1	Fiches d'indications des attentes disponibles dans les DIN	SRH
A3.2.3.6	Vulgariser et mettre en œuvre le plan de carrière	Le plan de carrière est vulgarisé auprès des agents	Nombre de missions de vulgarisation	0	8	6 000	Partiellement atteints, Mission de tournée de vulgarisation en cours de validation par DGI.	10,00%	0	0	TDRs élaborés et soumis à DGI	SRH
		Une enquête de satisfaction sur la mise en œuvre du plan de carrière est réalisée	Disponibilité du rapport d'enquête	Non	Oui		Partiellement atteints. Fiches d'évaluation de satisfaction conçue. En cours de réalisation	35,00%	0	0	TDRs élaborés et soumis à DGI	SRH
A3.2.3.8	Elaborer un projet de document sur le statut autonome du personnel de la DGI	Le projet de document sur le statut autonome du personnel de la DGI est élaboré	Disponibilité du document sur le statut autonome du personnel de la DGI	Non	Oui	15 000	Non atteints.	0,00%	0	0	Contrainte budgétaire	SRH
A3.2.3.9	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de valorisation de l'expertise au sein de la DGI	La stratégie de valorisation de l'expertise au sein de la DGI est élaborée	Disponibilité de la stratégie	Non	Oui	10 000	Non	0,00%		0		DOS
		Un pool d'experts de la DGI est actualisé					Non	0,00%		0	Dossier au niveau de SRH. Amendements faits par la	DOS

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables
											DOS sur le dossier en juin 2024.	
A3.2.3.10.NA	Traiter les avancements au titre de l'année 2023	Les avancements au titre de l'année 2023 sont traités	Proportion d'agents avancés ayant bénéficié de correction financière	97%	100%	12 400	Atteints. Tous les 868 agents devant avancer au titre de 2023 en ont bénéficié et l'incidence financière constaté	100,00%	12400	1	Les avancements au titre de l'année 2023 sont traités	SRH
A3.2.3.11.NA	Traiter les primes (motivation et rendement) au titre de l'année 2024	Les primes (motivation et rendement) sont traitées	Nombre de rapport sur le traitement des primes	4	4	17 100	Atteints. Les Primes du 4e trimestre 2023 et des 1er, 2e et 3e trimestres 2024 ont été traitées et les comptes rendus disponibles	100,00%	0	0		SRH
A3.2.3.12.NA	Organiser une session du comité de désignation des candidats aux décorations dans les ordres burkinabè au titre de l'année 2024	Une session du comité de désignation des candidats à la décoration dans les ordres burkinabè au titre de l'année 2024 est tenue	Disponibilité du rapport de session	Oui	Oui	342	Atteints, La session du comité a eu lieu le 13 mai 2024 et les 45 agents désignés. Le rapport des travaux est disponible.	100,00%	0	0		SRH
A3.2.3.13.NA	Organiser les sessions de la commission nationale d'affectation au titre de l'année 2024	Les sessions de la commission nationale d'affectation au titre de l'année 2024 sont organisées	Disponibilité du rapport de session	Oui	Oui	475	Atteints. La session de la CNA a eu lieu le 12 juillet 2024. Le compte rendu des travaux est disponible	100,00%	0	0		SRH
A3.2.3.14.NA	Organiser des sorties pour la prise en charge psychosociale ponctuelle des agents affectés	Des sorties pour la prise en charge psychosociale des agents affectés sont organisées	Disponibilité des rapports de sortie	Non	Oui	4 000	Atteint,	100,00%	588	0,15	Rapports de mission disponibles (05 régions concernées par la tournée en 2024)	SRH
<b>Action 3.2.4</b>	<b>Renforcement des compétences des acteurs</b>	<b>Les acteurs prennent en charge efficacement leurs attributions</b>	<b>Nombre d'acteurs formés Taux de satisfaction des besoins en renforcement des compétences</b>			<b>983 481</b>		<b>43,68%</b>		<b>10,58%</b>		
A3.2.4.4	Former les agents sur les moyens d'authentification et de validité des stickers et la méthodologie de contrôle de la facture normalisée	Les agents en charge du contrôle sont formés sur les moyens d'authentification et de validité des stickers	Nombre d'agents formés		50	5 000	45	90,00%	5 000	1	La formation des points focaux facture normalisée a été effectuée les 19 au 20 août 2024 à Koudougou. Au total 45 agents ont été formés  Initialement il était prévu une cible de 50 agents a formé mais le montant alloué était insuffisant d'où la diminution du nombre d'agents a formé.	DOS

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables	
A3.2.4.6	Former les agents sur la norme de transparence et d'échange de renseignements à des fins fiscales ainsi que la lutte contre les flux financiers illicites (FFI)	Des agents sont formés aux bonnes pratiques et standards internationaux	Nombre d'agents formés		50	5 000	267	100,00%	5 054	1,01072	Formations de Bobo-Dioulasso (01 au 07 juillet 2024), de Ouagadougou (13 au 16 mai 2024 au profit de la DGUF et de la DOS), de Manga et de Ouagadougou dans la salle informatique de la DRI-C au profit des formateurs, points focaux du réseau ER.	DOS	
A3.2.4.8	Former les chargés de gestion des moyens à l'utilisation du logiciel SIGCM et sur les instruments juridiques de gestion des bâtiments	Trente (30) chargés de gestion de moyens sont formés	Nombre d'acteurs formés	0	30	9 000	Les projets de TDRs sont élaborés et soumis à l'appréciation de la DOS	10,00%	0	0	Activité reportée pour 2025 sur l'initiative de DOS	BCMS	
A3.2.4.10	Assurer la formation des acteurs à l'exploitation du système décisionnel	150 acteurs sont formés à l'exploitation du système décisionnel	Nombre d'acteurs formés		150	17 500	Activités transférées à DOS	100,00%	0	0	Toutes les formations sont transférées à DOS	SRH	
A3.2.4.11	Renforcer les compétences des acteurs du foncier	Des agents sont formés aux logiciels métiers du foncier et du cadastre	Nombre d'agents formés aux logiciels métiers du foncier et du cadastre	104	150	21 250	Projet de TDR élaboré et validé	15,00%	0	0%	Dossiers de marché en cours à la DMP	DC	
A3.2.4.12	Organiser des sessions de formation continue en matière de contrôle fiscal (manuel de procédures, droits et garanties du contribuable, coaching, approche pédagogique)	Des sessions de formation ont été administrées	Nombre de sessions de formations		4	25 731	1	25,00%		0	La DCF a été relancée dans ce sens. Les TDR ont été transmis tardivement. Toutefois, une formation sur la documentation relative à la vérification de comptabilité a été réalisée le 18 décembre 2024.	DOS	
A3.2.4.15	Renforcer les compétences techniques des informaticiens	Dix (10) informaticiens de la DGI sont formés sur les outils de développement	Nombre d'informaticiens formés sur les outils de développement	NA	10	900 000	Non réalisé	0,00%	DI	0	0	DI	
		Cinq (05) informaticiens de la DGI sont formés sur les outils d'administration de bases de données	Nombre d'informaticiens formés sur les outils d'administration de bases de données	NA	5		Non réalisé	0,00%	0	0	0	0	DI
		Sept (07) informaticiens de la DGI sont formés sur	Nombre d'informaticiens formés sur les	NA	7		8 informaticiens ont été formés sur les infrastructures réseaux et systèmes	100,00%	0	0	0	0	DI

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables
		les infrastructures réseaux et systèmes	infrastructures réseaux et systèmes									
		Cinq (05) informaticiens de la DGI sont formés sur la gouvernance des systèmes d'information	Nombre d'informaticiens formés sur la gouvernance des systèmes d'information	NA	5		Non réalisé	0,00%	0	0	0	DI
		Cinq (05) informaticiens de la DGI sont formés sur la sécurité des systèmes d'information	Nombre d'informaticiens formés sur la sécurité des systèmes d'information	NA	5		2 informaticiens de la DGI ont été formés sur la sécurité des systèmes d'information	40,00%	0	0	0	DI
		Cinq (05) informaticiens de la DGI sont formés sur les outils de développement et d'administration BI	Nombre d'informaticiens formés sur les outils de développement et d'administration BI	NA	5		Non réalisé	0,00%	0	0	0	DI
		Cinq (05) informaticiens de la DGI sont formés à l'analyse approfondie des données	Nombre d'informaticiens formés à l'analyse approfondie des données	NA	5		Non réalisé	0,00%	0	0	0	DI
		Les codes sources de SINTAX sont maîtrisés par les informaticiens de la DGI	Taux de maîtrise des codes sources de SINTAX par les informaticiens de la DGI	NA	50%		Les codes sources de SINTAX sont maîtrisés à 25% par les informaticiens de la DGI	50,00%	0	0	0	DI
		Les codes sources de sénat et enlisse sont maîtrisés par les informaticiens de la DGI	Taux de maîtrise des codes sources de sénat et enlisse sont maîtrisés par les informaticiens de la DGI	NA	50%		Les codes sources de eSINTAX et eLiasse sont maîtrisés à 75% par les informaticiens de la DGI	100,00%	0	0	0	DI
		Les codes sources de IFU sont maîtrisés par les informaticiens de la DGI	Taux de maîtrise des codes sources de IFU sont maîtrisés par les informaticiens de la DGI	NA	50%		Les codes sources de IFU sont maîtrisés à 100% par les informaticiens de la DGI	100,00%	0	0	0	DI
		Les codes sources de STARE sont maîtrisés par les informaticiens de la DGI	Taux de maîtrise des codes sources de STARE sont maîtrisés par les	NA	50%		Les codes sources de STARE sont maîtrisés à 100% par les informaticiens de la DGI	100,00%	0	0	0	DI

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables
			informaticiens de la DGI									
		La technologie ETL du système décisionnel est maîtrisée par les informaticiens de la DGI	Taux de maîtrise des codes sources de la technologie ETL du système décisionnel est maîtrisée par les informaticiens de la DGI	NA	50%		Non réalisé	0,00%	o	o	o	DI
		Les codes sources de eTIMBRE sont maîtrisés par les informaticiens de la DGI	Taux de maîtrise des codes sources de eTIMBRE sont maîtrisés par les informaticiens de la DG	NA	50%		Non réalisé	0,00%	o	o	o	DI
Action 3.2.5	Amélioration du partage de l'information au sein de la DGI	Le dispositif de circulation de l'information répond aux besoins d'informations au sein des structures	Taux de fréquentation de l'intranet Taux de perception des agents à l'enquête			-		0,00%				
OS3.3	Mettre en place une stratégie de conduite du changement	Les agents partagent la vision de la DGI	Taux d'adhésion des agents à la vision					64,38%		0,00%		
Action 3.3.1	Développement d'une convergence de vue et d'objectifs des agents de la DGI	Les agents et la hiérarchie de la DGI partagent les mêmes valeurs et les mêmes objectifs	Niveau d'engagement du personnel dans la réalisation des objectifs du plan stratégique			227 167		73,75%		0,00%		
A3.3.1.1	Organiser la 13ème conférence annuelle de la DGI	La 13ème conférence annuelle de la DGI est organisée	Disponibilité du rapport général de la conférence annuelle	Oui	Oui	120 000	La 13ème conférence annuelle de la DGI a été organisée les 21 et 22 novembre 2024	100,00%	o	o		DPSR
		L'atelier bilan de la 13ème conférence annuelle de la DGI est réalisé	Disponibilité du rapport d'atelier	Oui	Oui	3 000	Le projet de rapport bilan est disponible	95,00%	o	o		DPSR
A3.3.1.2	Organiser le Prix de l'excellence de la Direction générale des impôts (PRIEX/DGI)	La 4ème édition du PRIEX/DGI est organisée	Disponibilité du rapport de tenue du PRIEX/DGI	Oui	Oui	100 000	Activité réalisée le 20 décembre	100,00%	o	o		SCRIP
A3.3.1.3	Promouvoir les principes et les valeurs professionnelles	1000 agents sont sensibilisés sur le	Nombre d'agents sensibilisés Disponibilité des		1000	4 167	Au 31 décembre 2024, l'activité de sensibilisation des agents de la DGI	0,00%	Le montant dépensé au titre des	o	La difficulté demeure l'inexistence du CDE chargé de conduire les activités de	ITI

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables
		contenu du code de déontologie et d'éthique Les agents exécutent leurs tâches conformément aux principes et valeurs professionnelles	rapports de l'ITI et du contrôle interne				sur le contenu du code de déontologie et d'éthique n'a pu être réalisée. Les structures syndicales interpellées et relancées sur la désignation de leurs représentants au Comité de déontologie et d'éthique (CDE) s'y attendent. Toutefois il faut noter que l'Inspection technique des impôts participe, dans le cadre des activités du Conseil de discipline du ministère, à des séances de sensibilisation des agents de certaines structures déconcentrées du MEF dont ceux des Directions régionales des impôts et à l'occasion les règles du code de déontologie et d'éthique sont présentées. Dans le cadre des activités de contrôle et d'audit, l'ITI a, au 31 décembre 2024, procédé à l'audit de quatre (04) recettes des impôts (RI DGE, DCI Ouaga 3, DCI Ouaga 4, DCI Ouaga 8), l'audit de deux (02) Services de cadastre et des travaux fonciers (SCTF Centre-nord et Centre-est), au contrôle de neuf (09) Brigades de vérification (BV DCI Bobo 1, 2, 3; DCI Ouaga 1, 5, 7; DRI Centre-Sud, Centre-Ouest et Plateau central), au contrôle de sept recettes des impôts (RI Ouaga 2, 9, Bobo 1, 4, DME-C1, DME-C2 et DGE), au contrôle de cinq (05) Recettes des domaines et de la publicité foncière (RDPF Ouaga 6, 9, Bobo 2, DPI Bale), au contrôle dans six (06) Centres départementaux des impôts (CDI Pabré, Saaba, Mogtédo, Nanoro, Korsimoro, Garango), au contrôle dans trois (03) Directions de centre des impôts (DCI Ouaga 1, 4, 8) et au contrôle dans sept (07) Directions provinciales des impôts (DPI Sissili, Ziro, Comoé, Oubritenga, Bazèga, Boulkiemend et Tuy)		audits et des contrôles effectués s'élève à cinquante-deux millions sept cent soixante-sept mille huit cent cinquante (52 767 850) francs au 31 décembre 2024		sensibilisation sur le code de déontologie et d'éthique	
Action 3.3.2	Poursuite de la dynamisation de la politique sociale	Le personnel est motivé et productif	Taux de perception de la politique sociale par les agents			20 000		55,00%				
A3.3.2.2	Mettre en œuvre la stratégie	Les agents nouvellement affectés à la DGI	Proportion d'agents nouvellement	0	100%	20 000	Atteints, les agents nouvellement sortis de	100,00%	0	0		SRH

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables
	d'accompagnement des agents de la DGI	sont formés en coaching La stratégie d'accompagnement des agents de la DGI est vulgarisée	affectés à la DGI formés en coaching Nombre de missions de vulgarisation	0	8		l'ENAREF et affectés à la DGI ont été formés Non atteint		0	0	Tjrs élaborés et soumis à DGI	SRH
<b>OS3.4</b>	<b>Repenser la dynamique de collaboration avec les partenaires de la DGI</b>	<b>Le partenariat facilite l'exécution des missions de la DGI</b>	<b>Taux de mise en œuvre des conventions de partenariat signées</b>			<b>119 340</b>		<b>58,33%</b>		<b>33,11%</b>		
<b>Action 3.4.1</b>	<b>Amélioration du partenariat avec les collectivités territoriales</b>	<b>Les relations entre la DGI et les CT sont emprunts de confiance, de transparence et porteuses de résultats</b>	<b>Taux d'accroissement des recouvrements des impôts Niveau de formalisation du partenariat avec les CT</b>			<b>16 300</b>		<b>25,00%</b>		<b>0,00%</b>		
A3.4.1.3	Former et sensibiliser les élus locaux	Un module de formation est élaboré, les acteurs locaux des régions du Centre et des Hauts Bassins sont formés	Disponibilité du module, nombre de sessions de formation	2	2	6 475	Modules de formations élaborés	50,00%		0		DSF
A3.4.1.3	Former et sensibiliser les élus locaux sur la fiscalité locale et sur leurs rôles et responsabilités dans la mobilisation des recettes et la promotion du civisme fiscal	Des acteurs locaux des régions du centre et des Hauts-Bassins sont formés et sensibilisés	Disponibilité du rapport de formation		Oui	9 825	Non	0,00%		0	Activité à comprendre La DOS est chargée de la formation continue	DOS
<b>Action 3.4.2</b>	<b>Dynamisation du partenariat avec les organisations professionnelles</b>	<b>Les échanges d'informations entre la DGI et ses partenaires sont améliorés</b>	<b>Niveau de formalisation du partenariat avec les organisations professionnelles</b>			<b>2 000</b>		<b>100,00%</b>		<b>12,00%</b>		
A3.4.2.2	Organiser des cadres de concertation avec les structures administratives et les organisations professionnelles de lutte contre les FFI	Deux rencontres de concertation sont organisées avec les structures administratives et les organisations	Nombre de rencontres tenues		2	2 000	2	100,00%	240	0,12		DOS

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables
	dans le cadre de l'évaluation du Burkina Faso par les pairs du Forum mondial	professionnelles de lutte contre les FFI										
<b>Action 3.4.3</b>	<b>Renforcement de la collaboration avec les organisations internationales</b>	<b>La DGI se conforme aux bonnes pratiques et aux standards internationaux</b>	<b>Nombre de partenariat conclu dans le cadre du système décisionnel Nombre de demandes de renseignements traités dans les délais Montant des droits rappelés</b>			101 040		50,00%		87,34%		
A3.4.3.1	Mettre en place un réseau de points focaux de l'échange de renseignements et de lutte contre les FFI et coordonner leurs opérations	Le réseau des points focaux est mis en place	Nombre de demandes de renseignements traités		20	1 000	Oui	100,00%	3 494	3,4935		DOS
A3.4.3.2	Renforcer la participation de l'Administration fiscale aux forums, rencontres et formations internationales	La DGI prend part aux rencontres internationales Les cotisations relatives à la participation aux rencontres internationales sont assurées	Taux de participation de la DGI aux rencontres internationales		-	59 000	Exécuté	100,00%	14 768	0	La DGI a organisé un atelier du FAFOA et participé des rencontres de l'ATAF, de l'OCDE, du FAFOA, du Forum mondial, de l'UA et du CREDAF	DLC
A3.4.3.5.NA	Renforcer les missions d'assistance technique et de voyages d'études au sein des administrations fiscales étrangères	La DGI bénéficie d'expériences et d'expertises des administrations fiscales d'autres pays	Nombre de missions d'assistance technique Nombre de voyages d'études		-	30 000	Non exécuté	0,00%	0	0		DLC
A3.4.3.6.NA	Effectuer le deuxième voyage d'études techniques pour des échanges d'expériences et de bonnes pratiques en matière de collecte électronique de	Le deuxième voyage d'études techniques pour des échanges d'expériences et de bonnes pratiques en matière de collecte électronique de données statistiques et fiscales est réalisé	Nombre de voyage d'étude réalisé	NA	1	11 040	Non réalisé	0,00%	0	0	0	DI

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Programmation financière (en milliers de FCFA)	Résultats atteints au 31 décembre 2024 (commentaires sur l'état d'exécution)	Taux d'exécution physique	Montant dépensé	Taux d'exécution financière	Observations/ Difficultés rencontrées	Structures responsables
	données statistiques et fiscales											

**Source : DGI/DPSR**

**Tableau 7 : Cadre de mesure des résultats**

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Etat de mise en œuvre à fin décembre 2024	Structures responsables
<b>Taux global d'exécution</b>					<b>75%</b>	<b>100%</b>	<b>58,26%</b>	
	TOTAL PROGRAMMATION BUDGETAIRE							
<b>Axe 1</b>	<b>Accélération de la transformation numérique</b>	<b>La DGI a atteint une maturité de transformation numérique appréciable</b>	<b>Taux global de télédéclaration des impôts et taxes par les contribuables immatriculés à l'IFU</b>	<b>(Nombre total de contribuables immatriculés actifs télédéclarants / Nombre total de contribuables immatriculés actifs) * 100</b>				
OS 1.1	Renforcer la disponibilité des services numériques de la DGI	La continuité de service est assurée	Taux de disponibilité informatique	(Durée total de fonctionnement normal- durée total d'indisponibilité) /durée total de fonctionnement normal)*100				
		La capacité du Datacenter est accrue	Taux d'accroissement de la capacité du Datacenter	[(Capacité du Datacenter N-capacité du Datacenter en N-1)/capacités du Datacenter en N-1]C100				
Action 1.1.1	Renforcement des infrastructures de production et d'exploitation	La performance du système d'information est assurée	Taux de couverture des besoins de stockage	(Besoins de stockage couverts/Besoins totaux de stockage)*100				
			Taux de couverture de la puissance de calcul	(Puissance de calcul disponible/Puissance de calcul nécessaire)*100				
			Taux de disponibilité du réseau informatique	(Durée total de disponibilité du réseau normal - durée total d'indisponibilité) /durée total de disponibilité du réseau normal)*100				
			Disponibilité d'un Datacenter de secours	Constat				
			Taux d'équipement informatique	(Equipements informatiques disponibles/Equipements informatiques nécessaires)*100				
A1.1.1.1	Renforcer les capacités du Datacenter (boubouan)	La capacité de stockage du Datacenter est passée de 320 To à 1250 To	Capacité de stockage	Constat	320To	940 To	535 To	DI
		Vingt (20) serveurs de production et de sauvegarde sont acquis	Nombre de serveurs acquis	Comptage		5	5	DI
		La capacité de la bande passante internet est passée de 10 Mbps à 50 Mbps	Capacité de bande passante	Constat	10Mbps	50 Mbps	30 Mbps	DI
A1.1.1.2	Mettre en place un Datacenter de secours (distant d'au moins 100 km)	La DGI dispose du bâtiment du Datacenter de secours à une distance d'au moins 100 Km	Disponibilité du bâtiment du Datacenter	Constat	Non	Oui	Non	DI
A1.1.1.3	Renforcer le réseau informatique	Dix-sept (17) sites de la DGI sont interconnectés au RESINA	Nombre de sites de la DGI interconnectés au RESINA	Comptage	7	17	14	DI
		Des liaisons redondantes sont créées	Nombre de liaisons redondantes mises en place	Comptage	-	-	0	DI
		10 sites de la DGI sont dotés d'énergie alternatives	Nombre de sites de la DGI dotés d'énergie alternative	Comptage	11	12	12	DI

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Etat de mise en œuvre à fin décembre 2024	Structures responsables
		5 sites névralgiques du RESINA sont dotés d'énergie alternatives	Nombre de sites du RESINA dotés d'énergie alternative	Comptage	-	5	0	DI
		Les réseaux de la DGI sont cartographiés	Taux des réseaux locaux identifiés en début d'année cartographiés	[(Réseaux cartographiés en N-réseaux cartographiés en N-1)/réseaux cartographiés en N-1]* 100		5%	20%	DI
A1.1.15.NA	Organiser la production des statistiques	Le guide de traitement, d'analyse et de présentation des indicateurs de la revue des performances est élaboré	Disponibilité du guide de traitement et d'analyse des indicateurs	Constat	Non	Oui	Oui	DSF
		L'annuaire statistique et le tableau de bord statistique 2023 sont élaborés, édités et diffusés	Disponibilité du tableau de bord statistique édition 2023	Constat	Oui	Oui	Oui	DSF
		Les indicateurs de la revue des performances de la DGI sont actualisés conformément aux nouveaux défis de l'année 2024	Disponibilité d'un catalogue des indicateurs de 2024	Constat	Non	Oui	Non	DSF
		Le tableau de bord statistique 2023 est édité et livré	Disponibilité du tableau de bord statistique édition 2023	Constat	Oui	Oui	Oui	DSF
		Les requêtes sont mises à jour et Les extractions automatisées	Disponibilité du rapport d'atelier	Constat	Oui	Oui	Non	DSF
<b>Action 1.1.2</b>	<b>Renforcement de la gouvernance et de la sécurité du système d'information</b>	<b>L'intégrité, la disponibilité et la confidentialité des données sont assurées</b>	<b>Niveau de conformité du système d'information</b>					
			<b>Taux de vulnérabilité</b>					
			<b>Taux d'applications couvertes par une politique de gestion d'accès</b>	(Nombre d'applications couvertes par une politique de gestion d'accès/Nombre total d'applications à couvrir)*100				
			<b>Taux des acteurs sensibilisés à la sécurité informatique</b>	(Nombre d'acteurs sensibilisés/Nombre total d'acteurs)*100				
			<b>Nombre d'accès non autorisés sur les applications sensibles</b>	Comptage				
			<b>Taux de résolution d'incidents</b>	(Nombre d'incidents survenus résolus/Nombre total d'incidents survenus)*100				
			<b>Taux de conformité des applications avec les normes nationales et internationales</b>	(Nombre d'applications conformes avec les normes nationales et internationales/Nombre total d'applications)*100				
A1.1.2.2	Renforcer la sécurité du Datacenter (boubouan) et des applications métiers	Douze (12) équipements de sécurité sont acquis, installés et configurés	Nombre d'équipements de sécurités acquis, installés et configurés	Comptage	0	12	11	DI
		La sécurité de l'accès physique au Datacenter est renforcée	Disponibilité du dispositif de sécurité d'accès physique du Datacenter	Constat	Non	Oui	Non	DI
		Quatre (04) zones d'accès sécurisé des données sont mises en place	Nombre de zones d'accès sécurisé des données mises en place	Comptage	0	4	2	DI
		Une politique de gestion des habilitations est élaborée	Disponibilité de la politique de gestion des habilitations	Constat	Non	Oui	Oui	DI

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Etat de mise en œuvre à fin décembre 2024	Structures responsables
		Le système de monitoring est implémenté	Disponibilité du système de monitoring	Constat	Non	Oui	Oui	DI
		Le système de contrôle d'accès est implémenté	Disponibilité du système de contrôle d'accès	Constat	Non	Oui	Non	DI
A1.1.2.6	Renforcer le cadre juridique du système d'information	Des protocoles d'échange de données sont élaborés	Nombre de protocoles d'échange de données élaborés	Comptage	17	4	0	DI
		Le rapport de conformité des applications est élaboré	Disponibilité du rapport de conformité des applications est élaboré	Constat	Non	Oui	Non	DI
A1.1.2.7	Assurer la maintenance des applications métiers et du système décisionnel	Les contrats de maintenance de SINTAX et du système décisionnel sont signés	Nombre de contrats de maintenance signés	Comptage	2	12	3	DI
		Les rapports de maintenance sont produits	Nombre de rapports de maintenance	Comptage	8	8	2	DI
		L'outil SINTAXNET est mis à niveau	Disponibilité de l'outil SINTAXNET mis à niveau	Constat	Non	Oui	Non	DI
		L'application gestion des tâches est migrée en Java	Disponibilité de la nouvelle version de l'application gestion des tâches	Constat	Non	Oui	Non	DI
		Les flux de données SINTAX-eSINTAX sont corrigés	Taux de correction des flux de données	(Nombre de flux de données corrigés/ Nombre total de flux de données à corriger)*100	0%	95%	35%	DI
		Les bugs et les insuffisances de eSINTAX sont corrigés	Taux de correction des bugs	(Nombre de bugs corrigés/ Nombre total de bugs identifiés)*100	0%	95%	100%	DI
A1.1.2.9	Vulgariser la politique de sécurité et la charte informatique	200 agents sont sensibilisés sur la politique de sécurité et la charte informatique	Nombre d'agents sensibilisés sur la politique de sécurité et la charte informatique	Comptage	0	500	0	DI
A1.1.2.10	Elaborer un plan d'équipement informatique	Le plan d'équipement informatique est validé	Disponibilité du plan d'équipement informatique	Constat	Non	Oui	Non	DI
A1.1.2.11	Elaborer un nouveau schéma directeur du système d'information (SDSI) couvrant la période 2025-2027	Le SDSI mis à jour est validé	Disponibilité du nouveau SDSI	Constat	Oui	Oui	Non	DI
A1.1.2.12.NA	Réaliser l'atelier de tests de l'interface de données entre la DGI et l'INSD	L'interface de données entre la DGI et l'INSD est testé et mise en production	Effectivité de l'exploitation de l'interface de données entre la DGI et l'INSD	Constat	Non	Oui	Oui	DI
A1.1.2.13.NA	Développer les écrans de consultation des statistiques fiscales	Les écrans de consultation des statistiques fiscales sont développés	Nombre d'écrans développés	Comptage	0	12	12	DI
<b>OS1.2</b>	<b>Assurer la numérisation des processus de gestion fiscale, domaniale, foncière et cadastrale</b>	<b>Les coûts et les délais de gestion de l'impôt et de délivrance des actes sont réduits</b>	<b>Nombre d'utilisateurs qui utilisent les services en ligne</b>	<b>Comptage</b>				
			<b>Taux de contribuables actifs de la DGE et des DME qui utilisent les téléprocédures</b>	<b>(Nombre de contribuables actifs de la DGE et des DME qui utilisent les téléprocédures/Nombre total de contribuables actifs de la DGE et des DME)*100</b>				
			<b>Taux de contribuables actifs des autres segments qui utilisent les téléprocédures</b>	<b>(Nombre de contribuables actifs des autres segments qui utilisent les téléprocédures/Nombre total de contribuables actifs des autres segments)*100</b>				
			<b>Taux d'actes traités dans les délais</b>	<b>(Nombre d'actes traités dans les délais/Nombre total d'actes reçus à traiter)*100</b>				

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Etat de mise en œuvre à fin décembre 2024	Structures responsables
Action 1.2.1	Optimisation de l'exécution numérique des fonctions fiscales	L'exécution numérique des fonctions fiscales est améliorée	Taux de fonctions fiscales numériques améliorées	(Nombre de fonctions fiscales numériques améliorées/Nombre total de fonctions fiscales numériques à améliorer)*100				
			Nombre de fonctions fiscales numériques implémentées	Comptage				
			Nombre de sources de données intégrées au système décisionnel	Comptage				
			Nombre d'indicateurs intégrés au système décisionnel	Comptage				
			Disponibilité d'un système intégré des procédures fiscales	Constat				
			Disponibilité d'un système de facturation électronique	Constat				
A1.2.1.1	Refondre les applications métiers de la DGI	Le consultant pour l'assistance à la conception et au développement des fonctionnalités du système intégré est recruté et les informaticiens sont formés Les fonctionnalités du logiciel IFU sont améliorées	Taux de prise en compte des fonctions fiscales par les applications métiers	(Nombre de fonctions fiscales prises en compte par les applications métiers/Nombre total de fonctions fiscales à prendre en compte)*100	0	-	0%	DI
			Taux des fonctionnalités du logiciel IFU améliorées	(Nombre de fonctionnalités du logiciel IFU améliorées/Nombre total de fonctionnalités du logiciel IFU à améliorer)*100	0%	100%	100%	DI
A1.2.1.2	Mettre en place un système de facturation normalisée électronique	L'installation et la configuration du dispositif sont effectuées	Existence du dispositif configuré	Constat	Non	Oui	Non	DI
Action 1.2.2	<b>Renforcement du système décisionnel</b>	<b>Le recoupement d'information et la prise de décision opérationnelle et stratégique sont améliorés</b>	<b>Nombre de décisions prises sur la base des données du système décisionnel</b>	<b>Comptage</b>				
A1.2.2.1	Intégrer de nouveaux indicateurs au système décisionnel	De nouveaux indicateurs sont intégrés au système décisionnel	Nombre de nouveaux indicateurs intégrés au système décisionnel	Comptage	260	-	0	DI
A1.2.2.2	Intégrer des données de sources internes et externes dans le système décisionnel	Les données de CBC, SYLVIE et de deux (02) structures de coordination des activités minières sont intégrées dans le système décisionnel	Nombre de sources de données intégrées	Comptage	7	4	2	DI
A1.2.2.3	Assurer la collecte, la diffusion et le suivi de l'exploitation des données du système décisionnel	Les données du système décisionnel sont collectées et diffusées	Nombre de contribuables détectés suite à l'analyse risque	Comptage	201	201	201	DERF
		Un mécanisme de suivi des retours d'informations est mis en place	Nombre de retours d'informations de l'exploitation des données	Comptage	NC	NC	161	DERF
Action 1.2.3	Modernisation de la gestion foncière, domaniale et cadastrale	L'exécution des procédures foncières, domaniales et cadastrales est dématérialisée aux fins de sécurisation foncière et d'évaluation massive des propriétés foncières	Taux de numérisation des documents fonciers et cadastraux	(Nombre de documents fonciers et cadastraux numérisés/Nombre total de documents fonciers et cadastraux à numériser)*100				
			Taux de procédures foncières et cadastrales digitalisées	(Nombre de procédures foncières et cadastrales digitalisées/Nombre total de procédures foncières et cadastrales à digitaliser)*100				

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Etat de mise en œuvre à fin décembre 2024	Structures responsables
			Taux de communes disposant d'un plan cadastral	(Nombre de communes disposant d'un plan cadastral/Nombre total de communes)*100				
			Disponibilité d'un fichier à jour des titulaires de droits réels immobiliers	Constat				
			Disponibilité du SIF	Constat				
			Taux de déploiement du SIF au niveau national	(Nombre de communes exploitant le SIF/Nombre total de communes)*100				
			Taux d'accroissement des recouvrements des impôts fonciers	[(Recouvrement des impôts fonciers N-Recouvrement des impôts fonciers en N-1)/Recouvrement des impôts fonciers en N-1]*100				
A1.2.3.1	Assurer la numérisation et l'archivage électronique de la documentation des services fonciers de la DGI	100% des plans cadastraux sont numérisés	Taux de plans cadastraux numérisés	(Nombre de plans cadastraux numérisés/Nombre total de plans cadastraux à numériser)*100	NC	100%	100%	DC
		200 000 dossiers cadastraux et fonciers sont numérisés	Nombre de dossiers cadastraux et fonciers numérisés	Comptage	112 713	200 000	218 679	DC
		100% des dossiers numérisés sont archivés électroniquement	Taux d'archivage électronique des dossiers numérisés	(Nombre de dossiers numérisés archivés électroniquement/Nombre total de dossiers numérisés)*100	10551100%	100%	100%	DC
		25% des titulaires des droits réels sont identifiés	Pourcentage des titulaires des droits réels identifiés	(Nombre des titulaires des droits réels identifiés/Nombre total des titulaires des droits réels)*100	20%	25%	25%	DC
		150 000 parcelles sont évaluées sur eCadastré	Nombre de parcelles évaluées sur eCadastré	Comptage	17 327	150 000	206 354	DC
A1.2.3.3	Mettre en place le système d'information foncière (SIF)	Les fonctionnalités de l'application SYC@D sont améliorées pour intégrer les procédures du foncier et des domaines jusqu'au livre foncier	Disponibilité de SYC@D améliorée	Constat	Non	Oui	Non	DI
		L'interface entre SYC@D et eCADASTRE est réalisée	Disponibilité de l'interface entre SYC@D et eCADASTRE	Constat	Non	Oui	Non	DI
		L'interface entre eCADASTRE et SINTAX est réalisée	Disponibilité de l'interface entre SYC@D et SINTAX	Constat	Non	Oui	Non	DI
		L'application eCADASTRE est maintenue pour corriger les insuffisances	Disponibilité de eCADASTRE améliorée	Constat	Non	Oui	Non	DI
A1.2.3.4	Densifier les points de polygonation	Des points de polygonation sont densifiés dans 25 communes	Nombre de points de polygonation densifiés	Comptage	0	25	19	DC
<b>Action 1.2.4</b>	<b>Modernisation de l'exécution des fonctions de support de la DGI</b>	<b>L'exécution de la fonction support de la DGI est informatisée</b>	<b>Taux de fonctions support numérisées</b>	<b>(Nombre de fonctions support numérisées/Nombre total de fonctions support numérisées à numériser)*100</b>				
A1.2.4.1	Informatiser la gestion des ressources humaines	Le logiciel de gestion des ressources humaines est conçu et exploité	Disponibilité du logiciel de gestion des ressources	Constat	Non	Oui	Non	DI
A1.2.4.2	Informatiser la gestion des archives et de la documentation administrative	Le logiciel de gestion des archives et de la documentation administratives	Disponibilité du logiciel de gestion des archives et de la documentation administratives	Constat	Non	Oui	Non	DI

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Etat de mise en œuvre à fin décembre 2024	Structures responsables
A1.2.4.3	Informatiser la gestion financière	Le logiciel de gestion financière est conçu et exploité	Disponibilité du logiciel de gestion financière	Constat	Non	Oui	Non	DI
A1.2.4.4.NA	Assurer le traitement des archives	Le traitement des archives du SCTF de la Boucle du Mouhoun, de la RDPF du Tuy et de la DRI Centre-Ouest est assuré	Disponibilité du rapport de mission	Constat	Non	OUI	Non	SAD
A1.2.4.5.NA	Concevoir une application de gestion du courrier	Une application de gestion du courrier est conçue	Disponibilité de l'application de gestion du courrier	Constat	Non	Oui	Non	SDC
<b>Action 1.2.5</b>	<b>Renforcement de la digitalisation des services offerts aux usagers</b>	<b>Les services rendus aux usagers sont améliorés</b>	<b>Nombre d'adhérents aux téléprocédures</b>	<b>Comptage</b>				
			<b>Taux de télédéclaration</b>	<b>(Nombre total de contribuables immatriculés actifs télédéclarants / Nombre total de contribuables immatriculés actifs) * 100</b>				
			<b>Taux de télépaiement</b>	<b>(Nombre total de contribuables immatriculés actifs télépayant / Nombre total de contribuables immatriculés actifs) * 100</b>				
			<b>Taux de services fonciers offerts en ligne</b>	<b>(Nombre de services fonciers offerts en ligne/Nombre total de services fonciers)*100</b>				
			<b>Taux de services fiscaux offerts en ligne</b>	<b>(Nombre de services fiscaux offerts en ligne/Nombre total de services fiscaux)*100</b>				
A1.2.5.1	Poursuivre l'implémentation des téléprocédures	Le module eEnregistrement de eSyntax est effectif	Effectivité du module eEnregistrement	Constat	Non	Oui	Oui	DI
A1.2.5.2	Informatiser l'ensemble des services rendus aux usagers	L'identification des personnes dans les logiciels métiers par le NIP est effectif	Taux des logiciels métiers qui utilisent le NIP pour l'identification des personnes	(Nombre de logiciels métiers utilisant le NIP pour l'identification des personnes/Nombre total de logiciels métiers)*100	0%	100%	100%	DI
		La prise en charge des impôts fonciers en RAR est effective	Taux des impôts fonciers pris en charge en RAR	(Nombre d'impôts fonciers pris en charge en RAR/Nombre total d'impôts fonciers)*100	0%	100%	80%	DI
<b>Axe 2</b>	<b>Construction d'une administration de services qui promeut le civisme fiscal et la sécurité foncière</b>	<b>Le citoyen adhère à l'impôt et à la recherche de la sécurité foncière</b>	<b>1. Taux des déclarations spontanées 2. Taux de paiement des déclarations spontanées</b>	<b>1. (100 - Taux de défaillance) 2. (100 - taux de constitution des RAR issues des déclarations spontanées)</b>				
OS2.1	Renforcer le sentiment d'empathie à l'égard des usagers/clients	Les usagers/clients sont satisfaits de l'engagement de la DGI à leur service	Taux de satisfaction des usagers clients	Enquête de satisfaction				
Action 2.1.1	Renforcement du cadre juridique incitatif au civisme fiscal	Les usagers/clients sont satisfaits des mesures incitatives définies	1. Taux de satisfaction des usagers /clients 2. Taux des contribuables ayant le statut civique	1. Enquête de satisfaction 2. (Nombre de contribuables actifs déclarant dans les délais/Nombre total de contribuables actifs)*100				
A2.1.1.6	Elaborer la note d'orientation portant sur le contrôle fiscal	Une note d'orientation définissant les critères et les modalités pratiques ( système de profilage des contribuables, secteurs d'activités) est élaborée	Disponibilité de la note d'orientation	Constat	Non	Oui	Oui	DCF
Action 2.1.2	Amélioration des relations avec les usagers/clients	Les usagers ont une bonne perception de l'administration fiscale	1. Taux des usagers clients ayant une bonne perception de la DGI 2. Nombre de plaintes, conflits	1. Enquête de satisfaction 2. Comptage 3. Comptage				

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Etat de mise en œuvre à fin décembre 2024	Structures responsables
			<b>3. Nombre des usagers/clients qui interagissent avec l'administration</b>					
A2.1.2.1	Mettre en place une signalétique facilitant l'accès et l'orientation des usagers/clients dans les services de la DGI	Une signalétique facilitant l'accès et l'orientation des usagers/clients dans les services de la DGI est mise en place	Nombre de services disposant d'une signalétique	Comptage	10	20	0	BCMS
A2.1.2.2	Organiser des rencontres d'échanges et des visites à caractère pédagogique avec les responsables des entreprises (communication sur des thématiques d'intérêt commun entre les agents et les usagers )	Quatre-vingt-quatre (84) rencontres d'échanges et les visites à caractère pédagogique sont organisées	Nombre de rencontres d'échanges et de visites organisées	Comptage	0	84	257	DSF/UR
A2.1.2.5	Organiser la rentrée fiscale	La 9 -ème rentrée fiscale est organisée	Disponibilité du rapport de tenu de la rentrée fiscale	Constat	Oui	Oui	Oui	SCRP
<b>Action 2.1.3</b>	<b>Renforcement de la communication externe</b>	<b>Les usagers/clients sont satisfaits de la communication de la DGI</b>	<b>1. Le taux de satisfaction 2. Le nombre de supports utilisés pour diffuser les messages 3. Nombre de personnes touchées</b>	<b>1. Enquête de satisfaction 2. Comptage 3. Comptage</b>				
A2.1.3.3	Participer à la cérémonie de récompense des journalistes (Concours Prix Gallian)	Un (01) prix spécial est décerné	Disponibilité du rapport de tenue des Prix Gallian	Constat	Non	Oui	Oui	SCRP
A2.1.3.7	Actualiser la stratégie de promotion du civisme fiscal	La stratégie de promotion du civisme fiscal est actualisée	Disponibilité du document de stratégie actualisée	Constat	Non	Oui	Non	DPSR
A2.1.3.8.NA	Produire une chanson institutionnelle pour la DGI	Une chanson institutionnelle est produite pour la DGI	Disponibilité de la chanson	Constat	Non	Oui	Non	SCRP
A2.1.3.9.NA	Assurer la participation de la DGI au tour du Faso	La participation de la DGI au tour du Faso 2024 est assurée	Disponibilité du rapport de participation au tour du Faso	Constat	Oui	Oui	Oui	SCRP
<b>Action 2.1.4</b>	<b>Contribution au renforcement de la légitimité de l'impôt (transparence, redevabilité, gouvernance fiscale).</b>	<b>RI 2.1.4 : Les citoyens ont compris le rôle et la nécessité de l'impôt</b>	<b>1. Taux de satisfaction des usagers/clients quant à l'utilisation du produit de l'impôt 2. Nombre de contrôles externes de l'administration fiscale disséminés 3. Nombre d'actions de redevabilité</b>	<b>1. Enquête de satisfaction 2. Comptage 3. Comptage</b>				
A2.1.4.1	Organiser le mois de l'exemplarité fiscale	Le mois de l'exemplarité fiscale est organisé	Nombre de structures publiques ayant participé au mois de l'exemplarité fiscale	Comptage	0	15	2	SCRP
A2.1.4.2	Organiser une campagne de sensibilisation sur l'utilité de l'impôt	Une campagne de sensibilisation sur l'utilité de l'impôt est organisée avec les artistes humoristes	Disponibilité du rapport de tenue de la campagne de sensibilisation	Constat	Non	Oui	Non	SCRP
A2.1.4.3	Organiser en collaboration avec une collectivité locale une journée de redevabilité sur les impôts locaux	Une (01) journée de redevabilité est organisée en collaboration avec une collectivité locale	Disponibilité du rapport de tenue de la journée de redevabilité	Constat	Non	Oui	Non	SCRP
<b>OS2.2</b>	<b>Valoriser l'action du contrôle fiscal au service du civisme</b>	<b>Les contribuables ayant bénéficié des actions de contrôle ont un meilleur comportement fiscal</b>	<b>1. Taux de déclarations spontanées des contribuables ayant bénéficié du contrôle pédagogique 2. Taux de conformité aux règles fiscales</b>	<b>1. (100 - Taux de défaillance des contribuables ayant bénéficié du contrôle pédagogique) 2. (Nombre de contribuables ayant bénéficié du contrôle pédagogique respectant les règles fiscales/Nombre total de contribuables ayant bénéficié du contrôle pédagogique)*100</b>				

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Etat de mise en œuvre à fin décembre 2024	Structures responsables
<b>Action 2.2.1</b>	<b>Action 2.2.1 : Amélioration du processus de sélection des contribuables à contrôler</b>	<b>Les contribuables présentant les plus grands risques sont prioritairement programmés</b>	<b>1. Taux de dossiers programmés suivant l'analyse risques informatisée</b>	<b>(Nombre de dossiers programmés suivant l'analyse risques informatisée/Nombre total de dossiers programmés)*100</b>				
A2.2.1.2	Elaborer les programmes de vérifications principalement sur la base de l'analyse risque informatisée (intégrer la cartographie des risques dans la base de données)	60% des programmes de vérifications sont élaborés sur la base de l'analyse risque informatisée	Pourcentage des programmes de vérifications élaborés sur la base de l'analyse risque informatisée	(Nombre de programmes de vérification élaborés sur la base de l'analyse risque informatisée/Nombre total de programmes de vérification élaborés)*100	0%	60%	98%	DCF
		Le dispositif de sélection informatisée est évalué a mi-parcours	Disponibilité du rapport d'évaluation	Constat	Non	Oui	Oui	DCF
A2.2.1.3	Elaborer des programmes spéciaux en fonction de toute information utile pertinente non encore intégrée à la base de données	Des programmes spéciaux de vérification sont élaborés	Pourcentage des dossiers contrôlés suite à l'exploitation des informations utiles et pertinentes reçues	(Nombre de dossiers contrôlés suite à l'exploitation des informations utiles et pertinentes reçues/Nombre total de dossiers contrôlés)*100	0%	90%	55%	DCF
<b>Action 2.2.2</b>	<b>Renforcement du suivi et de l'encadrement des services de contrôle</b>	<b>Les droits et garanties des contribuables sont préservés</b>	<b>Evolution du nombre des recours (réclamations et recours hiérarchiques)</b>	<b>Nombre de recours N - Nombre de recours N - 1</b>				
A2.2.2.1	Elaborer des notes et guides techniques en matière de contrôle fiscal (sur des chefs de redressements complexes, sur des secteurs spécifiques)	Des notes et guides techniques en matière de contrôle fiscal sont élaborés et diffusés	Disponibilité des notes et des guides techniques élaborés	Constat	Non	Oui	Oui	DOS
A2.2.2.2	Mener des missions de contrôle fiscal des secteurs spécifiques (banques, mines, assurances, PPP, etc.) avec l'appui du réseau d'experts de la DGI pour une assurance qualité	Des missions de contrôle des secteurs spécifiques sont menées de concert avec le réseau des experts	Nombre de missions de contrôle spécifiques menées	Comptage	0	4	10	DOS
A2.2.2.3	Organiser des sessions de formation continue en matière de contrôle fiscal (manuel de procédures, droits et garanties du contribuable, coaching, approche pédagogique)	Des sessions de formation ont été administrées	Nombre de sessions de formations	Comptage	0	3	0	DOS
A2.2.2.4	Organiser des rencontres techniques au profit des services de contrôles	Quatre (04) rencontres techniques sont tenues avec les services de contrôles	Nombre de rencontres techniques tenues	Comptage	0	4	5	DCF
A2.2.2.5	Traiter les dossiers de recours dans les délais	75% des dossiers de recours sont traités dans les délais	Taux de traitement des dossiers de recours dans les délais	(Nombre de dossiers de recours traités dans les délais/Nombre total de dossiers de recours reçus)*100	0%	75%	43%	DCF
<b>Action 2.2.3</b>	<b>Valorisation de la mission d'éducation fiscale dévolue au contrôle</b>	<b>Les contribuables ayant fait l'objet du contrôle pédagogique ont une meilleure compréhension des règles fiscales</b>	<b>1. Evolution du taux de conformité des déclarations des contribuables contrôlés (Evolution des résultats des contrôles des contribuables concernés) 2. Evolution des déclarations fiscales des contribuables concernés</b>	<b>1. 2. (Nombre de déclarations conformes des contribuables contrôlés - Nombre total de déclarations des contribuables contrôlés) * 100</b>				
A2.2.3.1	Organiser des opérations de contrôle "sensibilisation" sur l'usage de la facture normalisée	Des opérations de contrôle "sensibilisation" sur l'usage de la facture normalisée sont organisées	Nombre d'opérations	Comptage	7	5	6	DOS

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Etat de mise en œuvre à fin décembre 2024	Structures responsables
A2.2.3.2	Mettre en œuvre le programme de contrôles à but pédagogique (contrôle sans pénalités)	Le programme de contrôles à but pédagogique est mis en œuvre	Taux d'exécution du programme de contrôles à but pédagogique	(Nombre de dossiers contrôlés du programme de contrôles à but pédagogique/Nombre total de dossiers du programme de contrôles à but pédagogique)*100	0%	90%	0%	DCF
A2.2.3.3	Effectuer le suivi statistique du comportement fiscal des contribuables vérifiés dans le cadre du contrôle pédagogique	Les rapports de suivi statistique sont produits	Nombre de rapports produits	Comptage	0	2	0	DCF
A2.2.3.4. NA	Organiser des missions d'enquêtes et de recherches	Des missions d'enquêtes et de recherches sont organisées	Nombre de missions	Comptage	2	54	0	DERF
A2.2.3.5.NA	Mettre en place un dispositif de contrôle des mesures spécifiques	Le dispositif de contrôle des quantités de ciments produites est mis en place	Disponibilité du dispositif de contrôle des quantités de ciments produites	Constat	Non	Oui	Non	DERF
		Le dispositif de contrôle de la contribution spéciale est mis en place	Disponibilité des rapports mensuels	Constat	Non	Oui	Oui	DERF
<b>OS2.3</b>	<b>Renforcer la sécurité foncière et les services rendus aux usagers/clients</b>	<b>Les coûts d'accès aux services offerts par l'administration fiscale sont réduits</b>	<b>1. Taux des interactions via les nouvelles offres de services par rapport aux cibles 2. Taux de satisfaction relatif aux services innovants</b>	<b>1. 2. Enquête de satisfaction</b>				
<b>Action 2.3.1</b>	<b>Renforcement de l'offre de services en matière domaniale, foncière et cadastrale</b>	<b>Les usagers/clients sont satisfaits des prestations domaniale, foncière et cadastrale</b>	<b>1. Evolution du nombre de titres d'occupation délivrés dans les délais 2. Le taux de satisfaction des usagers/clients sur les prestations des services fonciers</b>	<b>1. Nombre de titres d'occupation délivrés dans les délais N - Nombre de titres d'occupation délivrés dans les délais N - 1 2. Enquête de satisfaction</b>				
A2.3.1.1	Organiser des opérations spéciales de délivrance massive des titres d'occupation, aux usagers/clients	Des opérations spéciales de délivrance massive des titres d'occupation sont organisées	Nombre d'opérations spéciales de délivrance de titre organisé	Comptage	4	3	2	DADF
A2.3.1.2	Organiser des opérations spéciales d'apurement des dossiers fonciers en instance	Trois (03) opérations spéciales d'apurement des dossiers de bornage sont organisées	Nombre d'opérations spéciales d'apurement des dossiers de bornage organisées	Comptage	0	3	3	DC
		Trois (03) opérations spéciales d'apurement des dossiers d'évaluation sur les titres fonciers sont organisées	Nombre d'opérations spéciales d'apurement des dossiers d'évaluation sur les titres fonciers organisées	Comptage	0	3	3	DC
A2.3.1.4.NA	Organiser des campagnes de sensibilisation sur la sécurisation foncière	5 rencontres d'échanges et d'information sont organisées	Nombre de rencontres d'échanges et d'information organisées	Comptage	0	5	0	DGUF-O
		3 émissions radiophoniques interactives sont organisées	Nombre d'émissions radiophoniques interactives	Comptage	0	3	0	DGUF-O
<b>Action 2.3.2</b>	<b>Amélioration de la qualité du service rendu aux usagers/clients</b>	<b>Les usagers/clients sont satisfaits de la qualité des services rendus</b>	<b>1. Taux d'utilisation des services 2. Taux de satisfaction des usagers/clients</b>	<b>1. [(Nombre de demandes de services N - Nombre demandes de services N - 1)/Nombre demandes de services N - 1]*100 2. Enquête de satisfaction</b>				
A2.3.2.3	Mettre à jour le référentiel des délais de traitement des dossiers	Le référentiel des délais de traitement des dossiers est mis à jour	Disponibilité du référentiel des délais de traitement mis à jour	Constat	Non	Oui	Oui	SCIMR
<b>Action 2.3.3</b>	<b>Développement des offres de services innovants qui facilitent</b>	<b>Les usagers /clients ont une plus grande facilité d'accès aux services de la DGI</b>	<b>1. Le nombre de services innovants fonctionnels</b>	<b>1. Comptage 2. Enquête de satisfaction</b>				

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Etat de mise en œuvre à fin décembre 2024	Structures responsables
	<b>l'accomplissement des obligations fiscales</b>		<b>2. Le taux de satisfaction des usagers/clients</b>					
A2.3.3.3	Former et assister les usagers à l'utilisation des services en ligne	Les usagers sont formés à l'utilisation des services en ligne	Nombre d'usagers formés	Comptage	0	1 000	0	DOS
A2.3.3.5	Opérationnaliser le numéro vert	Le numéro vert est opérationnel	Disponibilité du rapport opérationnalisation du numéro vert	Constat	Non	Oui	Non	SCRP
A2.3.3.6.NA	Certifier la page Facebook de la DGI	La page Facebook de la DGI est certifiée	Disponibilité de la page Facebook DGI certifiée	Constat	Non	Oui	Non	SCRP
<b>Axe 3</b>	<b>Amélioration des performances de la DGI par le management moderne des capacités institutionnelles, organisationnelles et opérationnelles</b>	<b>Le système managérial de la DGI favorise une mise en œuvre efficace de ses activités et permet de mobiliser 8 595 milliards sur la période 2023-2027</b>	<b>Taux d'exécution du PTA</b>	<b>Rapport d'activités</b>				
			<b>Taux de recouvrement des prévisions</b>	<b>(Recouvrements/Prévisions)*100</b>				
			<b>Taux de croissance des recettes</b>	<b>[(Recouvrements N - Recouvrements N - 1)/Recouvrements N - 1]*100</b>				
<b>OS3.1</b>	<b>Améliorer le cadre institutionnel et les capacités de pilotage</b>	<b>Les capacités de pilotage améliorées contribuent à l'accroissement des performances</b>	<b>Taux d'exécution du programme d'activités</b>	<b>Rapport d'activités</b>				
<b>Action 3.1.1</b>	<b>Renforcement du cadre institutionnel, des outils, des moyens, cadres de pilotage et des stratégies opérationnelles</b>	<b>Le cadre institutionnel, les outils, moyens et cadres de pilotage participent efficacement à l'amélioration des capacités de pilotage</b>	<b>Disponibilité des outils de pilotage</b>	<b>Constat</b>				
A3.1.1.1	Assister les unités de recouvrement (UR) dans l'analyse et l'apurement des RAR	L'analyse des RAR des DRI Centre, Hauts Bassins, Sud-Ouest et Nord est assurée	Disponibilité du rapport d'analyse	Constat	Oui	Oui	Oui	DSF
L'analyse des RAR des grandes UR est assurée		Disponibilité du rapport semestriel	Constat	Oui	Oui	Oui	DSF	
Les RAR des gros reliquataires des UR sont apurés		Taux de recouvrement des RAR cantonnés	(Recouvrements des RAR cantonnés/RAR cantonnés)*100	6,63%	8%	8%	DSF	
		Taux d'apurement des RAR cantonnés	(Dégrèvements des RAR cantonnés/RAR cantonnés)*100	17,70%	20%	24%	DSF	
A3.1.1.2	Effectuer des opérations spécifiques de recouvrement forcé	Les procédures d'inscriptions hypothécaires légales sont mises en œuvre.	Nombre d'inscriptions hypothécaires légales effectuées	Comptage	0	25	42	DOS
Les procédures de saisies mobilières et immobilières sont mises en œuvre.		Nombre de saisies effectuées	Comptage	0	5	1	DOS	
Les créances de l'Etat sont inscrites au RCCM.		Nombre de créances de l'Etat inscrites au RCCM	Comptage	0	50	27	DOS	
A3.1.1.3	Conduire les opérations de compensations de créances	Des opérations de compensation de créances sont organisées	Pourcentage des créanciers de l'Etat sélectionnés ayant adhéré à la compensation	(Nombre de créanciers de l'Etat sélectionnés ayant adhéré à la compensation /Nombre total de créanciers de l'Etat sélectionnés)*100	0%	10%	0%	DSF
A3.1.1.4	Mettre en place des comités de gestion des risques d'incivisme	Des comités de gestion des risques d'incivisme sont mis en place à la DGE et dans les DME	Nombre de comités installés	Comptage	0	-	0	SCIMR
A3.1.1.5	Mettre en place et promouvoir des standards de qualité	Les membres du Codir sont formés sur les concepts qualité et exigences des normes	Disponibilité du rapport de formation	Constat	Non	Oui	Non	CAT

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Etat de mise en œuvre à fin décembre 2024	Structures responsables
		L'audit diagnostic et le plan d'action sont élaborés	Disponibilité du rapport d'audit diagnostic et du plan d'action	Constat	Non	Oui	Non	CAT
		La politique qualité est élaborée	Disponibilité du document de politique qualité	Constat	Non	Oui	Non	CAT
A3.1.1.7	Opérationnaliser la mise en œuvre du droit de préemption de l'administration	Le droit de préemption est exercé	Nombre d'immeubles rachetés	Comptage	0	2	0	DOS
A3.1.1.8	Elaborer un plan de continuité des services	Un plan de continuité des services est élaboré	Disponibilité du plan de continuité des services	Constat	Non	Oui	Non	DPSR
A3.1.1.9	Evaluer la mise en œuvre de la segmentation des contribuables (efficacité de la réforme)	La segmentation administrative et législative est évaluée	Disponibilité du rapport d'évaluation	Constat	Non	Oui	Non	DPSR
A3.1.1.10	Produire et actualiser des monographies sur des secteurs d'activités spécifiques	Une monographie sur un secteur des industries et trois sur d'autres secteurs spécifiques sont élaborées	Nombre de nouvelles monographies élaborées	Comptage	0	4	0	DERF
A3.1.1.11.NA	Recouvrer les recettes propres de l'Etat	1 565,225 milliards sont recouverts au profit du budget de l'Etat	Taux de recouvrement des recettes au profit du budget de l'Etat	(Recouvrements budget de l'Etat/Prévisions budget de l'Etat)*100	98%	100%	88%	DSF
		45 milliards sont recouverts au profit des CT	Taux de recouvrement des recettes au profit du budget des CT	(Recouvrements budget des CT/Prévisions budget des CT)*100	102%	100%	116%	DSF
		75 milliards FCFA sont recouverts au profit du FSP par la DGI	Taux de recouvrement des recettes au profit du budget de l'Etat	(Recouvrements FSP/Prévisions FSP)*100	100%	100%	150%	DSF
		Les recouvrements définitifs 2023 de la DGI sont stabilisés et validés	Disponibilité des recouvrements définitifs 2023 de la DGI	Constat	Oui	Oui	Oui	DSF
A3.1.1.12.NA	Organiser les cadres de concertation avec les UR	Les rencontres semestrielles avec les receveurs, les CSA et les Chefs SISFO du Centre sont tenues	Nombre de rencontres tenues	Comptage	2	6	3	DSF
		Douze revues de performances sont organisées	Nombre de revues de performances tenues	Comptage	12	12	12	DSF
		Les rapports trimestriels de performances sont produits	Nombre de rapports trimestriels de performance	Comptage	4	4	4	DSF
		Les rapports trimestriels d'exécution du budget en recettes sont produits	Nombre de rapports trimestriels d'exécution du budget	Comptage	4	4	4	DSF
		Une rencontre est tenue avec le DR, les DCI, DPI, CDI et SISFO des Hauts bassins	Disponibilité du compte rendu	Constat	Non	Oui	Non	DSF
A3.1.1.13.NA	Organiser des concertations des acteurs de la chaîne foncière	Un cadre de concertation est institué Des séances de concertations des acteurs de la chaîne foncière sont tenues	Disponibilité de la note portant institution du cadre de concertation Nombre de séances tenues	Constat Comptage	Non 0	Oui 3	Non 0	DADF
A3.1.1.14.NA	Organiser des cadres de concertation avec les SGM	Le cadre de concertation avec les SGM est institué	Disponibilité de la note	Constat	Non	Oui	Non	SF
		2 rencontres sont organisées avec les SGM	Disponibilité des comptes rendus	Constat	Non	Oui	Non	SF
A3.1.1.15.NA	Réaliser une étude portant tarification du bail emphytéotique des terres de l'Etat et des collectivités territoriales	L'étude portant de la tarification du bail emphytéotique des terres de l'Etat et des collectivités territoriales est réalisée	Disponibilité du rapport d'étude	Constat	Non	Oui	Non	DADF
A3.1.1.16.NA	Evaluer l'impact des mesures fiscales nouvelles des lois de finances 2021, 2022 et 2023	L'impact des mesures fiscales nouvelles des lois de finances 2021, 2022 et 2023 est évalué	Disponibilité du rapport d'évaluation	Constat	Non	Oui	Non	DSF

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Etat de mise en œuvre à fin décembre 2024	Structures responsables
<b>Action 3.1.2</b>	<b>Amélioration du système de planification et de suivi-évaluation</b>	<b>Le système de planification et de suivi-évaluation est digitalisé et exploité au sein des structures</b>	<b>Disponibilité d'outils informatisés de planification et de suivi-évaluation</b>	<b>Constat</b>				
A3.1.2.1	Réaliser les différentes évaluations de la DGI selon les normes internationales	Une auto-évaluation des indicateurs TADAT est réalisée	Disponibilité du rapport d'auto évaluation	Constat	Non	Oui	Non	DPSR
		Une évaluation TADAT est réalisée	Disponibilité du rapport d'évaluation	Constat	Non	Oui	Non	DPSR
		Une évaluation par les pairs du forum mondial est réalisée	Disponibilité du rapport d'évaluation	Constat	Non	Oui	Oui	DOS
A3.1.2.2	Assurer le suivi-évaluation de la mise en œuvre des différents documents stratégiques de la DGI	Le suivi-évaluation de la mise en œuvre du PS est assuré	Disponibilité du rapport de suivi-évaluation du PS	Constat	Non	Oui	Oui	DPSR
		Le suivi évaluation de la mise en œuvre du PAI est assuré	Disponibilité du rapport de suivi-évaluation du PAI	Constat	Non	Oui	Oui	DPSR
		Le suivi évaluation de la mise en œuvre du plan d'action des recommandations des ANF est assuré	Disponibilité du rapport de suivi-évaluation de l'ANF	Constat	Non	Oui	Oui	DPSR
		Le suivi évaluation de la mise en œuvre de la stratégie de promotion du civisme fiscal est assuré	Disponibilité du rapport de suivi-évaluation de la stratégie de promotion du civisme fiscal	Constat	Non	Oui	Oui	DPSR
A3.1.2.4	Vulgariser le plan stratégique (PS) 2023-2027 de la DGI	13 missions de communication sur le PS sont organisées dans les Directions régionales	Nombre de sessions de formation/communication	Comptage	0	13	0	DPSR
A3.1.2.6.NA	Elaborer une stratégie d'accompagnement psychosocial des agents de la DGI	La stratégie d'accompagnement psychosocial des agents est élaborée	Disponibilité de la stratégie	Constat	Non	Oui	Non	SRH
A3.1.2.7.NA	Elaborer les lettres de mission des structures (directions centrales, services rattachés et UR) de la DGI	Les lettres de mission sont élaborées	Disponibilité des lettres de missions	Constat	Oui	Oui	Oui	CAT
A3.1.2.8.NA	Elaborer le programme d'activités 2025 de la DGI	Le programme d'activités 2025 de la DGI est élaboré	Disponibilité du programme d'activités 2025	Constat	Oui	Oui	Oui	DPSR
A3.1.2.9.NA	Elaborer les rapports d'activités 2022 et 2023 de la DGI	Les rapports d'activités 2022 et 2023 de la DGI sont élaborés	Disponibilité des rapports d'activités	Constat	Non	Oui	Oui	DPSR
A3.1.2.10.NA	Elaborer le rapport à mi-parcours de l'exécution du budget du FE DGI 2024	le rapport à mi-parcours de l'exécution du budget du FE-DGI 2024 est élaboré	Disponibilité du rapport d'exécution à mi-parcours du budget	Constat	Oui	Oui	Non	SF
A3.1.2.11.NA	Elaborer le projet de budget du FE DGI 2025	Le projet de budget du FE DGI 2025 est élaboré	Disponibilité du projet de budget	Constat	Oui	Oui	Non	SF
A3.1.2.12.NA	Elaborer l'avant-projet de budget titre II gestion 2025	L'avant-projet de budget titre II gestion 2025 est élaboré	Disponibilité de l'avant-projet de budget 2025	Constat	Oui	Oui	Oui	SRH
<b>Action 3.1.3</b>	<b>Amélioration du système de contrôle interne</b>	<b>Le niveau de maturité du contrôle interne est amélioré</b>	<b>Niveau de maturité du contrôle interne</b>					
A3.1.3.1	Mettre à jour la cartographie des risques de la DGI	La cartographie des risques est mise à jour	Disponibilité d'une cartographie des risques actualisée	Constat	Non	Oui	Oui	SCIMR
A3.1.3.4	Elaborer et/ou mettre à jour des outils de suivi-évaluation du contrôle interne	Un répertoire des recommandations issues des missions des corps de contrôle interne et externe est élaboré	Disponibilité du répertoire des recommandations issues des missions des corps de contrôle interne et externe	Constat	Non	Oui	Oui	SCIMR
		Le répertoire des principaux outils de contrôle interne de la DGI est élaboré	Disponibilité du répertoire des principaux outils de contrôle interne	Constat	Non	Oui	Oui	SCIMR
		Des outils de reporting sont élaborés ou mis à jour	Nombre d'outils de reporting élaborés ou mis à jour	Comptage	5	10	Oui	SCIMR

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Etat de mise en œuvre à fin décembre 2024	Structures responsables
A3.1.3.5.NA	Evaluer le système de contrôle interne de la DGI	Le système de contrôle interne de la DGI est évalué	Disponibilité du rapport d'évaluation	Constat	Non	Oui	Oui	SCIMR
A3.1.3.6.NA	Assurer le suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des missions des corps de contrôle interne et externe	Les rapports de suivi sont produits	Nombre de rapports produits	Comptage	7	7	11	SCIMR
A3.1.3.7.NA	Mener des opérations de sensibilisation, de suivi et de contrôle de l'utilisation des matières en service de concert avec l'ITI et le SCIMR.	Les opérations de sensibilisation, de suivi et de contrôle sont réalisées auprès de 13 détenteurs des matières de la DGI	Rapport des missions de sensibilisation, de suivi et de contrôle	Constat	Non	Oui	Non	BCMS
<b>OS3.2</b>	<b>Renforcer les capacités opérationnelles</b>	<b>Les capacités opérationnelles sont en adéquation avec les besoins exprimés</b>	<b>Taux de couverture des besoins exprimés</b>	<b>(Besoins satisfaits / Besoins exprimés) * 100</b>				
<b>Action 3.2.1</b>	<b>Amélioration du cadre juridique fiscal, foncier, domanial et cadastral</b>	<b>Le cadre juridique fiscal, foncier, domanial et cadastral est transparent, efficace, efficient, flexible et accessible</b>	<b>Disponibilité d'un cadre juridique unifié</b>	<b>Constat</b>				
A3.2.1.1	Relire le code général des impôts	Les mesures fiscales nouvelles de la LF 2025 sont élaborées	disponibilité des mesures fiscales nouvelles de la LF 2025	Constat	Non	Oui	Oui	DLC
		L'arrêté interministériel sur la commission communale de délimitation des propriétés est relu	Disponibilité des textes relus	Constat	Non	Oui	Non	DC
		L'arrêté interministériel sur le sectionnement cadastral de la commune est rédigé	Disponibilité des textes relus	Constat	Non	Oui	Non	DC
A3.2.1.3	Rédiger un rapport pour situer la nécessité d'opérationnaliser le fonds national d'indemnisation en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique	Le décret portant opérationnalisation du fonds national d'indemnisation est adopté	Disponibilité du décret	Constat	Non	Oui	Non	DLC
A3.2.1.4	Elaborer et transmettre les textes déterminant la valeur vénale des terrains dans le cadre des opérations d'expropriation ou de retrait de terrains pour cause d'utilité publique	Les textes portant détermination de la valeur vénale des terrains sont disponibles	Disponibilité des textes	Constat	Non	Oui	Non	DADF
A3.2.1.5	Relire les textes portant perception des droits et taxes fonciers et domaniaux	L'arrêté interministériel sur les tarifs administratifs de bornage est relu	Disponibilité de l'arrêté interministériel sur les tarifs administratifs de bornage	Constat	Oui	Oui	Non	DC
		L'arrêté portant sur les tarifs des prestations cadastrales est relu	Disponibilité de l'arrêté portant sur les tarifs des prestations cadastrales est relu	Constat	Oui	Oui	Non	DC
A3.2.1.9	Conduire le processus d'inscription des biens immatériels de la DGI à l'OAPI	Le logo de la DGI est protégé Les applications SINTAX, eSINTAX, eCADASTRE, SYC@D, eCME sont protégées	Nombre de biens immatériels protégés à l'OAPI	Comptage Comptage	0	6	0	DLC DLC
A3.2.1.10.NA	Elaborer un recueil des rescrits	Le recueil des rescrits est élaboré	Disponibilité du recueil	Constat	Non	Oui	Non	DLC
	Elaborer la note d'orientation de la LF 2024	La note d'orientation de la LF 2024 est élaborée	disponibilité de la note d'orientation	Constat	Non	Oui	Non	DLC
A3.2.1.11.NA	Vulgariser les mesures fiscales nouvelles de la LF 2024	Les agents sont formés sur les mesures fiscales nouvelles	Nombre d'agents formés	Comptage	Non	200	200	DLC

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Etat de mise en œuvre à fin décembre 2024	Structures responsables
A3.2.1.12.NA	Assurer le contrôle qualité des travaux des géomètres experts et des SCTF	Le contrôle qualité des travaux de 5 géomètres experts est assuré	Nombre de géomètres experts contrôlés	Comptage	0	5	10	DC
		Le contrôle qualité des travaux de 5 SCTF est assuré	Nombre de SCTF contrôlés	Comptage	0	5	2	DC
A3.2.1.13.NA	Assurer le contrôle qualité des travaux de numérisation des DT et des TF	Les DT et TF numérisés sont contrôlés et validés	Nombre de DT et TF indexés dans la GED	Comptage	0	100 000	0	DC
A3.2.1.14.NA	Assurer le contrôle qualité des procès-verbaux d'évaluation émanant des experts immobiliers	60 procès-verbaux d'évaluation émanant des experts immobiliers sont contrôlés	Nombre de procès-verbaux contrôlés	Comptage	0	60	53	DGUF-O
<b>Action 3.2.2</b>	<b>Renforcement des ressources financières, infrastructures, équipements et outils de gestion</b>	<b>Les équipements, infrastructures et outils de gestion sont financés de manière adéquate</b>	<b>Taux de progression du budget alloué à la DGI Taux d'exécution du budget du FE DGI Nombre de nouvelles infrastructures construites</b>	<b>1. [(Budget alloué à la DGI N - Budget alloué à la DGI N - 1) / Budget alloué à la DGI N - 1] * 100 2. (Dépenses sur FE / FE) * 100 3. Comptage</b>				
A3.2.2.1	Actualiser le plan d'investissement 2017-2025 de la DGI	Le plan d'investissement 2017-2025 de la DGI est actualisé	Disponibilité du plan d'investissement actualisé	Constat	Non	Oui	Non	BCMS
A3.2.2.3	Réhabiliter, rénover, réfectionner et mettre aux normes les bâtiments vétustes, délabrés et inadaptés	Cinq (05) bâtiments sont réhabilités, rénovés, réfectionnés et mis en norme	Nombre de bâtiments réhabilités, rénovés, réfectionnés et mis en norme	Comptage	5	5	1	BCMS
A3.2.2.6	Elaborer un manuel de procédures de la gestion financière	Les procédures de gestion financière sont régies par un manuel	Disponibilité du manuel de procédures	Constat	Non	Oui	Non	SF
A3.2.2.7.NA	Elaborer les outils de pilotage (kit minimum, plan d'équipements) de la gestion de la comptabilité des matières au sein de la DGI	Les outils de pilotage de la gestion de la comptabilité des matières sont élaborés	Nombre d'outils de pilotage	Comptage	0	2	0	BCMS
A3.2.2.8.NA	Relire le manuel de procédures opérationnelles	Les processus de délivrance des titres et actes fonciers sont relus	Disponibilité du manuel de procédures opérationnelles relu	Constat	Oui	Oui	Oui	DADF
A3.2.2.9.NA	Elaborer un manuel de procédure et des documents types en matière d'expropriation	Le manuel de procédure et les documents types en matière d'expropriation sont élaborés et adoptés	Disponibilité du manuel de procédure et des documents types	Constat	Non	Oui	Non	DADF
A3.2.2.10.NA	Elaborer les outils de capitalisation des rapports de missions	Un canevas de capitalisation est élaboré	Disponibilité du canevas	Constat	Non	Oui	Oui	CAT
A3.2.2.11.NA	Suivre la tenue de la comptabilité des matières et produire le compte de gestion	Les tenues de la comptabilité des matières de 8 structures de Ouagadougou sont suivies	Nombre de structures suivies	Comptage	0	8	8	BCMS
A3.2.2.12.NA	Faire l'inventaire initial complémentaire du patrimoine non financier de la DGI	L'inventaire initial complémentaire du patrimoine non financier de la DGI est fait	Disponibilité du rapport d'inventaire	Constat	Oui	Oui	Non	BCMS
A3.2.2.13.NA	Organiser l'enlèvement du matériel hors d'usage dans les structures centrales et régionales de la DGI	Le matériel hors d'usage est enlevé	Disponibilité du PV d'enlèvement de matériels	Constat	Non	Oui	Non	BCMS
A3.2.2.14.NA	Elaborer et mettre en œuvre un système de gestion de la sécurité des locaux de la DGI	Un système de gestion de la sécurité des locaux de la DGI est élaboré	Disponibilité du document validé du système de gestion de la sécurité des locaux	Constat	Non	Oui	Non	BCMS
<b>Action 3.2.3</b>	<b>Amélioration de la gestion des ressources humaines</b>	<b>Les ressources humaines portent efficacement les missions des structures</b>	<b>Nombre d'outils RH élaborés et mis en œuvre Taux de satisfaction des besoins en RH</b>	<b>1. Comptage 2. (Besoins en RH satisfaits / Besoins exprimés) * 100</b>				

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Etat de mise en œuvre à fin décembre 2024	Structures responsables
A3.2.3.1	Elaborer et mettre en œuvre un plan intégré de formation continue	Un plan intégré de formation continue est élaboré	Disponibilité du plan intégré de formation	Constat	Non	Oui	Oui	DOS
		Les agents du SCRП sont outillés sur les techniques de prise de vue et de montage vidéo	Nombre d'agents formés	Comptage	0	4	0	DOS
		Les agents de la DSF en charge de la production statistique sont formés sur les outils de business intelligence de Excel	Disponibilité du rapport de formation	Constat	Non	Oui	Oui	DOS
		Les agents en charge de la production statistique sont formés sur le logiciel R	Disponibilité du rapport de formation	Constat	Non	Oui	Oui	DOS
		Les statisticiens sont formés sur les notions de fiscalité	Disponibilité du rapport de formation	Constat	Non	Oui	Non	DOS
		Les points focaux chargés du suivi des délais de traitement des dossiers sont formés	Nombre de points focaux formés	Comptage	0	16	0	DOS
		100 responsables sont formés sur les questions de leadership et du développement personnel	Nombre d'agents formés	Comptage	0	100	0	DOS
		Les agents sont formés sur les conventions fiscales	Nombre d'agents formés	Comptage	0	100	48	DOS
		24 responsables des structures centrales de la DGI sont formés sur l'application de gestion du courrier	Nombre de responsables formés	Comptage	0	24	0	DOS
		25 secrétaires des structures centrales de la DGI sont formés sur l'application de gestion du courrier	Nombre de secrétaires formés	Comptage	0	25	0	DOS
		40 agents de liaison sont formés sur leur rôle	Nombre d'agents de liaison formés	Comptage	0	40	42	DOS
		40 agents de liaison sont formés sur les mesures disciplines et le code de déontologie et d'éthique de l'agent des impôts	Nombre d'agents de liaison formés	Comptage	0	40	42	DOS
		300 cadres des impôts sont formés au TADAT	Nombre de cadres formés	Comptage	29	300	29	DOS
		Les inspecteurs techniques des impôts sont formés	Nombre d'inspecteurs techniques des impôts formés	Comptage	0	28	28	DOS
		30 SGM et points focaux sont formés sur la NPJ	Nombre de SGM et de points focaux formés	Comptage	0	30	0	DOS
Cent (100) agents des impôts sont formés en techniques d'accueil et de communication avec les usagers	Nombre d'agents formés	Comptage	75	100	73	DOS		
150 acteurs sont formés à l'exploitation des données du système décisionnel	Nombre d'acteurs formés	Comptage	0	150	0	DOS		
A3.2.3.2	Assurer le renforcement des effectifs et des profils des emplois de la DGI	Un plaidoyer pour le recrutement du personnel du cadre ayant un profil diversifié est mené	Disponibilité du document de plaidoyer	Constat	Non	Oui	Oui	SRH
		10 informaticiens sont affectés à la DGI	Nombre d'informaticiens affectés à la DGI	Comptage	6	10	24	SRH

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Etat de mise en œuvre à fin décembre 2024	Structures responsables
		15 agents de soutien sont affectés à la DGI	Nombre d'agents de soutien affectés à la DGI	Comptage	25	15	17	SRH
A3.2.3.3	Elaborer et mettre en œuvre les outils RH	Les outils RH sont élaborés et mis en œuvre	Disponibilité du tableau prévisionnel des emplois et des effectifs	Constat	Non	Oui	Non	SRH
A3.2.3.4	Mettre en œuvre les fiches de poste de travail	Les fiches de poste de travail sont vulgarisées	Nombre de missions de vulgarisation	Comptage	4	8	0	SRH
		Les fiches de poste de travail sont mises en œuvre	Pourcentage de postes de travail occupé selon les normes	(Nombre de postes de travail occupé selon les normes / Nombre total de postes de travail) *100	7%	80%	0%	SRH
A3.2.3.5	Assurer le suivi de la notification des contrats d'objectifs (Lettres de mission et fiches d'indication des attentes)	Tous les responsables et les agents ont reçu leur lettre de mission ou fiche d'indication des attentes	Taux de notification de contrats d'objectifs	(Nombre de contrats d'objectifs notifiés / Nombre total contrats d'objectifs à notifier) *100	0%	100%	100%	SRH
A3.2.3.6	Vulgariser et mettre en œuvre le plan de carrière	Le plan de carrière est vulgarisée auprès des agents	Nombre de missions de vulgarisation	Comptage	0	8	0	SRH
		Une enquête de satisfaction sur la mise en œuvre du plan de carrière est réalisée	Disponibilité du rapport d'enquête	Constat	Non	Oui	Non	SRH
A3.2.3.8	Elaborer un projet de document sur le statut autonome du personnel de la DGI	Le projet de document sur le statut autonome du personnel de la DGI est élaboré	Disponibilité du document sur le statut autonome du personnel de la DGI est élaboré	Constat	Non	Oui	Non	SRH
A3.2.3.9	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de valorisation de l'expertise au sein de la DGI	La stratégie de valorisation de l'expertise au sein de la DGI est élaborée	Disponibilité de la stratégie	Constat	Non	Oui	Non	DOS
		Un pool d'experts de la DGI est actualisé	Disponibilité de la liste actualisée	Constat	Non	Oui	Non	DOS
A3.2.3.10.NA	Traiter les avancements au titre de l'année 2023	Les avancements au titre de l'année 2023 sont traités	Proportion d'agents avancés ayant bénéficié de correction financière	(Nombre d'agents avancés ayant bénéficié de correction financière / Nombre total d'agents devant bénéficier d'un avancement)*100	97%	100%	100%	SRH
A3.2.3.11.NA	Traiter les primes (motivation et rendement) au titre de l'année 2024	Les primes (motivation et rendement) sont traitées	Nombre de rapport sur le traitement des primes	Comptage	4	4	4	SRH
A3.2.3.12.NA	Organiser une session du comité de désignation des candidats aux décorations dans les ordres burkinabè au titre de l'année 2024	Une session du comité de désignation des candidats aux décoration dans les ordres burkinabè au titre de l'année 2024 est tenue	Disponibilité du rapport de session	Constat	Oui	Oui	Oui	SRH
A3.2.3.13.NA	Organiser les sessions de la commission nationale d'affectation au titre de l'année 2024	Les sessions de la commission nationale d'affectation au titre de l'année 2024 sont organisées	Disponibilité du rapport de session	Constat	Oui	Oui	Oui	SRH
A3.2.3.14.NA	Organiser des sorties pour la prise en charge psychosociale ponctuelle des agents affectés	Des sorties pour la prise en charge psychosociale des agents affectés sont organisées	Disponibilité des rapports de sortie	Constat	Non	Oui	Oui	SRH
<b>Action 3.2.4</b>	<b>Renforcement des compétences des acteurs</b>	<b>Les acteurs prennent en charge efficacement leurs attributions</b>	<b>Nombre d'acteurs formés Taux de satisfaction des besoins en renforcement des compétences</b>	<b>1. Comptage 2. (Besoins en renforcement des compétences satisfaits / Besoins exprimés) * 100</b>				
A3.2.4.4	Former les agents sur les moyens d'authentification et de validité des stickers et la méthodologie de contrôle de la facture normalisée	Les agents en charge du contrôle sont formés sur les moyens d'authentification et de validité des stickers	Nombre d'agents formés	Comptage	0	50	45	DOS
A3.2.4.6	Former les agents sur la norme de transparence et d'échange de	Des agents sont formés aux bonnes pratiques et standards internationaux	Nombre d'agents formés	Comptage	0	50	267	DOS

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Etat de mise en œuvre à fin décembre 2024	Structures responsables
	renseignements à des fins fiscales ainsi que la lutte contre les flux financiers illicites (FFI)							
A3.2.4.8	Former les chargés de gestion des moyens à l'utilisation du logiciel SIGCM et sur les instruments juridiques de gestion des bâtiments	Trente (30) chargés de gestion de moyens sont formés	Nombre d'acteurs formés	Comptage	0	30	0	BCMS
A3.2.4.10	Assurer la formation des acteurs à l'exploitation du système décisionnel	150 acteurs sont formés à l'exploitation du système décisionnel	Nombre d'acteurs formés	Comptage	0	150	0	SRH
A3.2.4.11	Renforcer les compétences des acteurs du foncier	Des agents sont formés aux logiciels métiers du foncier et du cadastre	Nombre d'agents formés aux logiciels métiers du foncier et du cadastre	Comptage	104	150	0	DC
A3.2.4.12	Organiser des sessions de formation continue en matière de contrôle fiscal (manuel de procédures, droits et garanties du contribuable, coaching, approche pédagogique )	Des sessions de formation ont été administrées	Nombre de sessions de formations	Comptage	0	4	1	DOS
A3.2.4.15	Renforcer les compétences techniques des informaticiens	Dix (10) informaticiens de la DGI sont formés sur les outils de développement	Nombre d'informaticiens formés sur les outils de développement	Comptage	0	10	0	DI
		Cinq (05) informaticiens de la DGI sont formés sur les outils d'administration de bases de données	Nombre d'informaticiens formés sur les outils d'administration de bases de données	Comptage	0	5	0	DI
		Sept (07) informaticiens de la DGI sont formés sur les infrastructures réseaux et systèmes	Nombre d'informaticiens formés sur les infrastructures réseaux et systèmes	Comptage	0	7	8	DI
		Cinq (05) informaticiens de la DGI sont formés sur la gouvernance des systèmes d'information	Nombre d'informaticiens formés sur la gouvernance des systèmes d'information	Comptage	0	5	0	DI
		Cinq (05) informaticiens de la DGI sont formés sur la sécurité des systèmes d'information	Nombre d'informaticiens formés sur la sécurité des systèmes d'information	Comptage	0	5	2	DI
		Cinq (05) informaticiens de la DGI sont formés sur les outils de développement et d'administration BI	Nombre d'informaticiens formés sur les outils de développement et d'administration BI	Comptage	0	5	0	DI
		Cinq (05) informaticiens de la DGI sont formés à l'analyse approfondie des données	Nombre d'informaticiens formés à l'analyse approfondie des données	Comptage	0	5	0	DI
		Les codes sources de SINTAX sont maîtrisés par les informaticiens de la DGI	Taux de maîtrise des codes sources de SINTAX par les informaticiens de la DGI	Comptage	0%	50%	25%	DI
		Les codes sources de eSINTAX et eLiasse sont maîtrisés par les informaticiens de la DGI	Taux de maîtrise des codes sources de eSINTAX et eLiasse sont maîtrisés par les informaticiens de la DGI	(Nombre d'informaticiens de la DGI maîtrisant les codes sources / Nombre total d'informaticiens de la DGI) * 100	0%	50%	75%	DI
		Les codes sources de IFU sont maîtrisés par les informaticiens de la DGI	Taux de maîtrise des codes sources de IFU sont maîtrisés par les informaticiens de la DGI	(Nombre d'informaticiens de la DGI maîtrisant les codes sources / Nombre total d'informaticiens de la DGI) * 100	0%	50%	100%	DI
		Les codes sources de STARE sont maîtrisés par les informaticiens de la DGI	Taux de maîtrise des codes sources de STARE sont maîtrisés par les informaticiens de la DGI	(Nombre d'informaticiens de la DGI maîtrisant les codes sources / Nombre total d'informaticiens de la DGI) * 100	0%	50%	100%	DI

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Etat de mise en œuvre à fin décembre 2024	Structures responsables
		La technologie ETL du système décisionnel est maîtrisée par les informaticiens de la DGI	Taux de maîtrise des codes sources de la technologie ETL du système décisionnel est maîtrisée par les informaticiens de la DGI	(Nombre d'informaticiens de la DGI maîtrisant les codes sources / Nombre total d'informaticiens de la DGI) * 100	0%	50%	0%	DI
		Les codes sources de eTIMBRE sont maîtrisés par les informaticiens de la DGI	Taux de maîtrise des codes sources de eTIMBRE sont maîtrisés par les informaticiens de la DG	(Nombre d'informaticiens de la DGI maîtrisant les codes sources / Nombre total d'informaticiens de la DGI) * 100	0%	50%	0%	DI
<b>Action 3.2.5</b>	<b>Amélioration du partage de l'information au sein de la DGI</b>	<b>Le dispositif de circulation de l'information répond aux besoins d'informations au sein des structures</b>	<b>Taux de fréquentation de l'intranet Taux de perception des agents à l'enquête</b>	<b>(Nombre d'agents de la DGI fréquentant l'intranet/ Nombre total d'agents de la DGI) * 100</b>				
<b>OS3.3</b>	<b>Mettre en place une stratégie de conduite du changement</b>	<b>Les agents partagent la vision de la DGI</b>	<b>Taux d'adhésion des agents à la vision</b>	<b>Enquête</b>				
<b>Action 3.3.1</b>	<b>Développement d'une convergence de vue et d'objectifs des agents de la DGI</b>	<b>Les agents et la hiérarchie de la DGI partagent les mêmes valeurs et les mêmes objectifs</b>	<b>Niveau d'engagement du personnel dans la réalisation des objectifs du plan stratégique</b>	<b>Etude</b>				
A3.3.1.1	Organiser la 13ème conférence annuelle de la DGI	La 13ème conférence annuelle de la DGI est organisée	Disponibilité du rapport général de la conférence annuelle	Constat	Oui	Oui	Oui	DPSR
		L'atelier bilan de la 13ème conférence annuelle de la DGI est réalisé	Disponibilité du rapport d'atelier	Constat	Oui	Oui	Oui	DPSR
A3.3.1.2	Organiser le Prix de l'excellence de la Direction générale des impôts (PRIEX/DGI)	La 4 -ème édition du PRIEX/DGI est organisée	Disponibilité du rapport de tenue du PRIEX/DGI	Constat	Oui	Oui	Oui	SCRP
A3.3.1.3	Promouvoir les principes et les valeurs professionnelles	1000 agents sont sensibilisés sur le contenu du code de déontologie et d'éthique Les agents exécutent leurs tâches conformément aux principes et valeurs professionnelles	Nombre d'agents sensibilisés Disponibilité des rapports de l'ITI et du contrôle interne	Comptage	0	1000	0	ITI
<b>Action 3.3.2</b>	<b>Poursuite de la dynamisation de la politique sociale</b>	<b>Le personnel est motivé et productif</b>	<b>Taux de perception de la politique sociale par les agents</b>	<b>Enquête</b>				
A3.3.2.2	Mettre en œuvre la stratégie d'accompagnement des agents de la DGI	Les agents nouvellement affectés à la DGI sont formés en coaching	Proportion d'agents nouvellement affectés à la DGI formés en coaching	(Nombre d'agents nouvellement affectés à la DGI formés/ Nombre total d'agents nouvellement affectés à la DGI) * 100	0%	100%	100%	SRH
		La stratégie d'accompagnement des agents de la DGI est vulgarisée	Nombre de missions de vulgarisation	Comptage	0	8	0	SRH
<b>OS3.4</b>	<b>Repenser la dynamique de collaboration avec les partenaires de la DGI</b>	<b>Le partenariat facilite l'exécution des missions de la DGI</b>	<b>Taux de mise en œuvre des conventions de partenariat signées</b>	<b>(Conventions de partenariat signées et mises en œuvre / Conventions de partenariat signées) * 100</b>				
<b>Action 3.4.1</b>	<b>Amélioration du partenariat avec les collectivités territoriales</b>	<b>Les relations entre la DGI et les CT sont empreintes de confiance, de transparence et porteuses de résultats</b>	<b>Taux d'accroissement des recouvrements des impôts Niveau de formalisation du partenariat avec les CT</b>	<b>1. [(recouvrement des impôts N - recouvrement des impôts N - 1)/ recouvrement des impôts N - 1] * 100 2. Constat</b>				
A3.4.1.3	Former et sensibiliser les élus locaux	Un module de formation est élaboré, les acteurs locaux des régions du Centre et des Hauts Bassins sont formés	Disponibilité du module, nombre de sessions de formation	Constat / comptage	2	2	0	DSF

Code activité	Objectifs/axes/OS/activités	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Mode de calcul	Valeur réalisée 2023	Cible 2024	Etat de mise en œuvre à fin décembre 2024	Structures responsables
A3.4.1.3	Former et sensibiliser les élus locaux sur la fiscalité locale et sur leurs rôles et responsabilités dans la mobilisation des recettes et la promotion du civisme fiscal	Des acteurs locaux des régions du centre et des Hauts-Bassins sont formés et sensibilisés	Disponibilité du rapport de formation	Constat	Non	oui	Non	DOS
<b>Action 3.4.2</b>	<b>Dynamisation du partenariat avec les organisations professionnelles</b>	<b>Les échanges d'informations entre la DGI et ses partenaires sont améliorés</b>	<b>Niveau de formalisation du partenariat avec les organisations professionnelles</b>	<b>Constat</b>				
A3.4.2.2	Organiser des cadres de concertations avec les structures administratives et les organisations professionnelles de lutte contre les FFI dans le cadre de l'évaluation du Burkina Faso par les pairs du Forum mondial	Deux rencontres de concertation sont organisées avec les structures administratives et les organisations professionnelles de lutte contre les FFI	Nombre de rencontres tenues	Comptage	0	2	2	DOS
<b>Action 3.4.3</b>	<b>Renforcement de la collaboration avec les organisations internationales</b>	<b>La DGI se conforme aux bonnes pratiques et aux standards internationaux</b>	<b>Nombre de partenariat conclu dans le cadre du système décisionnel Nombre de demandes de renseignement traités dans les délais Montant des droits rappelés</b>	<b>1. Comptage 2. Comptage 3. Comptage</b>				
A3.4.3.1	Mettre en place un réseau de points focaux de l'échange de renseignements et de lutte contre les FFI et coordonner leurs opérations	Le réseau des points focaux est mis en place	Nombre de demandes de renseignement traités	Comptage	0	20	0%	DOS
A3.4.3.2	Renforcer la participation de l'Administration fiscale aux forums, rencontres et formations internationales	La DGI prend part aux rencontres internationales Les cotisations relatives à la participation aux rencontres internationales sont assurées	Taux de participation de la DGI aux rencontres internationales	(Nombre de rencontres internationales honorées par la DGI/ Nombre total de rencontres internationales à honorer) * 100	NC	100%	76%	DLC
A3.4.3.5.NA	Renforcer les missions d'assistance technique et de voyages d'études au sein des administrations fiscales étrangères	La DGI bénéficie d'expériences et d'expertises des administrations fiscales d'autres pays	Nombre de missions d'assistance technique Nombre de voyages d'études	Comptage	0	NC	0	DLC
A3.4.3.6.NA	Effectuer le deuxième voyage d'études techniques pour des échanges d'expériences et de bonnes pratiques en matière de collecte électronique de données statistiques et fiscales	Le deuxième voyage d'études techniques pour des échanges d'expériences et de bonnes pratiques en matière de collecte électronique de données statistiques et fiscales est réalisé	Nombre de voyage d'étude réalisé	Comptage	0	1	0	DI

**Source : DGI/DPSR**